

correspondance de presse internationale

inprecor

mai 2004 - n° 492/493

INPRECOR

Prix : 7,50 € / 11,00 CHF

Allemagne

Le mouvement
ouvrier contre
le gouvernement
social-démocrate/vert



Union européenne

« Stratégie de Lisbonne » du Grand Capital

Défaite électorale de la droite française - Veillée électorale et
bruit de bottes aux Philippines - Mouvement ouvrier australien
et écologie urbaine - Forum social mondial après Mumbai

Allemagne

<i>Nouveaux défis, nouvelles chances...</i>	Angela Klein	3
<i>Lois Hartz, premier pas de « l'Agenda 2010 »</i>	A.K.	5
<i>Début d'une rupture entre le mouvement ouvrier et le SPD</i>	Thies Gleiss	6
<i>Alternative politique en 2006</i>	Ralf Krämer	11
<i>Contre l'élimination de l'État-providence en Europe</i>	Sozialismus	12

Union européenne

<i>La stratégie de Lisbonne de l'Europe néolibérale</i>	G. Buster	15
<i>Manifeste anticapitaliste</i>	Document GACE	20
<i>Conférence de la Gauche AntiCapitaliste Européenne</i>	François Vercammen	21

Notes de lectures

<i>Un nouveau Cahier de Critique Communiste</i>	(réd.)	24
<i>Lectures en bref</i>	Librairie La Brèche	24
<i>"La Libération inconnue" de Maurice Rajsfus</i>	Jean-Michel Krivine	32

France

<i>Des régionales aux européennes, Traduire en luttes la défaite de la droite</i>	DN de la LCR	25
<i>Bilan de la campagne des élections régionales</i>	BP de la LCR	27

Mondialisation

<i>Une rencontre de la gauche radicale à Mumbai</i>	Pierre Rousset	31
<i>Communiqué de la rencontre internationale des partis radicaux</i>	Document	31

Forum social mondial de Mumbai

<i>Rien n'était joué d'avance ! Éléments de réflexion sur le processus indien du FSM</i>	P. Rousset	33
--	------------	----

Philippines

<i>Divisions de la bourgeoisie et bruit de bottes à la veille des élections</i>	XYZ	45
---	-----	----

Australie / Écologie / Histoire

<i>Le mouvement ouvrier et l'écologie urbaine : la BLF de New South Wales</i>	John Tully	48
---	------------	----

Inprecor sur le web !

Vous pouvez consulter *Inprecor* sur son site réalisé par nos camarades québécois :

<http://www.inprecor.org>

Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PEGI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
PEGI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

Tél. : 33/0 1 49 28 54 88

Fax : 33/0 1 49 28 54 87

E-mail :

inprecor@wanadoo.fr

Directeur de publication, gérant :
Jan Malewski.

Rédaction : J. Malewski, J.-M. Krivine

Commission Paritaire n° 59117.

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie
2, rue Richard-Lenoir, 93106
Montreuil Cedex, France.

Diffusé dans les librairies par
DIF' POP' SARL, 21^{ème} rue Voltaire,
75011 PARIS, France.

Tél. : 01 40 24 21 31,

Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88

inprecor a besoin de votre aide !

En ce mois de mai 2004 *Inprecor* fête ses trente ans ! Ce mois-ci, exceptionnellement, il vous livre un numéro double — à la fois pour rattraper son retard et pour pouvoir présenter amplement la nouvelle situation sociale et politique en Allemagne, au cœur de l'Union européenne, dont la « stratégie de Lisbonne » est au centre du conflit allemand.

Un tel effort n'est malheureusement pas possible chaque fois qu'il serait nécessaire. Journal militant, *Inprecor* ne dispose pas d'autres ressources que les recettes de ses ventes, de ses abonnements et les dons de ses lectrices et lecteurs. A l'heure de l'offensive néolibérale la survie d'un outil d'analyse anticapitaliste relève chaque jour plus d'une gageure...

Les coûts de fabrication et de diffusion augmentent sans cesse et, depuis 1993, nous n'avons pas augmenté le prix d'*Inprecor* (qui est déjà fort élevé... au point d'être un obstacle pour une partie de nos lecteurs). Aussi nous comptons sur vous, lectrices et lecteurs : il nous faut absolument deux cent (200) abonnements de plus pour pouvoir passer l'année 2004. Alors, faites connaître *Inprecor* à vos amis, camarades et collègues de travail, offrez des abonnements à l'essai (3 mois pour 12€ seulement !) et... continuez à arrondir vos chèques pour la souscription !

Inprecor a 30 ans... ce serait trop bête s'il devait s'arrêter à l'âge de la raison !

Abonnement

(11 numéros)

- **France - DOM-TOM - Europe - Afrique** 30 EUR (6 mois) 55 EUR (1 an)
- **Autres destinations** 39 EUR (6 mois) 71 EUR (1 an)
- **Pli fermé** 48 EUR (6 mois) 90 EUR (1 an)
- **Moins de 25 ans et chômeurs** 20 EUR (6 mois)
- **Institutions** (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)
- **Abonnement de soutien** (à partir de 60 EUR, pour 1 an)
- **Découvrir *Inprecor*** (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois)
- **Lecteurs solidaires** (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Tél./Fax/E-mail :

- Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEGI", à adresser à Inprecor-PEGI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.
- Virements bancaires à "PEGI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
- Virements postaux à "PEGI", CCP n° 3.900.41 N Paris, France.

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous (rabais pour les commandes groupées !).

Nouveaux défis, nouvelles chances...

Par
Angela Klein*

Prises ensemble, les manifestations contre la démolition sociale qui ont eu lieu à Berlin, Cologne et Stuttgart le 3 avril 2004 constituent la plus grande mobilisation de rue sur un sujet social depuis la fondation de la République fédérale, d'une taille comparable aux grandes manifestations pacifistes des années 1980. Une telle mobilisation ne restera pas sans conséquences.

Fin d'un système

Il y a seulement un an, il semblait impossible qu'une large résistance puisse voir le jour. Le 14 mars 2003 le chancelier Gerhard Schröder avait annoncé « *du sang, de la sueur et des larmes* » dans un discours « *à la nation* » : des coupes brutales et déterminées dans les allocations de chômage ainsi qu'une remise en cause du système de santé et du droit du travail sans comparaison avec ce qu'un gouvernement a osé faire depuis la fin de la guerre. Les syndicats ont critiqué le discours — « *peu équilibré socialement* » — mais ils se sont limités à cette protestation verbale, bien que le chancelier social-démocrate venait de contredire la promesse électorale qu'il avait faite seulement six mois plus tôt. En effet, en été 2002, en plein milieu de la campagne électorale, les dirigeants de l'IG Metall et de Ver.di (1) ont accepté d'entrer dans la Commission Hartz (2), acceptant ainsi de la légitimer, à la condition expresse que le niveau des allocations-chômage ne soit pas réduit. Mais six mois plus tard Gerhard Schröder proclamait la réduction de la durée de versement des allocations-chômage et la suppression des aides aux chômeurs...

Son discours déchaînait une marée de « *mesures d'économie* » au niveau fédéral, dans les Länder et dans les municipalités, qui telle des tondeuses à gazon, sont passés sur le corps social, réduisant les budgets sociaux, ceux de la formation, de la culture et de toutes les institutions publiques. La population a ainsi subi une triple attaque :

suppression de la protection contre la chômage en augmentation, croissance de l'incertitude de l'emploi, privatisation des services publics.

Le discours du chancelier social-démocrate annonçait la fin d'un système. Dans un premier temps nombreux furent ceux qui ne pouvaient se l'imaginer. Les syndicats ont tout mis en œuvre pour tenter, comme d'habitude, de convaincre le SPD dans des conversations informelles. La manifestation appelée par Ver.di contre la « *réforme* » du système de santé, le 17 mai, et les mobilisations régionales de la DGB (3) une semaine plus tard tentaient encore d'éviter un conflit ouvert ; elles ne devaient pas aller au-delà d'un coup de semonce. On ne pouvait s'entendre alors qu'elles furent peu suivies, ... et que des syndicalistes participants, frustrés, se repliaient chez eux. Une manifestation convoquée le 1^{er} juin à Berlin, à la veille du congrès extraordinaire du SPD convoqué pour entériner la politique déjà décidée par Schröder, ne rassemblait qu'un millier de personnes malgré le soutien de plusieurs syndicats berlinois. On pouvait douter du sérieux de leur détermination.

Potentiel nouveau

Ce n'est que lorsque le chancelier, au cours de ce congrès, eut claqué la porte au nez de Michael Sommer, principal dirigeant de la DGB, que les dirigeants et les cadres moyens des syndicats prirent conscience que « *leur partenaire politique était perdu* ». Cette prise de conscience tardive a néanmoins eu pour effet de paralyser le mouve-



ment syndical des mois durant ; l'impulsion de la grande manifestation du 1^{er} novembre ne venant pas des syndicats, la résistance fut organisée par d'autres : des chômeurs, des alliances anti-Hertz, des forces de la gauche radicale.

En septembre 2003 une onde de protestations commençait aux niveaux local et régional : les policiers, les retraités et les mouvements sociaux furent les premiers à occuper la rue. Le 24 septembre à Düsseldorf une manifestation réunissait 30 000 personnes, à Wiesbaden, le 18 novembre (un jour ouvrable !) plus de 50 000 personnes défilaient dans les rues. En tout, en septembre et octobre 2003 on a décompté une trentaine de grandes mobilisations.

Le 1^{er} novembre une montée nationale appelée à Berlin d'une manière largement improvisée rassemblait contre toute attente 100 000 personnes — mais la majorité des manifestants venaient de Berlin, rejoignant spontanément le cortège lorsqu'ils le voyaient passer. Un potentiel nouveau venait d'apparaître, de prendre conscience qu'un chemin nouveau s'ouvrait devant lui et d'

* Angela Klein est rédactrice du mensuel *SoZ Sozialistische Zeitung*. et animatrice du réseau des Marches européennes en Allemagne.

1. IG Metall, la fédération syndicale de la métallurgie a été longtemps la principale fédération syndicale en Allemagne. Elle a été dépassée lorsque plusieurs fédérations de branches se sont unifiées pour créer la

fédération Ver.di.

2. La Commission Hartz, du nom du chef du personnel de Volkswagen (qui dans le passé avait négocié à plusieurs reprises des compromis sur le temps du travail avec l'IG Metall), avait été mise en place par le gouvernement Schröder en vue de proposer la « *modernisation* » des rapports de travail. Elle a remis un dossier proposant la privatisation des agences pour

l'emploi, l'instauration d'emplois au rabais et à durée déterminée et la mise en place de subventions pour les chômeurs prêts à se mettre à leur compte. Ces propositions ont servi de base pour « *l'Agenda 2010* », cf. *Inprecor* n° 481 d'août 2003.

3. La DGB est la confédération syndicale unique en Allemagne, historiquement très liée au Parti social-démocrate (SPD).

Allemagne

commencer à le reconnaître. Résumons quelques-unes de ses traits caractéristiques.

Rupture avec la social-démocratie

L'identification populaire à un gouvernement « ami » a disparu, comme la patience populaire. Un sondage réalisé après les mobilisations du 3 avril montre que deux-tiers de la population sont mécontents du gouvernement fédéral. La vague de la résistance n'apparaît pas seulement dans les manifestations ; au sein des syndicats un processus profond de réorientation a commencé alors que certains congrès locaux du SPD ont été la scène de violents affrontements. Les protestations ne concernent pas la seule politique du gouvernement fédéral : à Hambourg, Brême et Berlin des initiatives de référendums ont commencé contre la privatisation annoncée des hôpitaux ; à Berlin



une pétition a circulé en faveur d'un référendum visant à rejeter le budget régional adopté par le sénat à majorité SPD-PDS. Dans les communes les conséquences de la politique d'austérité sont plus immédiatement visibles.

Au cours des douze derniers mois le SPD a perdu 100 000 membres ; il avait déjà eu l'occasion d'expérimenter en 1999 une défaite électorale historique dans le Land de Rhénanie du Nord-Westphalie, un des plus peuplés et traditionnellement social-démocrate, et a perdu de nombreuses municipalités au profit de la démocratie-chrétienne (CDU) ; la lignée des défaites électorales social-démocrates s'est poursuivie en mars 2004 à Hambourg. Cette année le SPD doit

encore affronter une douzaine d'élections et il n'est pas nécessaire d'être prophète pour dire qu'il est mal parti.

Face aux mobilisations des masses le gouvernement reste de marbre ; ses porte-parole s'épuisent à répéter qu'il n'y a pas d'alternative et que la CDU ferait la même chose en pire. Mais cela a cessé de faire peur au peuple. Il commence à comprendre qu'il doit chercher une alternative en dehors des partis présents au Bundestag.

Cependant le gouvernement a aussi commencé à comprendre qu'il ne peut se permettre de continuer les agressions jusqu'aux prochaines élections fédérales ; mais il veut terminer ce qu'il a déjà commencé. Il a de grandes difficultés bureaucratiques avec l'allocation-chômage n°2 installée à la place de l'aide aux chômeurs ; jusqu'ici il reste obscur et objet de discussions politiques sur qui doit payer cette allocation : les communes ou la nouvelle agence fédérale pour l'emploi. De plus il menace les entrepreneurs d'une nouvelle taxe sur la formation pour les contraindre d'embaucher des apprentis. Il tente ainsi de préparer le terrain en vue des élections de 2006. On verra alors s'il réussit ; il est cependant à craindre que l'immobilisme ne contentera personne, ni les entrepreneurs, ni les salariés.

Vers une nouvelle force politique ?

La conviction que le SPD a franchi le Rubicon et qu'il n'est plus possible de le faire revenir à son attitude traditionnelle gagne du terrain. Cela a d'ores et déjà produit deux conséquences :

● D'abord l'idée qu'il faut construire une alternative électorale au SPD en vue des élections de 2006... (4). Cette initiative est issue de cercles dirigeants syndicaux intermédiaires et aussi de quelques dirigeants nationaux. La « *Wahlalternative 2006* » (Alternative électorale 2006) est ainsi soutenue par certaines directions régionales de la Fédération Ver.di, par les cercles autour du mensuel Sozialismus et des économistes keynésiens du groupe Memorandum ; elle ne vient pas de la gauche syndicale Ver.di récemment fondée.

● Parallèlement, impulsée par l'IG Metall de Bavière, est apparue l'Initiative pour l'emploi et la justice sociale (« *Initiative Arbeit und soziale Gerechtigkeit* »). Son membre le plus connu est Klaus Ernst, qui avait été candidat à la vice-présidence du syndicat en octobre dernier et qui n'a été battu que de justesse par Berthold Huber, un droitier du Bade-Württemberg.

Le 6 juin prochain les deux initiatives,

ainsi que tous ceux qui sont intéressés par ce projet, doivent se retrouver à Berlin lors d'un congrès commun, pour débattre de la préparation de 2006. Jusqu'à maintenant leurs textes se lisent comme le désir : « *Nous voulons revenir à notre vieux SPD* ». Mais c'est une illusion. L'histoire ne revient pas en arrière. Toute initiative électorale qui se met en dehors du cadre de la politique néolibérale doit tenir compte des nouvelles conditions : la croissance de la précarité des conditions de vie, la nécessaire réorientation syndicale, la critique de la mondialisation et le mouvement qui la porte, le chômage massif installé à long terme, l'extension de l'Union européenne à l'est et ses conséquences sociales. Elle doit aussi répondre à la vieille question toujours actuelle : comment mesurer l'efficacité politique ? par l'activité dans le cadre des institutions existantes ou par la construction d'un sujet social ?

Pour le moment les permanents syndicaux avec la carte du SPD qui ont décidé de quitter le temple se sont engagés sur une route dont eux-mêmes ne savent pas où elle va les mener. Une procédure d'exclusion du parti est en cours contre eux. Elle les laisse stoïques et ne fait que discréditer davantage la direction du SPD. De plus larges secteurs militants de la gauche et de l'extrême-gauche sont attirés par le projet et comptent bien l'influencer. En tentant de se protéger « *contre le noyautage* » ses initiateurs risquent de le restreindre. Il est douteux qu'ils parviennent à le faire, mais s'ils réussissaient, ils risqueraient de brider la dynamique de succès nécessaire à la réussite du projet lui-même.

Malgré toutes ses faiblesses, il faut souligner que c'est la première tentative depuis la création de la République fédérale de faire apparaître une formation politique de gauche, qui se présente sur le fond d'une question sociale et qui provient du cœur du mouvement ouvrier. Il ne s'agit pas ici du replâtrage d'un vieux parti, mais de la tentative de créer un nouveau. Cela aura aussi un impact sur le mouvement social.

Renouveau social et syndical

Le développement du mouvement social est au moins aussi captivant. Depuis que « *l'accord pour l'emploi* » (5) a échoué pour la seconde fois et que dans les syndicats on déplore ouvertement « *la perte du partenariat politique* », la question de comment faire aboutir les revendications dans l'avenir est naturellement à l'ordre du jour. Une des réponses à cette question, c'est la construction de larges fronts sociaux, capables de mobiliser les masses et de provoquer une

4. Voir le document reproduit en p. ...

5. *Bündnis für Arbeit* (Accord pour l'emploi) fut le nom d'un pacte social, principal thème de la campagne électorale du SPD en 1998. En l'absence de « *grain à moudre* » la réalisation de ce pacte social a connu des difficultés, les directions syndicales ne pouvant céder sur les acquis sociaux sans, ne serait-ce qu'une seule, contrepartie illusoire. cf. *Inprecor* n° 433 de mars 1999 et n° 436 de juin 1999.

Lois Hartz, premier pas de « l'Agenda 2010 »

pression extraparlamentaire. De tels cadres unitaires ont fait leur apparition en grand nombre dans beaucoup de villes, grandes et petites ; parfois il y a aussi des alliances sociales régionales, parfois ils prennent le nom de forums sociaux et parfois ce sont les syndicats qui en sont les initiateurs ; et surtout, Ver.di y joue un rôle actif (avec des différences régionales toutefois). Tout un puzzle social commence ainsi à apparaître et sa dynamique le pousse vers l'unification et vers la vérification dans l'action des rapports de forces. Il ne s'agit pas seulement d'une lutte contre « l'Agenda 2010 » : au centre des mobilisations il y a aussi le refus des privatisations que les municipalités planifient, les exigences d'un revenu minimum décent pour les chômeurs, préservant leur dignité, les luttes pour les salaires et contre la remise en cause des conditions de travail. La résiliation annoncée des contrats collectifs pour les services publics dans les länders constitue la prochaine provocation que le mouvement social devra affronter. Les ministres du travail régionaux veulent en effet prolonger le temps de travail — de 38,5 heures hebdomadaires actuellement à 41 voire 42 heures annoncées — tout en bloquant les rémunérations mensuelles !

Ainsi la révolte sociale continue à être attisée et les mobilisations extraparlimentaires se développent parallèlement aux tentatives visant à former une nouvelle formation politique.

La mobilisation du 1er novembre 2003 fut préparée essentiellement par les forces de la gauche radicale ; celle du 3 avril a vu la conjonction des efforts de deux structures de préparation : d'une part l'appareil de la DGB et d'autre part tout le spectre de la gauche radicale et des gauches syndicales, des organisations de chômeurs et d'ATTAC. Après le 3 avril on observe la volonté de maintenir ce cadre d'action en tant que structure qui permet d'agir de manière indépendante des directions syndicales. Simultanément ont commencé les préparatifs pour organiser en juin 2005 le premier Forum social allemand — ce dernier devrait pouvoir attirer au moins 10 000 personnes et pourrait devenir un fantastique point de cristallisation des contenus alternatifs et de structures de la résistance.

Des « murs » sont tombés...

Parallèlement, des congrès militants sont organisés pour débattre de l'orientation du mouvement social. Ainsi à la mi-mai se tiendra une telle assemblée organisée à l'origine l'initiative de Ver.di, mais qui s'est déjà constituée en une large alliance en intégrant en

Avec son trop fameux Agenda 2010, la coalition « rouge-verte » (SPD-Grünen) se livre à une casse sociale généralisée et cela sans rencontrer aucune opposition parlementaire. Garanti par la Constitution, « l'État social » est mis en question, ce qui remet en cause l'ordre social mis en place après la guerre.

L'Agenda 2010 prévoit le démantèlement (privatisation) des systèmes de protection en cas de maladie, de vieillesse, de licenciement et l'abolition du statut de chômeur de longue durée. Les 4 lois « Hartz » mettent en musique cette orientation. Les offres d'emplois à durée limitée augmentent sensiblement sur le marché du travail. Les salaires proposés se trouvent 20 à 30 % au dessous du niveau tarifaire, les licenciements sont facilités, la protection contre le chômage réduite, l'acceptation de tout emploi, indépendamment du niveau de qualification et du salaire antérieur, contraignante, la protection chômage en cas de chômage de longue durée, annulée. Puisque les élites politiques et sociales refusent toute politique vraiment créatrice d'emploi il devient possible qu'un chômeur reste sans emploi et sans prestation. C'est le retour à la pauvreté.

Les lois Hartz prévoient en particulier :

- La protection contre le licenciement est aussi attaquée. Elle serait abolie dans les petites entreprises comptant moins de 20 salariés.
- Concernant le système de santé, la part du prix des médicaments à la charge des patients est augmentée ; en plus les patients doivent payer, à partir du 1 janvier 2004, un forfait de 10 euros trimestriels pour les visites médicales. Enfin les caisses-maladie refusent de prendre en charge les salaires au-delà des premières six semaines de l'arrêt-maladie (au cours des premières six semaines de maladie les salariés continuent à être payés par l'employeur, qui se fait rembourser par la caisse-maladie). Pour couvrir les arrêts-maladie au-delà des six semaines, on demande aux salariés de recourir aux assurances complémentaires (financées à parité par les employeurs et les salariés). Enfin les privatisations doivent être élargies dans le secteur de la santé...
- Le raccourcissement de la durée de l'allocation-chômage à 12 mois au maximum (seuls les plus de 55 ans pouvant bénéficier d'une extension jusqu'à 18 mois), toujours en fonction de la durée de leur emploi précédent, bien entendu. Ceci exclut

30 % des allocataires actuels du régime des allocations-chômage.

● Les chômeurs de longue durée, qui jusqu'à présent ont touché une allocation-chômage calculée en fonction de leur dernier salaire (53 %) et qui leur donnait droit à un emploi correspondant plus ou moins à leur qualification, n'auront droit, à partir du 1er janvier 2005, qu'à un minimum bien au dessous du seuil de pauvreté : 345 euros mensuels en ex-RFA et 311 euros en ex-RDA, ce qui ne laissera guère plus de 4,5 euros par jour pour manger. En principe le coût du loyer s'ajoute à ce montant, mais la restructuration de l'agence de l'emploi, qui octroie les emplois en même temps qu'elle verse les prestations, selon les critères d'une entreprise privée fait en sorte que l'arbitraire augmente et une famille peut être contrainte à déménager si le loyer qu'elle paye est considéré « excessif ». Ce « revenu social » est bien sûr conditionné par les ressources du ménage. En fonction de cela un demi-million de personnes vont perdre le droit à cette prestation.

● Cette nouvelle prestation changera aussi le régime actuel de l'aide sociale. Jusqu'à présent elle avait la fonction de s'ajouter au salaire dans le cas où celui-ci serait au dessous du niveau de l'aide sociale. La nouvelle aide sociale ne sera versée qu'aux personnes qui ne sont pas en mesure d'assumer un emploi : handicapés, personnes âgées, malades, etc. Le chiffre de personnes pouvant encore toucher l'aide sociale va tomber d'un million deux cent mille à environ deux cent mille.

Et dire que la fondation Bertelsman (*Think Tank* du gouvernement) pense que c'est encore trop et que la nouvelle allocation-chômage devrait être divisée par deux ! La justification fournie par la loi Hartz est claire et se passe de commentaires : « Les exigences qu'on est en droit d'avoir vis-à-vis des chômeurs sont sans limite car le coût qu'ils représentent pour la société doit absolument diminuer » !

De ces mesures va résulter un développement de secteurs à très bas salaires dans la santé, les aides ménagères, etc. qui va frapper les femmes tout particulièrement. Nombre de personnes sont poussées à un travail par intérim ou encore « aidées » à « s'établir à leur compte ». Des centaines de milliers de gens vont être purement et simplement plongés dans la misère par cette mesure. ■

particulier la table ronde des mouvements de chômeurs et ATTAC. Il s'agit là d'un exemple caractéristique de l'évolution récente de la collaboration entre des secteurs syndicaux et les mouvements sociaux. La discussion concerne non seulement les questions organisationnelles de la mobilisation, les efforts d'élargissement mais aussi la recherche de réponses communes en ce qui concerne, par exemple, le revenu minimum garanti et le droit au travail. Le mouvement des forums sociaux — et surtout le Forum social européen — a donné sur ce terrain une impulsion très précieuse. Beaucoup de

« murs » sont tombés, ce qui constitue peut-être l'atout le plus important du nouveau mouvement.

La mobilisation du 3 avril a ainsi donné une nouvelle impulsion au mouvement et lui a ouvert de nouvelles perspectives. En s'élargissant, ce dernier prend aujourd'hui conscience de ses nouvelles possibilités, impensables il y a encore un an. Cela ne durera pas éternellement : une fenêtre pour l'action s'est ouverte jusqu'à la chute du gouvernement SPD-Verts. Et cette chute pourrait se produire avant les élections prévues pour 2006. ■

Début d'une rupture entre le mouvement ouvrier et le SPD

Par
Thies Gleiss*

Dans le pays européen le plus important économiquement se profile — vingt ans après la dernière grande bataille syndicale — une lutte avec des conséquences dépassant largement les frontières de l'Allemagne. En 1984 la majorité des syndicats organisés dans la Confédération allemande des syndicats (DGB, Deutscher Gewerkschaftsbund) osa une lutte pour les 35 heures. Il y eut une grève de six semaines avec des lock-out et une polarisation ouverte dans les syndicats. Une minorité des syndicats, alors appelée « *la bande des cinq* », avec surtout le syndicat de la chimie et le syndicat des mineurs, mettait en cause l'unité syndicale et négociait avec le gouvernement démocrate-chrétien/libéral un compromis concernant une réduction du temps de travail. Le ministre du travail et membre de la CDU, Norbert Blüm, faisait passer plusieurs lois pour la préretraite.

Aujourd'hui, même ces formes timides d'une réduction du temps de travail sont dénoncées, mais on oublie souvent qu'elles étaient une réaction politique face à des demandes beaucoup plus radicales voulues par la majorité des syndicats en lutte contre le chômage de masse. L'IG-Metall, le syndicat des imprimeurs et leurs alliés n'avaient — malgré les hésitations de leurs directions plutôt conservatrices — pas d'autre choix que de former des nouvelles alliances sociales pour imposer une réduction du temps de travail journalier et hebdomadaire.

Le mouvement antinucléaire, anobli par le succès des Verts aux élections fédérales (pour la première fois ils avaient réussi à être représentés dans le Bundestag) et le très

grand mouvement antimissiles (bien qu'il se soit trouvé déjà dans sa phase déclinante) ouvraient des possibilités fructueuses. Sans ces mouvements sociaux avec des racines profondes dans la société, la bataille pour les 35 heures aurait eu une fin aussi lamentable que la lutte (perdue) pour la semaine de 35 heures en Allemagne de l'est l'année passée. Le chancelier Kohl condamna la semaine de 35 heures comme « *stupide et aberrante* » (« *dumm und töricht* »), les organisations patronales mobilisèrent d'une façon jamais vue jusqu'alors contre la violation de leur « *catalogue de tabous* ».

Pour les ouvriers en lutte et surtout pour la gauche politique, le compromis de 1985 qui prévoyait l'introduction de la semaine de 35 heures par étapes en dix ans, provoqua une grande déception, vu la situation prometteuse après une grève si dure et si longue. Cette critique était juste, mais on doit quand même avouer que la grève avait changé le rapport de force entre les classes, ce qui était sensible un peu partout en Europe. En tout cas, les syndicats vivaient un printemps qui s'est avéré suffisamment long pour massivement freiner le projet politique central de la nouvelle coalition libérale-conservatrice au pouvoir depuis 1982, qui se qualifiait « *changement moral-spirituel* ». Avec le concept d'une semaine de 35 heures, qui franchit potentiellement le cadre de la société capitaliste, le point de départ le plus puissant de la lutte contre le chômage de masse avait été mis à l'ordre du jour en Europe.

Un printemps court du mouvement ouvrier

Mais ce printemps prometteur n'a pas été suivi d'un été ou d'un automne chaud. Les directions syndicales se sont de plus en plus arrangées avec le gouvernement conservateur de l'éternel chancelier Kohl, surtout après la fin de la RDA et l'unification allemande en 1990. Le rythme lent de la réduction du temps de travail prévu par les contrats était contrecarré par des mesures de rationalisation et de flexibilisation ainsi

que par une augmentation des cadences. Il y avait relativement peu de redistribution du travail. Même les syndicats avouaient que seulement quelque 140 000 postes de travail avaient été créés suite à l'introduction de la semaine de 35 heures. Ainsi, un chômage de masse durable d'environ 10 % devenait la réalité profonde de la société ouest-allemande, et, après l'unification de toute l'Allemagne, la situation s'aggravait. En Allemagne de l'est, la politique délibérée de désindustrialisation après l'*Anschluss* aboutissait à une « *zone économique particulière* » où le taux de chômage réel atteignait entre le quart et le tiers de la population active, où les jeunes quittaient le pays pour l'ouest et où le temps de travail était plus long, où les salaires étaient plus bas et l'insolence des capitalistes plus forte qu'ailleurs. Le change au taux de un pour un du Mark RDA en Deutschemark RFA en été 1990 produisit un choc économique à l'est et un boom économique pour les industries de consommation à l'ouest.

Les réticences des directions syndicales et le chômage de masse permanent augmentaient la pression sur les salaires des travailleurs. Pendant deux décennies il y eut pratiquement une stagnation du pouvoir d'achat. Dans les entreprises, les parties des salaires dépassant les conventions collectives étaient réduites ou rayées. Beaucoup de travailleurs perdirent leurs majorations pour heures supplémentaires à cause des contrats sur la flexibilisation du travail ou à cause de la mise en place d'un « *compte pour le travail annuel* ». En même temps, chaque année les prix des services publics et des services des entreprises récemment privatisées comme la Poste ou l'énergie (avec la seule exception des frais du téléphone) augmentaient. Des « *réformes* » dans la santé (comme la participation aux frais pour les médicaments ou l'hospitalisation) et l'introduction de l'assurance dépendance payée par les seuls travailleurs réduisaient encore les salaires disponibles. De plus, depuis quatorze ans, les salariés payent une taxe additionnelle appelée « *supplément de solidarité* » pour financer la restructuration capita-

* Thies Gleiss, syndicaliste dans la métallurgie du district de Cologne (Köln), délégué du personnel, membre de la direction de l'*Internationale Sozialistische Linke* (ISL, Gauche socialiste internationale, une des deux fractions publiques de la section allemande de la IV^e Internationale — l'autre étant le RSB, *Revolutionär Sozialistischer Bund*, Ligue socialiste révolutionnaire), collabore au mensuel *SoZ Sozialistische Zeitung*.

liste de l'Allemagne de l'est.

Tous ces faits ont constamment creusé la base matérielle du mouvement syndical. Un sondage réalisé il y a deux ans dans l'IG-Metall, donnait une image sans équivoque : une majorité écrasante des membres, et beaucoup de non-organisé(e)s ou ex-membres, attendaient de la direction en premier lieu une politique pour une augmentation des salaires. Mais cette tâche primaire d'un syndicat, la vente collective de la force de travail, était de moins en moins remplie. A presque chaque négociation des conventions collectives se répétait le même rituel : après de longues déclarations durant des semaines, affirmant qu'on n'accepterait jamais de mauvais accords concernant les salaires et la durée de ces accords, surtout pas pour les bas salaires et pour les jeunes, les conventions acceptaient presque toujours des accords d'une durée tellement longue qu'ils aboutissaient, même si le taux de l'inflation restait modeste, à une baisse du salaire réel et à une détérioration de la situation des apprenti(e)s. Cela devait provoquer la colère dans les rangs des jeunes et dans des structures syndicales d'entreprise, parce que la direction syndicale avait dédaigné les décisions des centaines de comités d'entreprises et des assemblées de base syndicale qui votaient régulièrement pour des augmentations égales pour tous (au lieu d'un pourcentage) et pour des durées réduites des conventions.

La base s'en va

C'est pourquoi le nombre des membres des syndicats allemands, à l'exception du syndicat des policiers et des organisations professionnelles comme celle des conducteurs de locomotives, des pilotes d'avion ou des employés spécifiques, était en chute libre. La masse des salarié(e)s avait des doutes justifiés sur le fait que les syndicats du DGB soient encore un instrument utile pour l'augmentation des salaires et les jeunes perdaient toute volonté de lutter pour un avenir meilleur. Depuis 1991, les syndicats du DGB ont perdu un bon tiers de leurs membres. Leur augmentation spectaculaire après l'unification avec les anciens syndicats de la RDA a été réduite à zéro en dix ans. « *La communauté des fans se dégonfle* » ricanait une étude de l'institut économique du patronat. Les chômeurs surtout quittaient en masse les syndicats. Dans beaucoup d'entre eux il n'y a pratiquement plus de structures de chômeurs et pour beaucoup de licenciés, le chemin va de l'agence pour l'emploi à la boîte aux lettres pour envoyer leur lettre de démission au syndicat.



Pendant vingt ans la réaction de la direction syndicale consistait en une « *modernisation* » de l'organisation. Plusieurs syndicats se sont réunis pour former des regroupements plus grands, comme l'IG-Metall qui avait intégré les syndicats du bois et du textile, ou le syndicat de la chimie qui intégrait les mineurs. En premier lieu, une fusion du syndicat des services publics (ÖTV) avec les syndicats des mass-média voyait le jour et formait la nouvelle grande fédération syndicale Ver.di.

Cela a été accompagné par des « *réformes de structure* » et des vagues de campagnes pour gagner de nouveaux membres — de plus en plus sans contenu concret. Les anciennes écoles de formation des cadres du mouvement syndical comme « *l'Académie du travail* » (*Akademie der Arbeit*), d'autres institutions de formation et de recherche ont été soit fermées, soit détachées et souvent privatisées. En outre, pendant les années de plomb de l'ère Kohl et la pression de l'idéologie néolibérale de plus en plus puissante, se produisait une dégradation politique terrible dans le sens de la nouvelle vision du monde après la chute du Mur.

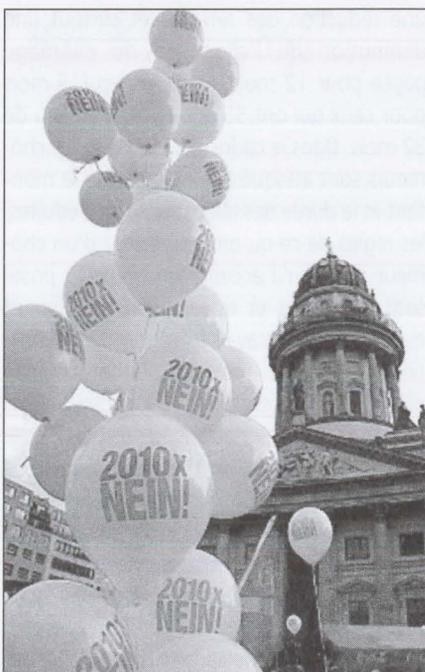


La majorité des directions syndicales voulait un recentrage du travail dans les entreprises (« *Verbetrieblichung* »). On croyait ainsi pouvoir servir la clientèle la plus importante en matière de cotisation, les ouvriers qualifiés, mâles et non-immigrés. Mais même ce calcul à court terme devait échouer.

En matière de politique, la majorité des directions syndicales était bureaucratiquement liée à la social-démocratie, mais avec une morosité grandissante. Le rôle du SPD en tant qu'« *opposition* » minable au gouvernement de la CDU conservatrice et du FDP libéral était accepté avec amertume, mais loyalement. Pour la campagne électorale de 1998, les directions syndicales engagèrent plus de quatre millions d'euros pour soutenir le SPD de Gerhard Schröder et les Verts de Joschka Fischer voulant enfin obtenir un changement de gouvernement. Mais après la victoire électorale de la coalition rouge-verte la déception fut rapide et les syndicats ont été dupés à plusieurs reprises par « *leur* » gouvernement.

Pacte pour l'emploi mal-aimé

Inaugurée à la suite d'une proposition du chef de l'IG-Metall, Zwickel, au milieu des années 1990, mais devenu mourant, « *le pacte pour l'emploi* » (*Bündnis für Arbeit*) fut repris pour être enterré après des négociations sans résultats. Ces réunions des « *partenaires sociaux* » — entre le gouvernement, les syndicats et les organisations patronales — tournaient en effet à vide. Les patrons commençaient même à se moquer de ce



Allemagne

rencontres et à manifester leur désintérêt en soulignant que les chefs syndicaux n'étaient pas prêts à faire des concessions. Après une tentative de renouveler ce fameux « *pacte pour l'emploi* » en 1998, le chancelier Schröder s'intéressait de moins au moins à ce concept. Pour sa part l'establishment des Verts, où on trouve pas mal d'adversaires du syndicalisme, le dénigrait ouvertement.

La théorie de la « *troisième voie* » — que Schröder a emprunté à Tony Blair — dénonçait l'idée de pacte social comme ringarde, car, malgré la servilité et la volonté de collaboration des directions syndicales, cette idée se fonde sur une vision de la société divisée en classes sociales et déchirée par des intérêts antagonistes. Schröder préférait de plus en plus recourir à ses divers « *gouvernements à part* », extraparlimentaires, à ses commissions d'experts et son « *conseil éthique* », qui devaient faire des propositions à réaliser « *une à une* », sans négociations. Les négociations en vue d'un « *pacte pour l'emploi* » s'enlisant de plus en plus, Schröder manifestait son impatience et traitait avec mépris les chefs syndicaux.

Si les seize ans du règne de Helmut Kohl furent pour le mouvement syndical des années de plomb avec une tendance à la pourriture, les années de la coalition rouge-verte devenaient de plus en plus une humiliation permanente. Interrompue seulement par la campagne électorale de 2002, la coalition développait une politique néolibérale et antisyndicale, ce que ses prédécesseurs n'auraient jamais osé faire avec une telle radicalité. La social-démocratie et les Verts sont ainsi en train de réaliser un vrai changement « *moral-spirituel* » en Allemagne.

Baisse des salaires et puissance militaire

Au fond, cette politique contient deux positions programmatiques :

- ① Un programme de réduction des salaires et des charges sociales, pour augmenter le taux de profit du capital privé ;
- ② Des efforts conséquents pour défendre et développer la position de l'Allemagne dans le « *nouvel ordre mondial* » avec des moyens économiques, diplomatiques et aussi militaires.

Au moins depuis la réélection du chancelier Schröder en 2002, l'expression « *nos coûts du travail sont trop élevés* » domine les discussions politiques en Allemagne. Ce discours accompagne des attaques contre les salaires sur tous les fronts. Les salarié(e)s devraient ainsi renoncer à une partie de leurs salaires, appelée « *le deuxième salaire* », qui permet de financer, selon les principes histo-

riques et politiques de la solidarité, les retraites, la sécurité sociale et l'assurance-chômage. Au total il s'agit de 180 milliards d'euros. Les patrons considèrent qu'il s'agit d'une dépense trop élevée. Bien qu'en principe les employé(e)s et les patrons en payent la moitié chacun, il s'agit en réalité d'une partie de la masse salariale épargnée pour l'avenir. Les réductions des retraites, des remboursements des frais médicaux et du maintien du salaire en cas de maladie ont déjà favorisé l'assurance privée. Mais cela ne suffit pas au patronat, qui voit dans la privatisation des systèmes de retraite et de l'assurance-maladie un terrain privilégié pour que les compagnies d'assurance et les banques puissent y réaliser des profits.

Depuis 1998, le mouvement syndical a, à plusieurs reprises, fait des concessions importantes en matière de prestations sociales. Il acceptait la privatisation partielle des retraites et il calmait la résistance naissante contre le paiement d'une partie du prix des médicaments et la taxe d'entrée de 10 euros pour les soins médicaux. Ces concessions des directions syndicales furent si rapides qu'il n'était même plus possible de réviser les programmes et les décisions des conférences syndicales d'autrefois. Mais le problème le plus grave c'est l'acceptation par les syndicats de la logique du « *deuxième salaire exorbitant* ».

Outre les salariés, les jeunes sans emploi et les retraités constituèrent la deuxième cible de la politique de « *troisième voie* » de Schröder. Le chômage de masse coûte à la société 65 milliards d'euros par an et la caisse des retraites doit être subventionnée par une somme encore plus grande. A côté des attaques pour diminuer les charges patronales il y avait des décisions politiques pour une réduction des retraites et surtout une diminution de l'allocation de chômage payée pour 12 mois au maximum (18 mois pour ceux qui ont 55 ans et plus) au lieu de 32 mois. Dans le cadre des lois Hartz les chômeurs sont attaqués de trois côtés : le montant et la durée des allocations sont réduites, les règles de ce qu'on peut exiger d'un chômeur pour qu'il accepte un nouveau poste sont aggravées et ressemblent maintenant quelquefois au travail forcé. La déqualification rapide ainsi imposée permet de faire glisser les chômeurs vers le « *secteur à bas salaire* », que les patrons, les experts et le gouvernement aspirent à développer. Ce secteur va être accompagné par les petits boulots, le temps partiel et le travail intérimaire pour faire pression sur le marché du travail et réduire ainsi l'ensemble des salaires.

En acceptant de se mettre à la table des

négociations autour des lois Hartz, les directions syndicales ont accepté une politique diamétralement opposée aux décisions de leurs congrès et à la politique d'autrefois. Cela concerne surtout le travail intérimaire, qui selon tous les sondages, est méprisé et se heurte à un refus quasi unanime de la population allemande. Notons que le programme actuel du SPD prévoit encore l'interdiction du travail intérimaire !

Ces derniers temps, pour la première fois depuis le Troisième Reich, le Capital et l'État ont entrepris une offensive pour obtenir la prolongation du temps de travail journalier, hebdomadaire et annuel ; autrement dit, le capital essaye d'augmenter la plus-value absolue, en employant les termes de Karl Marx. Déjà, quelques provinces (Länder) ont introduit la semaine de 41 ou 42 heures pour les fonctionnaires (qui n'ont pas le droit de grève en Allemagne). Cette prolongation devrait être étendue au service public dans son ensemble et après à l'industrie privée. En outre, il y a une discussion sur la réduction du nombre des jours fériés et des vacances. Il y a également des plans visant à repousser l'âge de la retraite à 67 ans ou même plus tard. Derrière tous ces plans, il y a une seule idée : faire baisser les salaires. Dans les négociations contractuelles de ce printemps, les patrons ont demandé de l'IG Metall d'accepter une prolongation du temps de travail dans les entreprises sans augmentation de salaire, ce qui a été refusé. Malheureusement, la direction syndicale a cette fois aussi avalé des nouvelles exceptions en cas de difficultés d'une entreprise. Cela veut dire qu'il y a maintenant maintes exceptions à la règle générale de la semaine à trente-cinq heures, même si l'attaque directe a été parée.

La grève perdue à l'est

Le chancelier Gerhard Schröder répète sans cesse qu'il ne voit pas d'alternative à une politique de réduction des salaires ; il s'agit pour lui d'une contrainte de la mondialisation que le pays devrait maîtriser.

En ce qui concerne le deuxième point fort du programme de son gouvernement — l'apparition militaire sur la scène internationale — il voudrait en revanche être félicité. La réintroduction du militaire dans la politique allemande — annonçait Schröder avec fierté devant les caméras rassemblées — était sa mission historique la plus importante. Quel déclin pour un chancelier du parti de Bebel, Schumacher et Willy Brandt !

Malgré quelques réticences les directions syndicales ont accepté ce cours vers l'armement et la guerre ! Elles ont renoncé sans

aucune nécessité à un élément important de l'identité du syndicalisme allemand. A une seule exception – le chef de Ver.di, Frank Bsirske, est membre des Verts – tous et toutes sont membres de la social-démocratie.

Depuis l'unification capitaliste de l'Allemagne, la condition ouvrière est marquée par une forte inégalité en matière de salaire et de temps de travail entre les travailleurs est- et ouest-allemands. Dans la ville de Berlin elles sont quelquefois si grotesques que le côté de la rue, où on habite, décide du salaire et du temps de travail ! Le fait que l'IG Metall ait finalement osé commencer il y a longtemps une lutte pour les 35 heures, même si elle n'a pas abouti, témoignait d'un courage certain. Il y eut de longs débats dans la bureaucratie dominée par des fonctionnaires venant de l'ouest, qui se sont

de la social-démocratie encore orientés vers le mouvement ouvrier — ne valait plus grand-chose. Le DGB, qu'on appelait souvent le « géant endormi » parce que pendant longtemps il ne perdait pas de membres (ni de grèves !), même en temps de crise, commençait à mettre à jour ses fissures. La désorientation des syndicats semblait avoir atteint son apogée.

Réveil de la gauche

Mais l'année 2003 a également réveillé les restes de la gauche syndicale qui avait vécu pendant des années une existence plutôt lamentable. Il y avait toujours des groupes de la gauche politique organisée qui essayaient, avec beaucoup d'énergie, mais sans grands succès, de faire bouger les syndicats. Et quand il y avait, dans le cadre des négociations contractuelles, des grèves d'avertissement, c'était toujours cette gauche qui prenait l'initiative. Pourtant des activités autonomes dans les entreprises — telles qu'on les connaît en Italie, en France, en Grèce ou même en Grande-Bretagne — étaient plus rares en Allemagne que la neige à Palerme. La coordination fédérale « réseau de la gauche syndicale » était plutôt un cercle de discussion des individus sans rayonnement et même sans volonté de faire avancer les choses.

Pour la première fois, durant le débat parlementaire sur les lois visant une privatisation partielle des retraites, des meetings de protestation, organisés par la gauche indépendante, ont eu lieu. Ces lois sur les retraites, présentées par Walter Riester, l'ancien numéro deux de l'IG Metall devenu ministre du travail, ne pouvaient pas être bloquées de la sorte. Mais ces initiatives de la gauche ont eu pour conséquence la formation de nouveaux groupes locaux de la gauche syndicales. Au cours des négociations contractuelles du printemps 2004, pour la première fois depuis les années 1970, une gauche syndicale a fait son apparition, présentant des informations indépendantes et publiant ses propres tracts.

Au cours de l'année 2003, surtout après le discours du chancelier le 13 mars annonçant le fameux « agenda 2010 », pour la première fois depuis longtemps, on a pu voir des réactions critiques de la base syndicale largement dépolitisée. Ceux qui avaient toujours voté pour la social-démocratie, parce qu'ils espéraient encore que le SPD travaillait pour un capitalisme à visage humain, avec des postes de travail sûrs et des salaires certes réduits, mais progressant régulièrement, ont commencé à se révolter. Ceux qui étaient encore membres du SPD, quittaient

en masse le parti. A l'époque de Helmut Schmidt, le parti avait encore un million de membres ; en vingt ans ce chiffre s'est réduit à 630 000, avec une perte de presque 50 000 au cours de la seule année 2003. Beaucoup de membres actuels ont honte de le déclarer. Selon les sondages, moins de 30 % des électeurs voteraient actuellement pour la social-démocratie. Le district de Dortmund, un fief traditionnel du SPD, a maintenant plus de membres que toute l'ancienne RDA. Depuis quelque temps, le SPD perd toutes les élections et les enquêteurs parlent d'une rupture de confiance profonde des salarié(e)s envers lui.

On a pu voir de petits fonctionnaires syndicaux sociaux-démocrates, qui avaient leur vie durant défendu toute les décisions du syndicat, monter au micro, la larme à l'oeil, pour dire que c'en était fini avec le SPD.

En mai 2003, la direction syndicale social-démocrate essayait une dernière fois d'organiser une protestation comme autrefois. Elle faisait venir les permanents et les cadres syndicaux d'entreprises aux meetings de protestation pour dénoncer la politique de la coalition rouge-verte d'une façon prudente. Mais cette fois-ci ces meetings et démonstrations dans plusieurs villes n'ont pu rassembler plus de 90 000 participant(e)s. Quelques jours après, Theo Sommer, le chef du DGB, annonçait « la pause d'été », une expression maintenant entrée dans la littérature.



Schröder (SPD) et Fischer (Verts) ont la même pensée :

développés en une bataille fractionnelle. La grève pour une réduction du temps de travail fut perdue d'une façon exemplaire. Après trois semaines de grève, pendant laquelle l'IG Metall à l'est commettait de nombreuses fautes tactiques, le chef de l'IG Metall annonça dans la presse — sans avoir obtenu quoi que ce soit et sans qu'il y ait eu un vote — que la grève était finie. Auparavant déjà, des fonctionnaires syndicaux et surtout des chefs des comités d'entreprise dans des usines (surtout automobiles) de l'ouest indirectement touchées par la grève orientale avaient multiplié des déclarations tout à fait déloyales et nuisibles au syndicat.

Après la grève, l'IG Metall a vécu une lutte intense de fractions qui devait aboutir à l'élection de deux leaders des tendances opposées, Jürgen Peters et Berthold Huber, comme attelage de direction pour calmer les tensions. La grève perdue à l'est a montré d'un seul coup que le pouvoir des syndicats en Allemagne — grande fierté des secteurs



L'histoire a pris un autre cours. Dans le cadre de l'université d'été d'ATTAC-Allemagne, des cadres de la gauche indépendante dans les entreprises et les syndicats décidèrent d'appeler à une manifestation nationale à Berlin, le 1^{er} novembre. En même temps, des grèves politiques sont apparues, contre les décisions du gouverne-

Allemagne

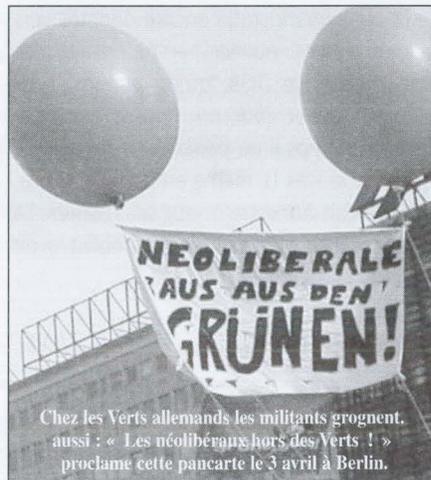
ment et les débats dans le Bundestag portant sur les lois Hartz. Pour respecter les formes, ces grèves étaient présentées comme voulant assurer l'autonomie contractuelle garantie par la Constitution, mais en réalité il s'agissait de grèves contre la social-démocratie et contre la politique de son gouvernement. La base syndicale mobilisait massivement pour la manifestation à Berlin.

Les dirigeants syndicaux ne disaient rien et laissaient faire, comme l'illustre bien l'exemple du district de Cologne. Dans un premier temps les dirigeants étaient aux abonnés absents et refusaient des cars ; après quelques semaines la manifestation était annoncée comme « *information interne* » et déclarée « *raisonnable* » ; encore quelques jours plus tard, la direction annonçait que des « *paniers-repas* » seront pris en charge pour les manifestants. Finalement — entre-temps la conférence de l'IG Metall avait pris la décision historique de saluer la manifestation à Berlin et la participation de nombreux syndicalistes, sans toutefois appeler directement à y participer — les cars pour Berlin furent payés. Au cours des dix jours précédant la manifestation on avait assisté à une mobilisation syndicale sans directives « *par en haut* », mais avec une certaine complaisance de la direction. Résultat : plus de 100 000 personnes protestèrent à Berlin contre la politique du gouvernement rouge-vert.

Lorsque, dans le cadre du Forum social européen (FSE), une journée d'action européenne fut conçue et quand la CES eut fixé les 2 et 3 avril comme date pour celle-ci, il devint clair pour tout le monde qu'une mobilisation beaucoup plus grande qu'en mai 2003 était nécessaire et même que celle de novembre à Berlin. Le FSE avait vu pour la première fois la participation publique d'un chef d'un syndicat allemand, Frank Bsirske, de Ver.di. Il se prononçait en faveur d'une nouvelle alliance entre les syndicats et les mouvements sociaux ; cela faisait plus de vingt ans qu'on n'avait plus entendu de tels propos dans les sommets du mouvement syndical.

En même temps les efforts des dirigeants syndicaux visant à empêcher la discussion sur la nécessité de rompre l'alliance politique des syndicats avec le SPD cessaient de facto. Dans les Bourses du travail, les conférences des délégués et surtout dans les entreprises et parmi les délégués du personnel, une période de débats libres a commencé. Ceux qui ont travaillé dans ce milieu pendant des années, comprennent et apprécient ce changement du climat politique.

Le week-end précédant les manifestations du 3 avril 2004 a vu la conférence de



fondation de la gauche dans Ver.di. Pour la première fois, un courant oppositionnel — qui n'est pas le projet sectaire d'un groupuscule de gauche et ne peut pas être facilement dénigré par la direction du syndicat — s'adressait au public.

Un nouveau parti ouvrier

Deux regroupements pour discuter le problème d'une alternative politique à la social-démocratie ont dominé pour l'instant les informations dans la presse, l'un à Berlin et l'autre en Bavière du Nord. Si ces deux tendances ont le mérite de s'être adressées au public les premières (mais même cela est discutable), elles ne sont pas seules et ne formulent pas forcément les propositions les plus intéressantes. En tout cas, la situation bouge un peu partout.

Il se peut qu'on soit en train de vivre la crise finale des 150 ans de mariage entre le mouvement syndical et la social-démocratie. Contrairement à la situation en Grande-Bretagne, ce mariage a toujours été politique. Malgré les rapports structurels et organiques entre le SPD et les syndicats, il y a toujours eu une indépendance organisa-



En haut : « Une demande à la CDU : remerciez Schröder pour son affiliation ! »

En bas : « La démolition sociale est un projet du SPD=CDU=Verts=PDS=FDP »



tionnelle, qui résulte du développement de la social-démocratie comme parti ouvrier autonome et non parti des syndicats. Si maintenant le lien politique entre le SPD et les syndicats est en train de se dissoudre, les conséquences toucheront des millions de têtes et de cœurs ; et la gauche doit réagir avec une nouvelle forme de politique de masse, qui ne fut jamais possible dans les décennies passées.

Les grandes manifestations du 3 avril à Berlin, Cologne et Stuttgart étaient un petit indice pour cela. Elles représentaient l'unité dialectique d'une organisation par « *en haut* » et d'une mobilisation largement autonome par « *en bas* ». L'appareil du DGB n'était capable de contrôler qu'une partie du programme développé sur les tribunes. Il lui fallait laisser courir la mobilisation et les activités dans les villes et les entreprises le 2 avril.

Les masses n'ont pas beaucoup respecté les travers idéologiques de beaucoup de bureaucrates. Ces bureaucrates, qui dans le passé ont empêché ou freiné pas mal de mobilisations, sont poussés à côté ; l'histoire se fait. En même temps il faut éviter de repousser ces permanents qui, durant des décennies, ont collé à la social-démocratie et qui se sentent orphelins aujourd'hui. Le processus de différenciation traverse tout le mouvement syndical, plus ou moins rapidement selon les conditions concrètes. Le mouvement syndical se trouve devant la tâche gigantesque de parer aux attaques massives contre les salaires de la classe ouvrière — les salarié(e)s et les chômeurs — en Allemagne et au niveau international. De même, les hommes et les femmes partout dans le monde ont l'espoir que le mouvement ouvrier allemand pourra déjouer dans l'œuf une « *prise du pouvoir mondial* » par le capital allemand. Voilà deux tâches de dimension historique !

Personne ne connaît les résultats des luttes qui s'annoncent. Sur la voie de la séparation avec la social-démocratie, le mouvement syndical peut naturellement être défait, s'il cherche à éviter la confrontation nécessaire avec le capital et le gouvernement. Il serait dans un tel cas repoussé au niveau des entreprises et condamné à un syndicalisme à l'américaine. La tâche de la gauche est de barrer la route à un tel développement. Le maintien d'une grande confédération unitaire, négociant des conventions collectives selon le principe de solidarité du fort avec le faible et garantissant le pluralisme de positions et de courants — cette idée du syndicalisme vaut pour de grands efforts nécessaires.

Alternative politique en 2006

Par
Ralf Krämer*

Au cours des dernières années — et de manière plus accentuée encore après les élections législatives de 2002 — le gouvernement fédéral social-démocrate et vert (SPD et Grünen), et avec lui tout le spectre politique-parlementaire, s'est déplacé vers la droite. Ses positions en faveur d'une transformation néolibérale de la société ont été radicalisées et consolidées sur le plan idéologique et législatif. « *L'agenda 2010* » est devenu le mot-clé de l'année 2003. Dans les médias, les milieux scientifiques et toutes sortes de « *tranchées* » civiques-sociales les forces du néolibéralisme et du Capital se sont épanouies.

Simultanément une opposition croissante s'est graduellement développée en Allemagne contre la mondialisation néolibérale, contre la démolition des acquis et la suppression des droits sociaux. Au cours de l'année 2003 il est devenu clair à un nombre croissant de personnes qu'elles sont victimes de cette transformation et que des exigences fondamentales de justice et du développement futur sont mises en cause sans que pour autant le chômage massif et la crise économique ne soient surmontés. Dans le secteur syndical et parmi la population travailleuse orientée jusqu'ici principalement vers la social-démocratie, mais aussi parmi les jeunes et les retraités, la frustration politique et le sentiment d'opposition s'étendent de plus en plus, comme en témoignent les manifestations — telle celle du 1^{er} novembre 2003 — et les grèves étudiantes. Mais par ailleurs, la désorientation et la résignation se sont répandues.

Ces développements vont se poursuivre en 2004, au fur et à mesure que la population ressentira les véritables conséquences des « *réformes* » et si au printemps la mobilisation de l'opposition sociale et des syndicats progressistes atteint un nouveau sommet. La perspective au-delà est ouverte, mais elle échoue encore sur deux champs de problèmes, mutuellement liés.

❶ **L'opposition sociale est unanime** pour refuser la démolition sociale, rejeter toute politique de guerre et de réarmement et pour affirmer, bien que d'une manière abstraite, qu'une politique alternative est possible. Elle est carencée et manque d'unanimité sur l'interprétation de la crise, de ses causes et surtout sur la formulation d'une politique alternative qui soit non seulement plus juste mais qui puisse surmonter de manière plus efficace la crise. C'est sur ce terrain, pourtant central de leur discours, que les adversaires doivent être attaqués si l'on veut marquer des points et passer à l'offensive. Les problèmes doivent être décrits comme étant le résultat d'une politique erronée, néolibérale et aussi comme le fruit des contradictions et des crises que l'économie capitaliste produit de manière inhérente. Dans le débat public il faut souligner la contradiction entre la perspective d'entreprise, celle de l'économie nationale et la faiblesse de la demande intérieure qui est le problème principal du développement économique. Il faudra se garder des scénarios-catastrophe : entre 2004 et 2006 il faudra démontrer que le faible redressement économique auquel on peut s'attendre a lieu non pas grâce, mais malgré les réformes et qu'avec une autre politique il aurait été plus vigoureux et ses effets auraient été meilleurs pour la majorité de la population.

Il faut indiquer les grandes lignes d'une alternative, qui améliorerait sensiblement la situation sociale et les perspectives de la majorité de la population et qu'il serait possible de réaliser. Autrement dit, puisqu'il s'agit d'abord d'un changement de politique économique et sociale dans le cadre des conditions générales capitalistes, l'alternative que nous devons présenter ne doit pouvoir échouer qu'à cause des rapports de forces sociales et politiques actuellement prédominants et non parce qu'elle est irréaliste. Car les rapports de forces peuvent être changés. Il faut présenter le programme futur d'une politique économique et sociale alternative, sociale, écologique et émancipatrice, qui est discuté depuis des années au sein de cercles appropriés (dans les syndi-

cats, chez les économistes alternatifs, les groupes socialistes et les diverses gauches, etc. et aussi au sein d'alliances politiques plus larges). Aussi bien le défaitisme (« *un combat contre le chômage massif est de toute façon sans issue* ») que le radicalisme de gauche abstrait (« *seul le renversement révolutionnaire du capitalisme constitue une perspective* ») contribuent à la désorientation. Il en va de même du refus de rechercher les solutions dans des changements de la politique étatique au nom de la volonté de privilégier le civique-social, les réseaux décentralisés et auto-organisés, les rapports alternatifs dans les recoins de la société, faisant ainsi de nécessité vertu.

❷ **Une représentation politique-parlementaire manque** au mouvement social en développement et à l'opposition extraparlémentaire. Dans une première étape, le mouvement social se développe en se démarquant de la politique gouvernementale et en articulant son opposition, rejetant tous les partis établis. Mais en gagnant de l'ampleur sociale et en devenant politiquement significatif, le mouvement de masses pose de lui-même la question de sa relation avec le niveau politique-parlementaire en cherchant une perspective de réalisation de ses aspirations. Cette question devient centrale pour nombre d'individus mais aussi pour les noyaux actifs organisateurs du mouvement qui doivent y apporter des réponses en vue de la poursuite de la mobilisation.

Jusqu'à présent la réponse apportée par ceux-ci revient à dire qu'il faut augmenter la pression sociale et changer le « *climat* » politique afin que tous les partis et institutions réagissent et que l'axe des coordonnées politiques évolue de nouveau vers la gauche (et, éventuellement, conditionne de nouveaux grands processus politiques). Cela nécessite une longue haleine. Si une telle réponse est correcte, elle n'est pas suffisante. Elle laisse ouverte la question de savoir comment les participants du mouvement de masse doivent se comporter en tant que protagonistes de la politique lorsqu'ils en ont la possibilité — lors des élections par exemple. Et surtout elle masque l'importance du niveau politique-parlementaire et des positions de pouvoir lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts ou d'influencer à long terme l'opinion publique. La classe dominante — capitaliste — dispose de positions

* Nous reproduisons ici un extrait d du débat sur la plate-forme de l'initiative électorale 2006 qui circule largement sur les listes e-mail et est débattue sur internet. Son auteur, Ralf Krämer, est secrétaire auprès de la direction centrale de la fédération syndicale Ver.di à Berlin. <wahlalternative@web.de> et <www.wahlalternative.org>

de pouvoir économique et politique qui sont institutionnalisées et qui, en dernière instance, se fondent sur son droit de propriété. Elle peut ainsi imposer ses intérêts et son idéologie. Le mouvement social et le peuple n'ont pas les mêmes possibilités et doivent donc créer des organisations pour articuler leur intérêt commun et le représenter dans la vie économique, face aux autres secteurs de la société et dans l'État.

Traditionnellement le mouvement social avait recours aux syndicats et à la social-démocratie pour ce faire — avec toutes les restrictions mentionnées. Au cours des dernières années cette relation a été de plus en plus distendue car le SPD et les Verts ont agi en tant que fournisseurs d'une majorité soumise aux intérêts du Capital, menant une politique répondant aux exigences du courant néolibéral dominant, dans le meilleur des cas modifiée à la marge. La question, quelle politique et quelle stratégie mettre en avant, ne peut plus être évitée. Le mouvement seul ne suffit pas, en tout cas lorsqu'il ne s'agit plus de questions particulières, mais de débats fondamentaux sur le pouvoir et la distribution, qui s'attaquent au cœur du projet du bloc dominant. Quelles sont les alternatives réelles pour la perspective politique du mouvement ? Est-il réaliste de supposer que sans partenaires parlementaires et donc sans alternative au niveau politique-parlementaire et sans potentiel de pression sur les partis établis, on puisse développer une force suffisante et obtenir des succès ? Je pense que non. Ne doit-on pas s'attendre de manière plus réaliste à ce que les forces dominantes patientent un peu jusqu'à ce que le mouvement social s'épuise, ne pouvant remporter de succès, puis continuent comme avant ? Je pense que c'est plus vraisemblable. Est-il réaliste de supposer que les masses vont continuer à se radicaliser (et à devenir plus nombreuses) dans un tel processus et qu'on aboutira en fin de compte à une révolte sociale, à une grève générale politique, à l'occupation des entreprises, des administrations et des centres de pouvoir politique, bref, à une révolution classique ? Je pense que ce n'est pas réaliste et que c'est une stratégie extrêmement aventurière. Aujourd'hui ce qui est à l'ordre du jour ce n'est pas « réforme ou révolution », mais plus prosaïquement un réformisme social ou une autre avancée de la réaction néolibérale. ■

* A l'occasion de la journée européenne d'action du 3 avril 2004, la revue allemande *Sozialismus* a publié en plusieurs langues européennes le tract que nous reproduisons ici. *Sozialismus* est un mensuel de gauche, d'orientation néokeynesienne. Son rédacteur en chef, Joachim Bischoff, a été

Par
Sozialismus*

L'agenda 2010 du gouvernement social-démocrate/vert à Berlin n'est pas une spécificité nationale. Depuis le changement de millénaire, les grands traits d'un « agenda de renouveau économique et social pour l'Europe » (Commission européenne) ont été renforcés lors de plusieurs sommets européens. L'Europe — toutes les différences nationales prises en compte — a un ordre du jour commun : « l'élimination » progressive de l'État providence, contre laquelle s'est formé un courant de résistance ces dernières années. Le 1er novembre 2003, 100 000 personnes ont manifesté à Berlin, un bon prélude de la mobilisation envisagée pour la journée d'action européenne contre la perte des acquis sociaux.

Allemagne

Gouvernement social-démocrate / verts. Taux des prestations sociales (part des dépenses pour la sécurité sociale par rapport au PIB en 2000) (P) : 29,5 % ; taux de chômage en 2003 (C) : 10,3 %.

Marché du travail : entre autres, diminution de l'allocation chômage (acceptabilité, période bloquée), remplacement de l'allocation chômage par une allocation chômage II (niveau de l'aide sociale), démantèlement du secteur des bas salaires par l'introduction d'emplois « mini-midi » et du revenu minimum d'insertion, extension de l'intérim, restriction du droit de la protection contre les licenciements abusifs (dans les petites entreprises).

Retraite : la « transformation du système » par des retraites complémentaires basées sur l'actionariat se poursuit par le biais de

pendant un certain temps membre de la direction centrale du PDS. Il est actuellement l'un des animateurs de la Wahlalternative. e-mail : <redaktion@sozialismus.de>, site web (où est disponible ce texte en plusieurs langues européennes) : <www.sozialismus.de>

Contre l'élimination de l'État-providence en Europe

modifications dans le domaine de l'assurance retraite légale : la constitution du réajustement des retraites d'ici à 2004, l'ajournement du paiement des retraites, la hausse des cotisations retraites pour l'assurance invalidité et l'assurance maladie. Il est prévu d'introduire un facteur démographique qui — conformément aux projets de la commission Rürup — devrait faire baisser le niveau de la retraite nette de 69,5 % à 57,8 % d'ici à 2030, de même que d'allonger le temps de travail.

Santé : les assurés devront fournir 9 milliards d'euros à court terme, et 19 milliards d'euros d'ici à 2007 par la privatisation des prestations, le versement de compléments lors des consultations, de l'achat de médicaments et de séjours à l'hôpital. La fin du système de financement paritaire va être accélérée par une aide aux employeurs. Avec la solution « assurance du citoyen » ou « prime individuelle », un changement radical de système nous attend dans les années à venir.

Grande-Bretagne

Gouvernement travailliste ; P : 26,0 % ; C : 5,1 %

Marché du travail : le New Labour a maintenu les lois sur le travail et les syndicats des gouvernements Thatcher et Major, parmi lesquelles la « Jobseeker Allowance » (allocation de recherche d'emploi), les compensations salariales exonérées du versement des cotisations et limitées à un semestre. La promotion des emplois à bas salaires fait également partie de la stratégie du New Labour de même que la privatisation complète ou partielle des infrastructures publiques et du système éducatif (partenariat public/privé ; mise en place ou forte augmentation des droits d'inscription à l'université).

Retraite : en raison du faible montant de la retraite minimum (16-20 % du salaire moyen), l'assurance vieillesse dépend essentiellement des fonds de pension et des

retraites d'entreprise. Ces deux systèmes doivent faire face à de graves problèmes financiers depuis l'éclatement de la bulle de la nouvelle économie. Il est aussi question de porter la durée de la vie active de 65 à 70 ans.

Santé : débat sur les privatisations partielles du système national de santé, notamment des hôpitaux.

Pays-Bas

Gouvernement démocrate-chrétien / libéral ; P : 27,4 % ; C : 3,8 %

Marché du travail : en octobre 2003, les partenaires sociaux et le gouvernement ont adopté un nouvel accord social après de longues négociations : gel des salaires en 2004 et 2005 ; en contrepartie le gouvernement a renoncé aux restrictions prévues de la retraite anticipée, de l'assurance chômage et de l'assurance retraite anticipée. A partir de 2006, les prestations sociales doivent être de nouveau liées à l'évolution des salaires (et non plus à l'inflation) ; le gouvernement soutient l'assurance maladie à hauteur de 200 millions d'euros.

Retraite : dans le cadre des accords avec les partenaires sociaux, le gouvernement a suspendu les modifications prévues de la retraite anticipée, dont le système doit être renégocié en 2004.

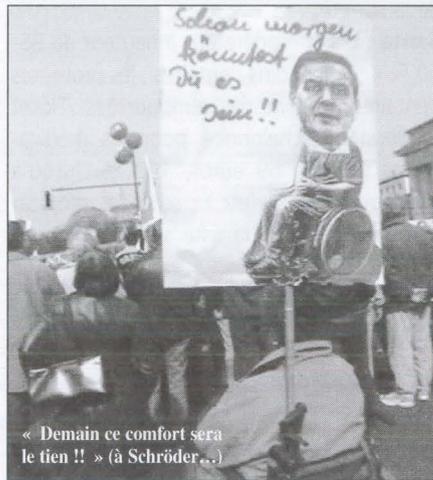
Santé : complémentaire privée obligatoire pour un revenu annuel supérieur à 30 700 euros. Ticket modérateur lors des consultations. Pour les médicaments remboursés, la caisse primaire d'assurance maladie prend en charge les coûts sans supplément. Longues attentes pour les interventions chirurgicales.

Autriche

Gouvernement conservateur/populiste de droite ; P : 28,7 % ; C : 4,4 %

Retraite : malgré les grèves nationales en mai/juin 2003, la réforme des retraites n'a pu être désamorcée que de manière insignifiante. La fédération des syndicats autrichiens (ÖGB) continue à s'attaquer à l'allongement d'un an de la vie active ; à la réduction des allocations de retraite de plus de 1,5 mois par an ; à la suppression de la retraite anticipée en cas de chômage ou à l'allongement de la période d'assurance ; au rabais de 4,2 % par an en cas de retraite anticipée ; à la revalorisation de la pension au cours de la première année de retraite ; à l'extension de la période de cotisation de 15 à 40 ans.

Santé : en Autriche, les patients vont devoir porter la main au porte-monnaie de manière conséquente : taxes de pharmacie (4,25



euros par médicament), forfait hospitalier (8 euros/jour, 17,70 euros/jour pour les co-assurés) ; feuille de soins (3,63 euros/trimestre) ; frais de transport chez le médecin (minimum 22,40 euros). Le dentiste n'est plus pris en charge.

France

Gouvernement de droite ; P : 29 % , C : 9,4 %

Retraite : malgré des grèves généralisées en mai-juin 2003, le gouvernement Raffarin a imposé l'allongement de la vie active de 37,5 ans à 40 annuités en 2008 ; 41 annuités en 2012 et 42 annuités en 2020. Il a également annoncé des réductions de 3 à 6 % (en 2008) par an pour les retraites anticipées. Introduction d'une assurance supplémentaire couverte par le capital.

Santé : ces dernières années, les remboursements pour les médicaments, prothèses et les actes médicaux (de 2 à 20 euros par visite médicale) n'ont pas cessé de diminuer. Les prothèses auditives, les lunettes et les implants dentaires ne sont plus ou très peu remboursés. Le gouvernement veut proposer de nouvelles restrictions à la mi-2004 pour combler le déficit de la sécurité sociale : baisse des compensations salariales pour les salariés de la fonction publique, augmentation des charges sociales, taxation des feuilles de soins, ticket modérateur pour les frais d'hospitalisation.

Italie

Gouvernement populiste de droite / post-fasciste ; P : 25,2 % ; C : 8,6 %

Marché du travail : restriction de la protection contre les licenciements abusifs dans les entreprises de plus de 15 salariés ; flexibilisation du marché de l'emploi par des contrats de travail individuels ; droit des entreprises à n'employer que des intérimaires et à se diviser en plusieurs mini-unités de travail.

Retraite : sur fond de grève générale (24

octobre 2003), le gouvernement Berlusconi poursuit l'allongement de la vie active, de 59,4 ans aujourd'hui à 63 ans dans un premier temps puis à 65 ans à partir de 2008 (pour les hommes) ainsi que l'allongement de la période de cotisation de 35 à 40 ans.

Santé : complément privé pouvant aller jusqu'à 36 euros par prescription (couvre au maximum 8 prestations), les prothèses dentaires ne sont pas couvertes, taxation de l'ordonnance, ticket modérateur échelonné pour les médicaments.

Espagne

Gouvernement conservateur [battu aux législatives de mars 2004, remplacé par un gouvernement social-démocrate, ndlr] ; P : 20,1 % ; C : 11,3 %

Marché du travail : le durcissement du versement des allocations chômage entrepris par le gouvernement a dû être annulé à la suite d'une grève générale le 20 juin 2002.

Retraite : droit à une retraite complète après 35 annuités à partir de 65 ans (fonction publique respectivement 30 et 60 ans). Depuis 2002, l'allongement de la durée de la vie active est encouragé. Les syndicats exigent une augmentation de la retraite minimum (en 2002 maximum 471 euros/mois).

Santé : de manière générale, les prestations



sont gratuites, pour une hospitalisation prolongée, on exige un supplément calculé en fonction du revenu. Les médicaments ne sont prescrits que s'ils sont remboursés. Le supplément est de 40 %.

Portugal

Gouvernement conservateur populiste ; P : 22,7 % ; C : 9,3%

Retraite : pour la retraite, on se base sur la période complète de cotisation (et non plus sur les années au revenu le plus élevé), ceci progressivement d'ici à 2016, ce qui entraî-

Allemagne / Union européenne

ne une baisse de la prestation.

Santé : ticket modérateur à hauteur de 25 % chez le dentiste, de 30 à 60 % pour les médicaments.

Grèce

Gouvernement social-démocrate [battu aux législatives de mars 2004, remplacé par un gouvernement conservateur, ndlr] ; P : 26,4 % ; C : 9,3 %

Retraite : grève générale (comme en mai 2003) contre la dégradation de la retraite : allongement de la vie active jusqu'à 65 ans ; disparition de la retraite minimum ; diminution de la retraite (la retraite moyenne correspond à peine à 50 % du revenu moyen). **Santé** : ticket modérateur pour les médicaments, à hauteur de 25 % pour les soins dentaires, les lunettes, les prothèses et les appareils auditifs.



Danemark

Gouvernement conservateur / libéral ; P : 28,8 % ; C : 5,5 %

Marché du travail : dès le milieu des années 1990, une politique des « droits et devoirs » a été mise en place : réduction de la durée maximale de droit à l'allocation chômage de neuf à quatre ans ; droit à une période de réinsertion de trois ans avec des aides salariales, des formations, des changements d'emploi ; en cas de refus, les prestations sont diminuées voire supprimées.

Retraite : pendant la période de préretraite (de 60 à 66 ans), les revenus sont inférieurs à l'allocation chômage, mais supérieurs à la retraite de base (maximum 1 660 euros) ; ce n'est plus une prestation financée par les impôts, mais une prestation cofinancée par participation de la caisse d'assurance chômage. Cette exigence entraîne une tendance à la baisse de la retraite. Les projets visant à limiter la retraite anticipée se sont jusqu'à présent heurtés à la pression des syndicats et

de la société.

Santé : ticket modérateur à hauteur de 35-60 % pour les soins dentaires ; les prothèses dentaires ne sont pas remboursées. Ticket modérateur échelonné pour les médicaments (jusqu'à 69 euros, 100 % ; jusqu'à 167 euros, 50 %, etc.) ; seuls les médicaments inscrits sur la liste verte sont remboursés.

Suède

Gouvernement social-démocrate ; P : 32,3 % ; C : 5,5 %

Retraite : selon la réforme des retraites entrée en vigueur en 2001, il existe une retraite de base (à partir de 65 ans) et un fonds de pension (privé ou public) dépendant du niveau de revenu assorti d'un facteur démographique (pension en fonction de l'espérance de vie, pas avant 61 ans). La base du calcul n'est plus les 15 « meilleures » années, mais l'ensemble des revenus.

Santé : le système de santé suédois a été fortement appauvri : fermeture d'hôpitaux ; licenciement de personnel provoquant de longues files d'attente ; des facteurs concurrentiels ont été introduits partout. Le ticket modérateur est de maximum 97,43 euros/an ; dans les hôpitaux (8,62 euros/jour) ; médecin (jusqu'à 28,15 euros). Ticket modérateur pour les médicaments jusqu'à 463 euros/an. Les soins dentaires sont gratuits jusqu'à l'âge de 20 ans. (...)

Finlande

Gouvernement social démocrate / centriste ; P : 25,2 % ; C : 9 %

Marché du travail : réduction des allocations chômage et politique de l'emploi active.

Retraite : comme en Suède prévaudront à partir de 2005 : l'élévation de l'âge de la retraite à 63 ans, la retraite anticipée seulement à partir de 62 ans ; l'introduction d'un facteur démographique (espérance de vie).

Santé : ticket modérateur pour les consultations, les médicaments (max. 594 euros), les séjours à l'hôpital (stationnaire : 26 euros/jour ; ambulatoire : 22 euros/jour). Remboursement à 60 % des soins dentaires, mais pas des prothèses dentaires. Dans les années 1990, la réduction drastique des capacités d'accueil des hôpitaux a eu pour conséquence de longues files d'attentes.

Notre Europe est une Europe sociale

Pourquoi la privatisation, la dérégulation et le démantèlement social en Europe ? L'accumulation de capital — et de ce fait la

croissance économique — dépend des investissements nets. Si ces investissements restent trop faibles, la production est rationalisée, et les investissements publics sont réduits. La demande de travail salarié diminue alors et les possibilités de financement des caisses sociales et publiques s'érodent. Les conflits de répartition s'accroissent, ce qui détériore les conditions de lutte et d'opposition des employés et de leurs syndicats, des chômeurs et de leurs organisations de défense, des retraités et des malades. La politique de réduction des salaires, d'allongement de la vie active, d'extension des secteurs à bas salaires et d'annulation des acquis sociaux conduit à une baisse généralisée du niveau des salaires, à la destruction du statut social des employés, et à la désagrégation des droits démocratiques et sociaux (autonomie tarifaire, protection contre les licenciements abusifs).

Les dirigeants ne vont pas renoncer d'eux-mêmes à la spirale qui tire vers le bas la majorité de la population. Nous devons nous défendre contre cette stratégie de destruction. L'opposition à cette coupe sombre des acquis sociaux et à la réduction des salaires doit trouver son prolongement dans la redécouverte politique d'une Europe sociale. Nous exigeons :

- l'abolition des privilèges accordés aux revenus boursiers et aux grandes fortunes, une imposition réelle des grosses entreprises ; une hausse de l'impôt sur la fortune et de l'impôt sur les successions ;
- la coordination du système fiscal européen, afin d'endiguer le dumping fiscal des entreprises et de fermer les paradis fiscaux ;
- l'imposition des transactions en devises (impôt européen Tobin) et des produits boursiers ; la régulation des marchés financiers internationaux et des flux de capitaux ;
- un programme mondial de lutte contre le sous-développement, la pauvreté et la faim pour lutter contre la polarisation grandissante Nord-Sud ;
- la lutte contre le chômage de masse par le biais d'investissements publics accrus dans des secteurs en pleine croissance ; la réduction du temps de travail ; une politique de l'emploi active ;
- l'aménagement de systèmes d'assurance sociaux et une modernisation réelle du système de santé ;
- un changement radical de politique, orienté vers la création d'une économie sociale et un élargissement de la fonction publique à la sécurité sociale, la santé et l'éducation. ■

La stratégie de Lisbonne de l'Europe néolibérale

Par
G. Buster*

Les attentants du 11 mars à Madrid et l'augmentation de la tension internationale en Irak, en Afghanistan et au Kosovo ont fait passer au second plan ce qui a été le débat prioritaire lors du Conseil européen de printemps cette année : la Stratégie de Lisbonne.

Adoptée comme un programme stratégique par l'Union européenne (UE) en mars 2000, la Stratégie de Lisbonne se donne pour objectif déclaré de transformer le marché unique européen en marché le plus concurrentiel du monde en 2010. Il s'agit là peut-être d'un objectif de propagande un peu prétentieux. Mais ses effets ont déterminé le programme économique et social des gouvernements des États-membres, devenant le seul cadre politique possible et cela quelle que soit la couleur des gouvernements en place.

La Stratégie de Lisbonne constitue le grand héritage de la Commission Prodi, qui cessera ses fonctions en juin 2004. Elle est appliquée dans une conjoncture politique marquée par la résistance sociale contre l'application des politiques néolibérales, qui s'est exprimée non seulement dans une longue chaîne de grèves en Allemagne, en France, en Italie, au Portugal, en Espagne, en Grèce et en Belgique — dont les sources remontent à la grève du secteur public français en 1995 (1), mais aussi dans l'expression électorale d'un rejet des gouvernements qui l'ont appliquée, en partie indépendamment de leur idéologie politique — comme ce fut le cas en Grèce et en Allemagne — mais avec une amplitude particulièrement forte face à la droite conservatrice, comme en Espagne et en France récemment.

La Stratégie de Lisbonne a été un des éléments essentiels de la réponse à long terme apportée par l'UE à la fin du cycle économique des années 1990 et à la récession qui a marqué le début de la nouvelle décennie, dans un cadre de surproduction généralisée et de stagnation du taux de profit qui ont aiguisé de manière importante la

Berlin, 1 novembre 2003 : « Grève générale contre l'assaut général »



« Le Conseil européen tient à souligner que la compétitivité, l'innovation et la promotion de la culture d'entreprise sont des éléments caractéristiques de la croissance (...). Au vu des progrès réalisés par les autres acteurs mondiaux, l'Union doit agir de manière plus décidée pour maintenir sa capacité de soutenir le modèle social européen dans les années à venir. La désindustrialisation continue d'être un danger (...) »

Conclusions du Conseil européen, mars 2004

concurrence sur le marché mondial (2).

Ce n'est pas l'élément unique, car cette nouvelle phase de concurrence économique doit être analysée dans le cadre de la « mondialisation armée » imposée par les États-Unis en tant que manière de faire prévaloir leurs intérêts géostratégiques, mais aussi économiques, face à l'Union européenne et au Japon, en plus de la Chine, de la Russie, de l'Inde ou du Brésil. La Stratégie de Lisbonne — dont le Pacte de la Stabilité et de la Croissance sur lequel se fonde l'Euro est la pierre angulaire — est aussi une composante essentielle, convertie en loi dans sa troisième partie, du projet de Constitution européenne (3), qui doit garantir la légitimité juridique-institutionnelle à l'Europe-puissance.

Malgré la résistance sociale contre les politiques néolibérales, les syndicats européens ont été consultés et ont pris part à l'élaboration de la Stratégie de Lisbonne. Cette dernière a été présentée par la Commission comme un ensemble de politiques indispensables pour garantir la croissance économique et pour maintenir le « modèle social européen », grâce auquel la redistribution

sociale resterait en Europe supérieure à ce qu'elle est aux États-Unis ou au Japon. L'implication syndicale dans les politiques néolibérales de « modernisation » était indispensable pour tenter de limiter la résistance sociale. Mais l'amplitude de ses effets ainsi que l'érosion des droits sociaux et du

* G. Buster est membre du comité de rédaction de la revue madrilène *Viento Sur*, militant de l'Espace alternatif et de la IV^e Internationale.

1. Pour une analyse de cette résistance syndicale pays par pays on se reportera au rapport de l'Observatoire européen des relations internationales (EIRO), *Developments in Industrial Action 1998-2002*, <www.eiro.eurofound.ie>

2. Cf. Robert Brenner, *The Boom and the Bubble : the US in the World Economy*, Verso Press 2002. Robert Brenner a présenté une version résumée de ses thèses dans un article écrit pour *Inprecor* n° 472/473 de juillet-août 2002 : *Après le boom : un diagnostic*.

3. Pour une critique du projet néolibéral de Constitution européenne cf. G. Buster, *Une Europe des rentiers impérialistes ? Le projet de Constitution qui élève le dogme néolibéral au rang de loi fondamentale est un défi lancé aux travailleurs et aux peuples européens*, *Inprecor* n° 484 d'août 2003 et Yves Salesse, *Une Constitution inacceptable*, *Inprecor* n° 487 de novembre 2003.

Union européenne

travail au cours des trente dernières années — telles les retraites, la santé, la négociation collective, la flexibilité du marché du travail et de ses horaires — ont mis les directions des grandes organisations syndicales adhérentes à la Confédération européenne des syndicats (CES) le dos au mur et les ont obligé à soutenir les luttes syndicales de leurs bases et de convoquer des journées européennes de lutte, dont la dernière a eu lieu le 3 avril (4). Cette résistance sera essentielle pour la reconstruction d'une gauche alternative européenne capable de proposer un modèle de développement européen différent de celui l'Union européenne néolibérale actuelle.

Les derniers mois de la Commission Prodi ont été consacrés pour une bonne part à étayer pour l'avenir la Stratégie de Lisbonne. Sur le terrain législatif, cela fut fait par son intégration dans la Partie III du projet constitutionnel ; sur le terrain financier, en mettant la priorité sur le budget communautaire pour les années 2007-2013 en accord avec ses orientations (5) ; sur le terrain politique, en reconstruisant le consensus sur la Stratégie elle-même, après les frictions apparues entre les États-membres au sujet du Pacte de la Stabilité et de la Croissance (6). C'est ce dernier aspect, que reflète la Communication « *Mettons en pratique Lisbonne : réformes pour une Union élargie* » (COM 2004 29), que nous abordons dans cet article.

Récession, emploi et productivité

La Communication citée témoigne de la préoccupation de la Commission en ce qui concerne la possibilité même d'atteindre les buts de Lisbonne en 2010. La première

phase de la Stratégie, celle des réformes législatives, devrait s'achever en 2005 et permettre une évaluation de chacun des États-membres. A partir de 2006 les législations adoptées devraient entrer en application. Mais l'UE ne finit pas de sortir de la récession commencée en 2000, malgré les signes de récupération au second semestre 2003. Au cours de ces trois années le taux moyen de croissance du Produit intérieur brut (PIB) a été de 1,25 % — contre 2,21 % aux États-Unis — alors qu'il avait été de 2,7 % au cours de la seconde moitié des années 1990.

Les objectifs de Lisbonne ont été fondés sur le taux de croissance de la seconde moitié des années 1990, sans tenir compte du possible cycle récessif de l'économie mondiale et en particulier européenne, que la Stratégie adoptée était supposée combattre. Les deux éléments clés qui devaient permettre de faire front à la différence de 28 % du PIB par tête qui sépare l'Union des États-Unis étaient l'augmentation soutenue du taux de l'emploi et de la productivité.

Le taux d'emploi de l'UE en 2000 était de 62,5 % — particulièrement bas si on le compare aux 71,9 % des États-Unis. Le but fixé pour 2010 était d'atteindre un taux d'emploi de 70 %. Malgré la création de 6 millions d'emplois, ce taux était seulement de 64,3 % à la fin de 2003. Mais la récession a fait en même temps croître le chômage, qui a atteint 9,1 % dans la Zone Euro et 8,2 % dans l'ensemble de l'Union, soit trois points de plus qu'aux États-Unis. De plus l'élargissement de l'Union va aggraver ces chiffres, car le taux d'emploi dans les nouveaux pays membres est de seulement 57 % alors que le taux de chômage atteint dans certains pays, comme la Pologne, les 18 %.

Si l'on analyse des catégories comme le taux d'emploi des personnes âgées de plus

de 55 ans ou le taux d'emploi féminin, le désavantage communautaire est encore plus sensible. La différence avec les États-Unis est respectivement de 19,4 % et de 11,2 %. L'élargissement n'améliorera pas ces chiffres, parce que la différence entre les « anciens » et les « nouveaux » États-membres est de plus de 10 % et 5,5 % dans chaque cas.

Les différences de la productivité entre l'Union européenne et les États-Unis sont aussi importantes. La croissance de la productivité par personne employée dans l'UE diminue tout au cours de la décennie 1990 et se situe actuellement autour de 0,8 % par an, alors qu'aux États-Unis elle croît dès 1995 pour atteindre 1,8 % par an dès 2000. Le taux horaire de productivité est également de 10 % inférieur dans l'Union à celui des États-Unis.

La Communication de la Commission explique ces données par deux facteurs : la faiblesse et le retard de la diffusion des nouvelles technologies d'information et de la communication (TIC) et le manque d'investissements. En ce qui concerne les investissements les données sont incontestables, car les investissements privés sont passés de 18,3 % du PIB en 2000 à 17,2 % en 2002 et les investissements publics diminuent systématiquement depuis une décennie pour atteindre 2,4 % du PIB en 2003 — près de 1 % de moins qu'aux États-Unis !

Une explication erronée ?

En fin de compte, tout le modèle macro-économique sur lequel a été construite la Stratégie de Lisbonne se fonde sur une comparaison entre l'Union européenne et les États-Unis déterminée par son objectif final de gagner la concurrence inter-impérialiste sur le marché mondial (7).

4. Après avoir boudé les mobilisations lors du sommet européen d'Amsterdam en 1995, la CES a appelé à des manifestations syndicales à l'occasion des Conseils européens de Luxembourg, de Nice, de Gênes, de Barcelone, de Séville, de Thessalonique et de Bruxelles dans un cadre propre mais de manière parallèle aux mobilisations du mouvement contre la mondialisation néolibérale. La journée de mobilisations du 3 avril 2004 a été particulièrement importante en Allemagne, en tant que réponse à « *l'Agenda 2010* » du chancelier social-démocrate Schröder, qui n'est rien d'autre que l'adaptation allemande de la Stratégie de Lisbonne. On a compté 250 000 manifestants à Berlin, 100 000 à Stuttgart et 150 000 à Cologne. En Italie 500 000 personnes ont manifesté contre la réforme des retraites de Berlusconi. Des manifestations de moindre ampleur ont également eu lieu à Paris, Marseille,

Madrid et Bruxelles. Il faut signaler que malgré cette résistance, la CES, qui n'est pas à une contradiction près, se prononce pour un « *oui critique* » au projet de Constitution européenne qui transforme en loi la Stratégie de Lisbonne... Cf. *Des milliers de manifestants réclament une « Europe sociale »*, *Le Monde* du 3 avril 2004.

5. Communication de la Commission au Conseil et au Parlement Européen sur les Perspectives Financières pour 2007-2013. Ainsi, tandis que la part destinée aux infrastructures et au développement augmente de 212 %, la politique agricole commune (PAC) souffre d'une réduction de 38 %.

6. La confrontation de la Commission — en particulier du commissaire Solbes — avec l'Allemagne et la France, dont le déficit budgétaire a dépassé les 3 % du PIB, a mis un terme au dossier rejeté par l'ECOFIN (le Conseil communautaire

des ministres des finances) et à la décision sans précédent de la Commission de recourir au Tribunal européen de justice. Dans son rapport présenté en mars 2004 devant l'ECOFIN, la Commission a proposé d'ouvrir également les dossiers des Pays-Bas, de l'Italie et de la Grande-Bretagne. Tout en acceptant finalement de reporter à 2005 la réalisation du Pacte de stabilité, la Commission et les États-membres ont reporté tout débat sur la modification de ce Pacte — qualifié par Prodi lui-même de « *stupide* » — entre autres pour éviter toute mise en doute de la stabilité de l'euro et toute remise en cause de la Stratégie de Lisbonne. Cf. *Bruxelles reporte la réforme du Pacte de stabilité*, *Le Monde* du 3 avril 2004 et *La Comisión abre expediente a Holanda, Italia y Reino Unido por déficit excesivo*, *El País* du 8 mars 2004.

7. Il faut souligner que la concurrence

inter-impérialiste, dans son aspect économique — c'est tout autre chose en ce qui concerne l'aspect géostratégique — a surtout lieu en tant que concurrence pour des parts du marché aux États-Unis et dans l'Union européenne, bien plus que dans les autres zones de l'économie internationale. Cf. Joseph P. Quinlan, *Drifting Apart or Growing Together? The Primacy of the Transatlantic Economy*, Center for Transatlantic Relations, John Hopkins University, 2003.

On ne peut avoir des doutes sur le rôle des investissements en tant que moteur de la croissance de la productivité. Cependant, dans la situation actuelle, les doutes sont beaucoup plus grands quant au rôle joué par les investissements dans les TIC. La thèse que la forte croissance de la productivité aux États-Unis entre 1995 et 2000 leur est redevable pour l'essentiel — comme l'avancent d'une part les études de Jorgenson, Ho et Stiroh (2000) et d'autre part celles d'Oliver et Sichel (2000 et 2002) — a été fortement critiquée par deux études postérieures de Robert J. Gordon (8). Mais de plus, cette thèse a été contredite par la réalité, car la forte croissance de la productivité aux États-Unis en 2001-2003 a coïncidé avec une grande chute des investissements dans les TIC et l'effondrement de la bulle et la chute des actions des « nouvelles technologies » sur le marché des valeurs.

Il est donc nécessaire de se tourner vers une autre explication et de voir si elle est compatible avec les présupposés de base de la Stratégie de Lisbonne. Les conclusions des études de Gordon confirment finalement les résultats de l'analyse marxiste de Brenner des causes de la récession internationale de ces dernières années : surproduction et chute des profits et, de même, l'adaptation des stratégies entrepreneuriales à cette situation.

Au lieu d'écarter les variables comme la flexibilité du marché du travail — qui, aux États-Unis se maintient sans grandes différences depuis la moitié de la décennie 1990 —, les investissements dans les TIC ou les effets des délocalisations des industries et des services, l'histoire qui émerge est d'une certaine manière plus mondaine, mais aussi plus tangible.

En réalité l'augmentation impressionnante de la productivité aux États-Unis est le résultat d'une réduction systématique du nombre d'emplois, d'une extension du temps de travail et d'une augmentation des salaires inférieure à celle de la productivité, ce qui permet un transfert net de la rente des salaires vers le capital. Comme on le sait, le nombre d'emplois a commencé à augmenter aux États-Unis seulement au cours

du premier trimestre 2004.

Cette offensive patronale pour réduire les coûts, en particulier par la réduction des effectifs, a été la réponse à la lenteur de la reprise des profits aux cours des années 1990, tirée surtout par la rapide hausse des prix des actions en bourse, qui a provoqué la bulle et l'effondrement des cours en 2000. Pour maintenir les profits, les entreprises n'ont pas hésité à se servir dans les fonds de pensions et à manipuler leur comptabilité, provoquant une série de scandales, qui ont encore augmenté la pression pour la rapide réduction des coûts, en réduisant les effectifs (9).

Que cette augmentation de l'exploitation du travail n'ait pas été accompagnée en dernière instance par une réduction de la production, doit être mis au crédit — cette fois-ci réellement — de l'effet cumulatif des investissements dans les TIC non seulement au cours des années 1990, mais plus sûrement, comme l'a indiqué Solow en son temps, depuis la fin des années 1970, par une lente accumulation du « capital intangible » sous la forme de la restructuration du système productif et des méthodes du travail.

Le problème de cette explication de Gordon c'est qu'implicitement elle suggère la prédiction que le taux de croissance de la productivité aux États-Unis de ces trois dernières années n'est pas soutena-

ble, car il ne permet pas finalement de changer substantiellement les causes de la récession, la surproduction et la chute des profits. Le cycle économique actuel reste dépendant de la consommation privée — qui peut rapidement être affectée de manière négative par la tension de la situation internationale — et d'une politique de stimulants économiques massifs de l'administration Bush et de la Réserve fédérale qui, dès le début de la récession en 2001, a réduit le taux d'intérêt de 5,5 % à 1 %, épuisant ainsi ses marges de manœuvre.

Dans l'Union européenne la consommation privée joue un rôle plus limité. Bien qu'à la fin de 2002 l'endettement des familles ait dépassé 80 % du revenu disponible — un chiffre sensiblement inférieur à celui des

États-Unis — le service de cette dette absorbe une part très supérieure du revenu qu'aux États-Unis. De même il est difficile de refinancer cette dette, comme aux États-Unis, en tirant profit de la baisse des hypothèques immobilières, du fait de la rigidité du marché financier.

Néanmoins l'endettement des entreprises privées européennes s'est accru proportionnellement plus vite en Europe qu'aux États-Unis au cours de la seconde moitié de la décennie 1990 (passant de 58 % à 72 % du PIB), en partie parce que le marché financier est plus flexible pour les entreprises que pour les hypothèques. Les investissements des entreprises européennes au cours de la deuxième moitié des années 1990 ont été supérieures à celles des États-Unis, précisément pour couvrir le déficit de productivité et aussi à cause de la dynamique propre de l'économie étatsunienne. Cela a créé un grave problème de surproduction, aggravé par la chute de la valeur du dollar en relation avec l'euro — en réduisant la compétitivité des exportations — et par la politique monétaire de la Banque centrale européenne (10).

Les « autres variables » de la Stratégie de Lisbonne

Si l'on écarte l'effet cumulatif que pourraient avoir pour l'Union européenne un investissement important dans les TIC au cours des prochaines années et l'extension des communications par bande large (ADSL...) en vue d'atteindre les objectifs fixés pour 2010, restent évidemment les autres variables que la Stratégie de Lisbonne se propose de modifier. Toutes ces variables se résument, comme aux États-Unis, à l'augmentation du taux d'exploitation du travail.

D'une part, en imposant la limite de 3 % du déficit budgétaire, le Pacte de Stabilité non seulement joue un rôle dépressif procyclique et ne permet pas de renverser la tendance de la baisse systématique des investissements publics manifeste depuis une décennie, mais de plus, pour pouvoir maintenir les investissements existants dans les infrastructures et les subventions aux entreprises, il impose également une réduc-

8. Robert J. Gordon, *Exploding Productivity Growth : Context, Causes and Implications*, Brooking Papers on Economic Activity, 2003.

9. Doug Henwood, *After the New Economy*, The New Press, NY 2003 partage pour l'essentiel cette explication dans un livre amène et brillant, écrit d'une position de gauche, dont on ne peut que recommander la lecture.

10. Ed Crooks et Tony Major, *Hopes are rising that the eurozone economy is at a turning point. But can it ever catch up with America ?*, *Financial Times* du 1^{er} septembre 2003.



S. Berlusconi devant le patronat italien

Union européenne

tion des dépenses sociales, la réforme des systèmes publics de retraites et la réduction de l'universalité du système public de Santé, qui constituent le fondement même du « modèle social européen ». Pour utiliser une analogie informatique, c'est en fait une « boucle diabolique » qui a ainsi été mise en place, car plus le déficit augmente, plus forte est la pression pour réduire les dépenses sociales et pour capitaliser et privatiser les systèmes de retraites afin de libérer et de déprécier les capitaux.

D'autre part, l'extension de la durée de vie au travail au-delà des 65 ans — de manière réglementaire en retardant le départ à la retraite — paraît incompatible avec une flexibilisation du marché du travail d'une ampleur compatible avec la proposition du Rapport Kok. La faiblesse du taux de participation au marché du travail des personnes de plus de 55 ans et des femmes peut permettre une augmentation simultanée de la population active employée et du chômage — ce qui apparaît à première vue comme contradictoire. Mais la croissance parallèle de la population employée et de l'armée de réserve au chômage — sans même introduire ici la variable de l'immigration, essentielle dans une telle équation — a des effets désastreux sur le salaire, l'intensité du travail et les droits des travailleurs, en commençant par les secteurs les plus marginaux et en s'étendant à l'ensemble du marché du travail, dans la mesure où cela affaiblit la capacité de résistance syndicale.

Les appels au développement de la formation professionnelle hors des entreprises tout au long de la vie du travail — et les massives subventions communautaires qui y sont consacrées — ne servent pas à grand chose comme façon de répondre à la flexibilisation du marché du travail, lorsque la crise croissante du système de l'éducation publique (conséquence des coupures budgétaires) porte déjà le taux des jeunes, qui abandonnent le système scolaire ou en sont expulsés sans acquérir une formation élé-

mentaire, au niveau scandaleux de 18,1 %, soit un peu plus d'un enfant sur six. Les appels à l'augmentation des investissements privés dans l'éducation secondaire, qui renforcent les effets de la division sociale de l'enseignement en limitant l'égalité des chances, n'auront pas ou très peu d'effets sur le chiffre cité.

Il est ainsi un peu surprenant que la Communication ne consacre qu'une page et demie à la question de la cohésion sociale, vu les références au « modèle social européen » et au fait que 55 millions de citoyens de l'UE-15 — un chiffre qui augmentera notablement après l'élargissement — vivent dans la pauvreté ou à sa limite (11). Il s'agit en moyenne de 15 % de la population de l'Union à quinze, et même 21 % dans les pays du Sud. Ces chiffres devraient imposer une politique concernant l'emploi — 38 % des chômeurs sont dans cette catégorie — mais aussi l'égalité des genres, car la pauvreté est endémique chez les veuves et les familles monoparentales. Ces chiffres restent plus ou moins stables grâce aux allocations sociales, qui vont au-delà de l'effet redistributif fiscal et qui réduisent l'inégalité des revenus dans le coefficient Gini entre 30 %



et 40 % (12). Mais alors que les politiques économiques devront être coordonnées par la loi selon le projet de la Constitution européennes, les politiques sociales resteront sous la responsabilité de chaque État-membre et de ses plans d'action nationaux (PAN).

Mais en fin de compte, tous ces aspects — comme par ailleurs le développement durable ou la réalisation des Accords de Kyoto — restent secondaires du point de vue de la Stratégie de Lisbonne, dont l'objectif central reste l'augmentation de la productivité au travers d'une généralisation rapide des technologies de l'information et de la communication (TIC) et d'une augmentation des investissements. Les effets sociaux ne sont pris en compte qu'au travers de la demande, du niveau des salaires (13) ou de la réduction des charges sociales. Ce n'est pas par hasard si le projet du Traité constitutionnel subordonne le « modèle social européen » à une « forte compétitivité » dans son article I-3-3.

L'investissement privé dépend en fin de compte des profits espérés. La Stratégie de Lisbonne s'attelle donc à accroître cette espérance en flexibilisant le marché du travail, en réduisant le salaire social « indirect » au travers de la réduction des charges sociales et de la réforme des systèmes de retraite. Mais il faudrait de plus combler le retard des investissements publics par rapport aux États-Unis (de 1 % du PIB), qui concerne avant tout les infrastructures. Dans ce secteur, du fait du caractère inflexible du Pacte de Stabilité, la contribution du budget communautaire, à la fois directement et comme catalyseur, est chaque fois plus importante. Depuis 2000, les Fonds structurels ont mobilisé 80 000 millions d'euros pour la formation, l'innovation et les infrastructures. 8 000 millions d'euros doivent renforcer ces programmes en 2004. Mais de nouveau, dans ce secteur également, on se heurte aux limites imposées au budget communautaires et à l'interdiction de l'endettement dans le projet de Traité constitutionnel.

Le « risque » de désindustrialisation

Bien que les conclusions du Conseil européen parlent pour la seconde fois en moins de six mois du « risque » de délocalisations industrielles, la Communication de la Commission — se fondant sur une étude réalisée en 2003 — considère qu'il « n'existe aucune preuve que l'économie de l'Union montrerait des signes de désindustrialisation globale » (14)

Reconnaissant « la perte de la compétitivité de l'emploi » dans des secteurs comme

11. On définit la pauvreté comme un revenu inférieur à 60 % du revenu moyen par habitant dans chaque État-membre.

12. Cf. les données et les conclusions du rapport de la Commission, *The Social situation of the European Union 2003*. L'optimisme final de ce rapport sur la compatibilité du « modèle social européen » et de la Stratégie de Lisbonne relève de l'acte de foi au vu des statistiques présentées.

13. Bien que la Stratégie de Lisbonne ne consacre pas beaucoup d'espace au problème des salaires, si

ce n'est pour les mettre en relation avec la productivité, il faut signaler que la Commission émet chaque année depuis 1994 un avis sur le « développement approprié des salaires ». Cet avis sert de boussole aux États-membres et aux organisations patronales dans les négociations collectives qui concernent entre 70 % et 90 % des travailleurs de l'UE-15. La croissance moyenne brute annuelle des salaires au cours de la période 2000-2003 a ainsi été de 3,5 %, ce qui tenant compte de l'inflation la réduit à 0,8 %. Mais si on applique aux chiffres fournis la

« marge distributive » recommandée par la CES (inflation + productivité - augmentation salariale), on obtient une baisse de 0,7 % en moyenne annuelle, autrement dit un transfert de 0,7 % des revenus des salaires aux profits... Cf. EIRO, *Pay developments 2002*, <www.eiro.eurofund.ie>

14. Commission européenne, « Les enjeux clés de la compétitivité Europe : vers une approche intégrée » COM (2003)704.

le textile, les mines, les métaux non-ferreux et la houille, elle les situe dans un processus de substitution de secteurs industriels par d'autres, d'une plus grande intensité capitaliste, qui en application de la Stratégie de Lisbonne elle-même doivent être promues, permettant d'augmenter la productivité et la flexibilité du travail.

L'élargissement de l'Union joue ici un effet direct en incorporant dans le marché unique dix nouveaux États-membres, avec des salaires inférieurs des deux-tiers, une faible protection sociale mais un système de subventions aux industries comparable à celui du reste de l'Union grâce aux Fonds structurels. 60 % des entreprises allemandes de moins de 5 000 salariés ont déjà créé des filiales dans les nouveaux États-membres, qui concentreront la production des secteurs-clés, tels les composants pour l'industrie automobile ou les produits chimiques, fabriqués jusqu'à présent dans des pays comme l'Espagne ou l'Italie.

Pour ne rien dire des autres secteurs, comme le textile, qui grâce à la libéralisation de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) prévue pour janvier 2005, se déplacent déjà en Roumanie, au Maroc, en Biélorussie ou au Turkménistan. L'excédent commercial de l'UE-15 avec les nouveaux États-membres est de 104 000 millions d'euros et le marché unique exige des compensations. Mais il implique en même temps un « *dumping social* » à la baisse dans des proportions énormes, auquel les différents secteurs de la classe ouvrière européenne devront faire face, alors que la Commission suggère un « *accord entre acteurs sociaux* » (15). De fait, la menace des délocalisations s'est déjà transformée en un puissant instrument de chantage pour obliger les syndicats à accepter comme un moindre mal la restructuration, c'est-à-dire la baisse des salaires et l'aggravation des conditions de travail.

Les délocalisations permettent aux entreprises d'augmenter leur compétitivité tout en évitant les principales contraintes de la Stratégie de Lisbonne, la formation et l'investissement dans le capital humain. Dans le secteur manufacturier ce processus s'est déjà aggravé au cours des dernières années tant en France qu'en Allemagne, qui pour des raisons politiques essayent dans la mesure du possible de maintenir leurs niveaux de l'emploi. Il en va de même dans les pays secondaires de l'UE. Les bases matérielles pour une Europe à « *plusieurs vitesses* » apparaissent ainsi au travers d'une dynamique centre-périphérie.

La diversité linguistique de l'UE peut freiner les délocalisations dans le secteur des



services ou du moins retarder ce qui arrive aux États-Unis ou en Grande-Bretagne qui, par exemple, ont déplacé les centres d'appels vers des pays comme l'Inde ou le Pakistan. Mais ce faisant les effets sur la productivité de l'application des TIC au secteurs des services seront amoindris, jusqu'à ce que soit imposée une langue unique du moins pour la gestion interne.

Que faire ?

La stratégie de concurrence inter-impérialiste conçue par la Commission européenne, se convertit dans le cadre de la récession provoquée par la surproduction et la chute du taux de profit, comme nous l'avons vu, en une accumulation de tactiques visant à réduire les coûts productifs et à transférer les revenus des salaires vers le capital. Si ceci peut apparaître comme une « *explication marxiste simpliste* », c'est en tout cas supérieur au vernis idéologique, parfois ésotérique, au sujet des capacités des « *nouvelles technologies de l'information et de la communication* » employé par la Commission européenne.

Face à la Stratégie de Lisbonne le point de départ ne peut être autre que celui des résistances sociales « *réellement existantes* ». Cela signifie soutenir leur coordination européenne, en prenant appui sur les réunions des comités d'entreprises européens et les journées des luttes.

L'idéologie du « *partenariat social* », qui a enchaîné les directions syndicales de la CES aux promesses de « *pacte social* » pour la défense du « *modèle social européen* », s'est érodée au fur et à mesure que les politiques de la Stratégie de Lisbonne ont été mises en application et que leurs effets réduisent les marges de manœuvre pour légitimer ledit « *pacte* ». Les journées de lutte européennes, auxquelles la CES s'est sentie obligée d'appeler, témoignent de cette érosion et constituent en même temps un encourage-

ment à la coordination des résistances sociales en Europe. Cela aide à la construction d'une gauche syndicale européenne, à l'intérieur comme à l'extérieur des Confédérations, afin de commencer à donner corps à une alternative, en alliance avec le mouvement contre la mondialisation capitaliste et contre la guerre.

La perspective de construire une alternative, dans le sens fort qui inclut un authentique modèle de développement soutenable capable de satisfaire les besoins des citoyens, est fondamentale dans cette phase. Les luttes de résistance isolées, sans coordination européenne, sont largement condamnées à l'échec. Coordinées au niveau européen elles peuvent freiner l'application des politiques de la Stratégie de Lisbonne, mais non obliger les gouvernements à adopter une nouvelle orientation. Pour ce faire il faut non seulement qu'une telle orientation prenne corps, mais encore que se produise un changement des rapports de forces, ce qui nécessite l'apparition de nouveaux instruments politiques ayant des effets électoraux.

15. Voir l'article de Ricardo Martinez de Retuerto, « *Avec l'élargissement, les délocalisations vers l'Est se multiplient* » (*Le Monde* du 28 mars 2004) qui cite la réaction préoccupée de Walter Cerfeda, responsable des relations industrielles de la CES : « *Nous sommes à la croisée des chemins. Les pays du centre et de l'est de l'Europe préfèrent le modèle social anglo-américain au modèle traditionnel européen de cohésion et de protection sociale, déjà presque minoritaire après les réformes adoptées en Italie, qui a suscité des manifestations gigantesques dans ce pays, tout comme au Portugal et en Espagne. (...) Si les entreprises pensent que le capital humain est un coût, alors autant laisser tomber. Les syndicats vont devoir s'investir à fond* ». Le Parlement européen s'est lui aussi intéressé à ce sujet, en proposant des mesures qui limitent la mobilité des entreprises bénéficiaires qui ont reçu des subventions européennes dans sa résolution « *Closure of undertakings after receiving EU AID financial* » P5_TA(2003)0106.

La tâche de la prochaine Commission européenne sera justement de passer à la phase de l'application massive de la Stratégie, en prenant appui sur les effets de l'élargissement, sur son inscription dans le marbre de la Constitution néolibérale européenne et sur les Perspectives financières qui entreront en vigueur en 2006. C'est pourquoi la gauche alternative européenne devra être capable d'y faire face en présentant sa propre alternative à l'actuel modèle (néo-



béral) de construction européenne (16). Résister et aider la résistance sociale ne suffira pas.

Face au Pacte de stabilité il faudra être capable de proposer un Pacte de solidarité européenne, qui permette une augmentation substantielle des investissements publics anti-cycliques et qui assure un « modèle social européen » authentique en maintenant et en augmentant les niveaux de salaires indirects au travers de la redistribution fiscale. C'est en effet le mécanisme le plus efficace pour maintenir de manière transversale le niveau de la consommation privée et la demande dans le marché unique européen. En même temps il est inacceptable que les salaires directs dans l'UE continuent à baisser en termes relatifs (une réduction de 0,7 % au cours des trois dernières années),

16. La gauche alternative européenne a, jusqu'à présent, fait preuve d'une frigidité envers la nécessité de construire des alternatives par crainte de retomber dans l'illusion de réformes du système capitaliste. Ce faisant elle se limite à une critique économiste et à une résistance sans perspective qui heurte l'expérience accumulée par les travailleurs au cours des récentes luttes. Ceux qui voudraient suivre la discussion encore balbutiante au sein de la gauche anticapitaliste sur les alternatives globales liront avec intérêt la Résolution politique du Bloc de gauche portugais approuvée lors de son III^e Congrès, *Pour une refondation démocratique de l'Union européenne*, traduit dans *Inprecor* n° 485/486 de septembre-octobre 2003 ainsi que le projet alternatif d'une Constitution européenne et d'une Charte alternative des droits fondamentaux de l'UE soumis au débat par G. Buster dans la revue madrilène de gauche radicale *Viento Sur* n° 71, 2004.

au nom de la récupération d'une « compétitivité », car en pratique il ne s'agit de rien d'autre que d'un simple transfert du revenu en faveur du capital.

Le Pacte de solidarité doit être accompagné d'une communautarisation croissante des politiques économiques mais aussi sociales à travers une augmentation substantielle du budget communautaire, incluant la capacité d'endettement. L'actuelle limitation de ce budget à 1,27 % du PIB de l'UE est clairement insuffisante pour faire face aux défis combinés de la récession et de l'élargissement. Le nouveau Parlement européen devrait avoir la capacité de fixer la contribution des États-membres au budget communautaire — en accord avec les objectifs de la Stratégie de Lisbonne eux-mêmes — à un niveau supérieur d'au moins 0,5 % du PIB européen et de permettre un endettement de 1 % du PIB supplémentaire, accompagné d'un impôt européen sur les entreprises multinationales établies en Europe.

Une politique industrielle européenne doit avoir pour but de promouvoir une augmentation de la productivité générale, en atteignant au moins les niveaux d'investissement des États-Unis et du Japon, ce qui en même temps permettrait une réindustrialisation équilibrée du marché unique en respectant les droits sociaux des travailleurs. Le droit d'information et de contrôle par les syndicats, le remboursement des aides reçues et la requalification en tant que terrains publics des espaces industriels subventionnés devraient être employés comme un frein à des délocalisations dans un paquet législatif communautaire.

La nouvelle Constitution européenne, au lieu de convertir en lois les politiques néolibérales, devrait au contraire introduire toute une série d'articles qui assurent les droits de la citoyenneté. A commencer par un revenu de base universel, un salaire interprofessionnel minimum adapté au coût de la vie et à la productivité de chaque État-membre, le droit universel à un logement digne, une santé et une éducation publique de qualité et un système de retraites garanti après 35 années de travail. Et en continuant par la semaine de travail de 35 heures, l'accès universel aux services publics de qualité et des droits syndicaux de représentation, de négociation et d'action collective garantis pour tous les salariés. Au contraire, aussi incroyable que cela puisse paraître, ces droits fondamentaux du « modèle social européen » sont non seulement réduits dans le projet de Constitution de la Convention, mais y sont de plus subordonnés aux législations nationales des États-membres. ■

14 avril 2004

sociale et

Le 15 février 2003 a marqué une date dans l'histoire : par dizaines de millions, sur toute la planète, les peuples se sont levés pour empêcher la guerre. Cette mobilisation sans précédent traduisait aussi une intense volonté politique : imposer, aux classes dominantes, la paix universelle, une justice équitable, la solidarité internationale, l'égalité sociale.

Ce jour-là marque aussi la naissance d'une autre Europe. Désormais, cette nouvelle Europe d'en bas, s'oppose à l'Union Européenne, instrument étatique de l'oligarchie financière et industrielle.

Le monde du travail s'est remobilisé. Dans presque chaque pays, les classes travailleuses ont été engagées dans des manifestations et des grèves sectorielles, interprofessionnelles, et générales. Après l'Italie, l'Espagne, La Grèce, la France..., qui ont été à la pointe, des pays comme l'Allemagne et l'Autriche ont montré une combativité exemplaire et ont secoué les bureaucraties syndicales les plus puissantes et monolithiques. L'Agenda 2010 se heurte à une résistance opiniâtre et Schröder, discrédité, a dû abandonner la présidence du SPD pour sauver le Parti aux élections futures. L'onde de choc du mouvement anti-guerre n'est pas prête à s'épuiser. Les manifestations de rue, un an après le déclenchement de la guerre de Bush, ont été, une fois de plus, très nombreuses, surtout en Espagne, en Italie et en Grande-Bretagne. Elles continuent à peser sur la « politique officielle ». Contre toute attente, Aznar, l'ami de Bush, fut renversé dans les élections parlementaires, par une intervention spectaculaire du peuple : celui-ci prenait sa revanche pour le viol flagrant de l'opposition anti-guerre massive et son méprisable mensonge d'État. La conclusion est claire : la politique de « guerre permanente » et la politique néolibérale sont impopulaires et rejetées.

A des gouvernements de droite qui sont chassés par le vote populaire, succèdent des gouvernements de centre-gauche mais qui ne rompent pas avec la politique néolibérale et impérialiste. La force sociale des mouvements anti-guerre et du Forum Social

Manifeste anticapitaliste

Pour une autre Europe : démocratique, écologique et féministe, pacifique et solidaire

Européen devrait se prolonger sur le terrain politique, dans les élections et par la formation d'un mouvement politique anticapitaliste, large et pluraliste.

Les élections européennes de juin 2004 seront l'occasion pour se battre en faveur des revendications et propositions pour lesquelles le mouvement altermondialiste européen s'est mobilisé sans relâche : contre la Constitution de l'UE — réactionnaire, antidémocratique et antisociale ; contre la guerre impérialiste et le militarisme européen, pour la paix et le désarmement général, à commencer dans nos propres pays ; contre la politique néolibérale et pour un programme social anticapitaliste.

1 .Une vie décente pour tous et toutes, en Europe et dans le monde

La question sociale conditionne la vie de millions de personnes ; c'est leur priorité. Chaque homme, chaque femme a droit à : un emploi plein et stable, un salaire décent, un revenu de remplacement viable (en cas

de chômage, de maladie ou invalidité, de retraite), un logement, une éducation et une formation professionnelle, des soins de santé de qualité.

Cela implique aussi une augmentation et une récupération des reculs imposés ces vingt dernières années sur ces différents aspects. Cela implique également un redressement radical de la position toujours inférieure des femmes dans la société du point de vue social, politique, légal, institutionnel. Les conditions environnementales font partie de notre bien-être. On ne peut dissocier la politique économique des critères indispensables du développement soutenable, l'aménagement du territoire, la mobilité et les systèmes de transport, l'exploitation rationnelle des ressources naturelles, l'agriculture et la sécurité alimentaire.

En quête du profit maximum, les patrons et les gouvernements prétendent que tout cela est « impayable » et « impraticable ». Mais depuis 1970, la richesse produite dans l'UE (avant l'élargissement) a doublé, avec une population démographiquement sta-

tionnaire. L'énorme bond en avant de la productivité du travail (progrès technique, intensité du travail, réorganisation du processus productif) a profité à la classe propriétaire. Il faut s'attaquer à l'énorme inégalité sociale par une redistribution radicale des richesses en faveur du monde du travail et du re-développement du secteur public. Il faut arrêter la privatisation rampante de notre biosphère qui subordonne nos vies au profit capitaliste.

Dans ces conditions on peut dire : oui, notre société est en état de générer le bien-être pour tous, en Europe et dans le monde.

2. Rompre avec la politique néolibérale : nos vies valent plus que leurs profits

L'UE a mis en place, à travers le traité de Maastricht, un système institutionnel qui impose une contrainte budgétaire de fer. La Banque Centrale Européenne s'est érigée en garde-chiourme de cette orthodoxie monétariste-néolibérale. Cela permet de réduire radicalement les allocations sociales et

Les partis et mouvements de la gauche anticapitaliste se sont réunis, le 29 avril, à Bruxelles. Cette réunion d'un jour avait un caractère spécial, car au lieu de faire face à un Sommet de l'Union européenne (UE), ce sont les élections européennes de juin 2004 qui ont imposé leur priorité, preuve que l'on assiste à un impact « européen » nettement plus pesant sur le cadre politique, si on se souvient encore des élections de 1999.

Les partis nationaux sont poussés à tenir compte de ce cadre politique européen renforcé. D'en haut, l'UE a mis la gomme : à défaut d'une légitimité forte, elle va subventionner massivement des « partis européens » qui répondent à certains critères (dont au moins un parlementaire dans 7 pays-membres). Et l'on ne se rend peut-être pas assez compte, mais, par en bas, nous avons fait un pas en avant gigantesque par les énormes mobilisations anti-guerre, la remontée des luttes des travailleurs avec des grèves de masse, la naissance du Forum Social Européen. Il n'y a pas que la bataille contre cette UE. Il y a, en positif, le « mouvement » qui oblige à redéfinir et reformuler le programme politique de la gauche radicale.

Certains partis de la mouvance communiste essayent de créer un parti européen correspondant

Conférence de la Gauche AntiCapitaliste Européenne

au cadre de l'UE, appelé Parti Européen de la Gauche (on utilise le sigle « ELP », European Left Party). Impulsé par un quatuor (Parti de refondation communiste d'Italie, Parti communiste français, Gauche unie d'Espagne, Parti de la démocratie socialiste allemand ; ainsi que Synaspismos de Grèce), l'ELP organise son assemblée constitutive à Rome, les 8-9 mai. Tout cela ne se passe pas sans difficultés étant donné l'hétérogénéité croissante dans cette mouvance qui subit un processus centrifuge de fragmentation. Le « groupe de tête » de l'ELP n'a brillé ni par sa transparence, ni par la clarté de sa plate-forme politique ou de ses méthodes de travail.

Devant ce climat passablement erratique, la gauche anticapitaliste avait toutes les raisons d'affirmer d'abord et avant tout son existence comme

courant anticapitaliste indépendant, ainsi que sa cohésion politique-programmatique. Cela se verra dans les élections européennes. Car les organisations de la Conférence de la Gauche AntiCapitaliste Européenne ont réussi, au fil des années et malgré les réformes électorales de plus en plus antidémocratiques, à gagner une représentation parlementaire. Cela n'exclut pas le dialogue et la collaboration, notamment avec des organisations de l'ELP. Mais cela implique d'éviter toute confusion politique.

Le manifeste que nous venons d'adopter, a été élaboré par le Bloc de gauche (Portugal), l'Alliance Rouge-verte (Danemark), la Ligue communiste révolutionnaire (France), le Parti socialiste écossais (Écosse), RESPECT-La Coalition d'unité et le Parti socialiste des travailleurs (Angleterre, Pays de Galles), La Gauche (Luxembourg), Espace Alternatif (Espagne), la Gauche unie et alternative (Catalogne), la Coalition de la gauche radicale (Grèce). Par ailleurs Synaspismos (Grèce) et la Gauche unie (Espagne) assistaient en tant qu'invités à la réunion.

François Vercaemmen



Rome, 3 avril 2004 :
par centaines de milliers
contre la « réforme »
des retraites

empêche une politique économique alternative. En appauvrissant la masse de la population et le secteur social et public de l'État, la privatisation devient inévitable. Le Capital y trouve un vaste terrain très lucratif. Son objectif n'est pas la relance de l'économie, mais le rétablissement du taux de profit des capitaux.

Cette politique économique et son support institutionnel doivent être démantelés. Il faut supprimer les critères de Maastricht et le Pacte de Stabilité. Nous militons, comme le mouvement social international, pour une Taxe Tobin qui mette en question le capitalisme néolibéral et ses institutions internationales (FMI, BM,...) ainsi que la spéculation financière, et soutienne une autre politique sociale.

Nous lutterons dans nos pays, et au niveau européen, pour l'égalité sociale par le plein emploi, le développement des services publics, les investissements sociaux, le salaire minimum garanti.

3. Une Europe pacifique contre l'Europe-Puissance

Le Sommet de Lisbonne (mars 2000) a fixé comme objectif à l'UE : devenir l'économie la plus performante au monde ! Cela ne peut reposer que sur la force — économique, monétaire, technologique, politique, culturelle, médiatique et militaire — face aux deux autres grandes puissances, les États-

Unis et le Japon, face aux pays de la périphérie, face aussi au monde du travail dans l'UE. L'UE s'est présentée comme un impérialisme pacifique, civilisé, légal, humanitaire, multilatéraliste, onusien. Et pour la première fois, elle a gagné, dans les populations européennes, une certaine légitimité, en s'opposant à la classe dominante américaine et a été « aidée » par la politique de Bush du « ni foi, ni loi ».

Nous n'avons aucune illusion sur les plans que l'UE prépare. Nous disons :

- Non à la guerre ! L'UE doit rejeter la guerre comme moyen pour trancher des conflits internationaux
- Rupture avec les USA et leur politique de guerre permanente et préventive « contre le terrorisme » ; sortie de l'OTAN !
- Non à l'euro-militarisme en voie de constitution ! Retrait de toutes les troupes euro-impérialistes (de l'UE et des ses pays-membres) ! Pas d'interventions « militaires rapides » au nom de l'humanitaire ! Dissolution de l'Eurocorps et des brigades spéciales !
- Liquidation de toutes les armes de destruction massive (nucléaires, chimiques) !
- Non à l'industrie d'armements européenne, non à l'exportation des armes ; fermeture des entreprises existantes et leur transformation en production civile.

4. Défendre nos libertés démocratiques

La stratégie de « la guerre infinie » a été un levier puissant pour attaquer les libertés démocratiques et restreindre l'espace d'activité des masses populaires. Créant une atmosphère permanente d'incertitude et de peur, les classes dominantes veulent nous imposer ce choix : « pour assurer votre sécurité, il faut réduire vos libertés ». C'est au nom de la lutte contre le terrorisme que Bush a légalisé le terrorisme d'État. Et Sharon lui emboîte le pas.

Dès septembre 2001, l'UE avait utilisé « la lutte contre le terrorisme », non pas pour attaquer les groupes terroristes inexistants alors en Europe, mais pour mettre hors-la-loi, le moment opportun, les mouvements syndicaux, sociaux, féministes, écologistes, antiracistes, politiques... et leurs activités démocratiques et publiques, qu'elle pourra qualifier d'« infractions (...) commises intentionnellement par un individu ou un groupe contre plusieurs pays, leurs institutions ou leurs populations et visant à porter gravement atteinte ou à détruire les structures politiques, économiques et sociales d'un pays ». Depuis lors, l'UE renforce, sur le plan européen, la panoplie répressive : le mandat

d'arrêt européen, Europol, les échanges plus rapides et plus complets de renseignements, des interventions répressives coordonnées, rapprochement avec la CIA, répression des immigrés, création d'espaces de « non-droit », etc., même si les rivalités entre les appareils d'État des pays-membres freinent une telle opération.

Le capitalisme est en difficulté. Par en bas, il est discrédité et, de nouveau, ouvertement et massivement, contesté. Alors il restreint, voire réprime les mouvements et les mobilisations. Défendre et élargir les libertés démocratiques menacées, redevient une nécessité importante.

5. Défendre les immigré(e)s et le droit d'asile ! Contre l'Europe-forteresse, contre l'extrême-droite !

Des millions de travailleuses et de travailleurs de par le monde sont les victimes de la globalisation capitaliste ou de la répression des États. Ils/elles survivent dans des conditions qui ne cessent de se dégrader. Certains cherchent désespérément à entrer clandestinement dans les citadelles impérialistes. L'UE, par le traité de Schengen, avait dressé une véritable forteresse. Depuis, les patronats de l'UE ont demandé et obtenu une immigration légale sélectionnée selon leurs besoins d'une main-d'œuvre malléable. C'est un déni scandaleux de la citoyenneté. C'est un mécanisme d'exclusion d'accès aux droits et services.

Le résultat en est une situation humainement insupportable pour les travailleuses et les travailleurs qui entrent dans le pays. En même temps se développe une concurrence exacerbée entre travailleurs indigènes les plus pauvres et immigrés sans droits ni défense. C'est ce conflit latent qu'exploite l'extrême-droite (et à l'occasion les partis traditionnels de droite et de gauche), pour semer la xénophobie, le racisme, la haine.

● Nous sommes pour la libre circulation des personnes et pour l'annulation du traité de Schengen, pour donner les mêmes droits (syndicaux, électoraux et citoyens...) aux immigrés, en re-développant une infrastructure sociale et des services sociaux de qualité ;

● Nous nous opposons à toute forme de xénophobie et de racisme, qu'ils soient d'origine étatique ou populaire. Il faut se battre pour que les immigré(e)s — hommes et femmes — ne subissent pas la discrimination sur le plan des salaires, des conditions de vie et de travail. C'est une priorité sociale et politique, ainsi que morale du mouvement social et syndical ...

● Nous sommes solidaires des demandeurs d'asile, de tous ceux et celles qui sont réprimé(e)s et doivent fuir parce qu'ils luttent pour la liberté, leurs droits, leurs convictions idéologique et religieuses, leurs conditions de vie, la démocratie, leurs aspirations sociales et révolutionnaires.

6. Non à la Constitution antidémocratique du Capital multinational

La bataille pour la Constitution de l'UE vise à mettre fin aux incohérences de l'appareil étatique de l'UE. C'est la volonté de l'oligarchie financière-industrielle et de quelques grands États impérialistes.

Car, premièrement, ils ont urgemment besoin d'une « gouvernance » forte au service de l'Europe-puissance. Cet appareil d'État est fortement teinté d'une démocratie semi-autoritaire, le pouvoir exécutif européen non-élu (Conseil des ministres, Commission, BCE) domine totalement le Parlement, élu au suffrage universel, mais mis sous tutelle.

Deuxièmement, cette Constitution fixe, pour de longues années, les principes du capitalisme d'aujourd'hui : primauté absolue au marché, à la protection de la propriété privée des moyens de production et d'échange, ainsi que la politique monétariste-néolibérale. En revanche, il y a l'exclusion, au niveau européen, du droit du travail, de normes sociales contraignantes et des négociations collectives interprofessionnelles. Les politiques financières, monétaires et économiques seront puissamment centralisées et soutenues, en haut, au plan européen. Il s'ensuit une concurrence continue entre les classes travailleuses des pays-membres, qui pousse « spontanément » à la dégradation des conditions de vie et de travail.

Troisièmement, elle ouvre et organise l'euro-militarisme, volet indispensable pour l'impérialisme européen : augmentation systématique des dépenses militaires, industrie d'armement européenne, lien maintenu avec l'OTAN mais ouverture vers une autonomie militaire européenne ; insertion dans la lutte ininterrompue « contre le terrorisme ».

Quatrièmement, le renforcement de l'exécutif européen (le Commission européenne, le Conseil européen, la Conférence intergouvernementale, la BCE) aggrave le déficit démocratique et la hiérarchie institutionnelle. L'exécutif européen contrôlera plus fortement les appareils exécutifs nationaux, les grands États-membres imposeront leurs choix aux petits et moyens États-membres, et chaque État national aura toujours

les mains libres pour traiter ses propres « petits » peuples.

Cette Constitution antidémocratique correspond parfaitement à la méthode de travail choisie pour l'élaborer : le huis-clos, un personnel fiable et trié sur le volet, dirigé par quelques « Éminences d'État ». C'est certain : cette Constitution n'émane nullement de la volonté des Peuples !

Pour toutes ces raisons, nous sommes contre cette Constitution de l'UE. Elle est illégitime, non démocratique, profondément antisociale ! Elle ne peut être réformée ; il faut la rejeter !

A cette fin, nous soutenons les pays qui organiseront des référendums populaires.

Nous oeuvrons pour une autre société et une autre Europe : sociale et démocratique, écologiste et féministe, pacifique et solidaire. C'est aux peuples et nations d'Europe de décider comment et selon quelles principes sociaux et institutionnels ils veulent vivre ensemble. Pour nous, tous les pouvoirs émanent du peuple souverain. Nous reconnaissons le droit démocratique des « nations sans État » à déterminer leur avenir et nous sommes solidaires des forces de la gauche qui luttent dans ce sens, sans porter un jugement politique.

Comme la campagne électorale coïncidera avec la préparation à huis-clos de la Conférence intergouvernementale « constituante », nous aurons une opportunité pour dénoncer cette pseudo-constitution et présenter nos alternatives.

7. Rompre avec le social-libéralisme ! Une autre Europe est possible !

Oui, mais cela demandera une extraordinaire mobilisation de toutes les forces progressistes. Car, si les gouvernements sont affaiblis, l'UE est devenue, malgré ses multiples crises, une force impérialiste redoutable dans l'arène mondiale et qui détruit les conquêtes sociales et démocratiques — fruit de 150 ans de luttes des classes travailleuses. Cette UE est en premier lieu un projet de la bourgeoisie et de ses partis. Mais il n'aurait jamais triomphé sans la collaboration active des Blair, Schröder, Jospin, Gonzales..., c'est-à-dire de la social-démocratie européenne (des partis mais aussi des bureaucra-

ties syndicales nationales et de la CES). Ils ont été de longues années au pouvoir. Ils ont dominé, ensemble et pendant plusieurs années, les gouvernements nationaux et les instances de l'UE (la Commission, le Conseil, et même la BCE). Mais au lieu de rompre avec le néolibéralisme, ils sont devenus eux-mêmes des sociaux-libéraux ! Rien n'indique qu'ils changeront de cap.

On ne sortira pas graduellement du système néolibéral et impérialiste. Il faudra une rupture politique radicale, une stratégie et un programme alternatifs, anticapitalistes.

Ce combat est entièrement dans les mains de « ceux et celles d'en bas », de l'autre Europe.

Elle est en train de mûrir dans les manifestations anti-guerre, les initiatives citoyennes, sociales et écologistes, les marches des femmes. Elle progresse grâce aux multiples mouvements et militants : les syndicats, les organisations paysannes, les groupes écologistes, le mouvement des « sans » (-emploi, -abri, -papiers, -droits), les comités antiracistes, les mouvements de réfugiés, les groupes universitaires, les ONG tiers-mondistes... La naissance du Forum Social Européen offre un cadre européen, démocratique et unitaire, à un nouveau mouvement d'émancipation à l'échelle de l'Europe.

Il constitue déjà une force sociale, qui devra s'imposer sur le terrain politique.

Sous sa pression, les syndicats traditionnels (notamment la CES) qui, pendant vingt ans se sont alignés sur l'UE et la politique néolibérale, retrouvent la voie de l'action, sans développer une stratégie cohérente et convaincante pour renverser la vapeur et présenter une vraie alternative.

Oui, une autre Europe est possible, mais à la condition que toutes les forces radicales se mobilisent dans les rues et dans les urnes, dans les mobilisations et les élections. Car, une autre gauche européenne est nécessaire :

anticapitaliste et écologiste, anti-impérialiste et anti-guerre, féministe et citoyenne, antiraciste et internationaliste. L'alternative au capitalisme relève la tête : une société socialiste et démocratique, autogérée par en bas, sans exploitation du travail et sans oppression des femmes, basée sur le développement durable et opposée au modèle de croissance qui menace la planète. ■

« Gouvernement et Capital fossoyeurs de l'État social !!! »



**Un nouveau
Cahier
de Critique communiste**

En quoi la référence marxiste est-elle utile pour comprendre le capitalisme contemporain, et pour en mener la critique ? Telle est l'interrogation qui sert de fil directeur à cette nouvelle livraison des *Cahiers de Critique communiste*. Il ne s'agit donc pas de faire œuvre de marxologie et de se demander par exemple si les développements les plus récents du capitalisme donnent « raison » ou « tort » à Marx. Le propos est au contraire d'examiner quels sont, « dans la panoplie marxiste », les outils conceptuels les plus efficaces aujourd'hui pour définir une problématique et dénouer une conjoncture.

Ce recours à l'approche marxiste est particulièrement fructueux quand il s'agit de démêler l'ancien et le nouveau et d'évaluer la portée de ces si nombreux discours sur la modernité, qui rendrait caducs tous les vieux schémas. Dans bien des cas, il est indispensable de tenir les deux bouts de la chaîne, pour constater que « ça change tout le temps » et qu'en même temps, « c'est toujours pareil ». Le champ d'application d'une telle méthode est très vaste, et on a choisi de retenir cinq grandes questions à propos desquelles le marxisme (un marxisme vivant bien entendu) permet, à notre sens, de dégager une cohérence critique forte.

La théorie de la valeur est au fondement de l'analyse marxiste. Elle constitue aujourd'hui un repère indispensable pour discuter deux aspects essentiels du capitalisme contemporain. Elle permet en effet d'établir rigoureusement que l'on ne peut « s'enrichir en dormant » et que le progrès technique n'implique en rien « la fin du travail ».

La théorie de l'accumulation vise à rendre compte de la dynamique du capital. De ce point de vue, les analyses dominantes donnent le tournis.

* *Le marxisme face au capitalisme contemporain*, éd. Syllepse, 7 euros. Au sommaire : *Pourquoi une théorie de la valeur ?*, par Michel Husson ; *Accumulation et crises*, par Michel Husson ; *Exploitation et classes sociales : une boussole imparfaite mais nécessaire*, par Henri Wilno ; *À propos des classes sociales dans le mouvement social contemporain*, par Thomas Coutrot ; *Accumulation versus légitimation. Évolution des formes de l'État*, par Nicolas Benies ; *Socialisation, capitalisme et socialisme*, par Xavier Werner.

Après l'hymne à la « nouvelle économie » et au « capitalisme patrimonial », le retournement boursier a mis fin à bien des illusions. Nous ne sommes manifestement pas entrés dans une nouvelle longue période de croissance généralisée, et l'analyse marxiste met le doigt sur les contraintes fondamentales, à tel point qu'un économiste orthodoxe a pu s'exclamer « *Marx is back !* ».

La théorie de l'exploitation permet de tenir ces deux bouts de la chaîne théorique : d'un côté, le monde du travail connaît de profondes modifications dont il s'agit de rendre compte ; mais, dans le même temps, il est possible de montrer que les rapports sociaux fondamentaux restent inchangés, au-delà d'innovations diverses et de stratifications nouvelles. La classe ouvrière a changé, mais elle n'a évidemment pas disparu.

La théorie de l'État contemporain permet d'actualiser et d'approfondir les indications de Marx et des autres théoriciens marxistes à propos de cette contradiction qui prend aujourd'hui une intensité nouvelle : d'un côté, ce sont toujours les États-nations à qui revient principalement la charge de régler les rapports entre classes et d'assurer les conditions générales de reproduction du système ; mais, d'un autre côté, la mondialisation fait naître des exigences de coordination et de régulation peu compatibles avec la concurrence exacerbée entre capitaux. Du coup, les fondements de la légitimité de l'État se déplacent considérablement.

La théorie de la socialisation est posée avec une actualité nouvelle par l'offensive contre l'État social, et ceci d'un double point de vue. D'abord comme une tendance passée imposée au capitalisme concret et avec laquelle ce dernier veut rompre ; ensuite comme une trajectoire avec laquelle il faut renouer, sur la base de la défense des services publics et de la protection sociale, pour dessiner à nouveau la perspective d'un socialisme authentique dont il s'agit de redéfinir les contours.

L'ensemble des contributions partage un objectif commun que l'on pourrait définir ainsi : reconstituer, de manière non dogmatique, une cohérence critique arrimée aux fondamentaux de l'analyse marxiste, mais dans une démarche de confrontation permanente avec les transformations du capitalisme contemporain. Cela inclut évidemment une sorte de « droit à l'inventaire » et surtout la nécessité d'un débat

contradictoire. Et c'est sans doute l'une des vertus de l'ensemble présenté ici que de faire dialoguer les différents contributeurs.

En bref

Un choix de la Librairie La Brèche

● *L'Internationale communiste contre le capital 1919-1924*, d'André Maurice, Actuel Marx novembre 2003, 320 pages, 23 euros.

Ouvrage extrêmement documenté et néanmoins d'une lecture aisée. Le concept de « CMC » (Crise Mondiale du Capitalisme) de Boukharine, puis son contraire, les laborieux essais de rédaction d'un programme pour le Komintern autour de la conception de Front unique ouvrier. Le personnel politique dans ses méandres, hésitations, difficultés qui plombent tout abandon d'une stratégie globale pour une autre. Radek et la Révolution allemande, les manœuvres pour se débarrasser de Trotsky. Sans être d'accord sur tout avec l'auteur, il s'agit là d'une tentative d'appréhension globale des problèmes stratégiques centraux posés à nos ancêtres et d'un examen minutieux du comment ils s'en sont (pas si mal !) sortis.

● *Spartacus*, d'Howard Fast, édition Atalante, 300 pages, 18,29 euros.

Pax romana = pax americana ? « *Ô tempora, ô mores...* » Un Empire tellement sûr de son bon droit, de la suprématie de sa civilisation fondée sur la « Démocratie » et son niveau de vie... Cela ne vous rappelle rien ?... Un Empire que la guerre de classes va finir par abattre. Les « *Révoltes Serviles* » vues comme l'aspiration éternelle des exploités à la justice sociale, les invasions dites barbares vues comme une revanche des peuples sur l'impérialisme. On ne peut plus actuel, non ?

De construction très originale, ce roman se passe paradoxalement presque toujours du côté romain et évite le piège des combats « épiques » façon grand spectacle. Les personnages sont crédibles et « existent », ils sont sensuels, jouisseurs, ordinaires, héroïques.

● *La constance du jardinier*, de John Le Carré. Seuil 6,50 euros.

Virtuose incomparable du roman d'espionnage façon guerre froide, cet auteur s'est « recyclé » dans la

mise en scène de la finance pourrie. Pléonasmisme ? (voir de cet auteur : « *Single et Single* »). C'est excellent. C'est le roman de l'Afrique noire post-coloniale, exsangue, malade mais que les multinationales de l'industrie pharmaceutique continuent de vider. Tant qu'il restera des vivants, même malades, on en tirera bien quelque chose... Les États, leurs ambassades sont là avec leurs James Bond pour assurer les meurtres, donc le silence, donc les profits. Roman de plus ouvertement féministe, anti-homophobe, et si loin du pensum militant, du roman à thèse.

● *Un Fils de notre temps*, de Ôdon Von Horvath. Gallimard, 8 euros.

Ayant fui les nazis, ce romancier sait de quoi il parle. Néanmoins, mort à Paris en 1938, il n'a pu qu'avoir une prémonition de l'horreur à venir, car ce « *Fils* » est bien de son temps, le temps du triomphe nazi, un temps pourri, un temps d'assassins. Pour le reste, ce « *Fils* » est touchant, car il est toujours à contre-temps, dans ses émois, dans ses rapports avec son père qui d'antimilitariste tourne nazi, la misère et les succès militaires aidant. Le « *Fils* » s'isole alors, est écœuré, s'écœure lui-même. Le sordide de l'Allemagne des années 1930 est puissamment évoqué en si peu de pages...

● *Le ventre de New-York*, de Thomas Kelly, Coll. Rivages Noirs, 10,40 euros.

L'Amérique de Reagan, de la violence patronale, des attaques anti-ouvrières. Oui mais ce que l'on connaît moins bien, ce sont les attaques physiques anti-ouvrières, ou comment le patronat alla chercher les gangs communautaires pour casser les conditions de travail. C'est un vrai polar, mais issu de la réalité et donc très moche, au-delà de la fiction. Nous sommes à plusieurs centaines de mètres sous New York à creuser des tunnels d'adduction d'eau. La dureté et la dangerosité du travail sont reconnues par le patronat traditionnel, mais les jeunes loups dynamiques veulent rentabiliser... provoc, assassinats de syndicalistes... La section syndicale unie contre-attaque et pas sur le seul terrain juridique. Excellent.

Tous ces livres sont en vente
(par correspondance
y compris, envoi gratuit) à la
Librairie La Brèche
27 rue Taine, 75012 Paris
Métro Daumesnil
tél : 01 49 28 52 44
labreche@libertysurf.fr

Des régionales aux européennes

Traduire en luttes la défaite de la droite

Par
la DN de la LCR*

1. La droite vient de subir une cinglante défaite. Toutes les régions, sauf l'Alsace, basculent à gauche ainsi que la moitié des départements. C'est évidemment l'expression d'un rejet massif à l'égard du gouvernement et un affaiblissement global, une perte de légitimité de Chirac et de Raffarin. Le « *parti unique* » de la droite, censé résoudre la crise structurelle qui touche celle-ci depuis 20 ans, a échoué.

C'est la politique ultra-libérale du gouvernement Raffarin qui est avant tout censurée. Une politique antisociale, qui a accéléré l'offensive libérale d'adaptation de la société aux exigences du capitalisme mondialisé. Une politique outrageusement cynique et arrogante, en particulier, en ce qui concerne les choix fiscaux clientélistes du clan au pouvoir. La remontée du chômage, les attaques successives contre le droit à la retraite, le droit des chômeurs, le régime d'assurance-chômage des intermittents, l'éducation et la recherche sacrifiées, l'absence de volonté de bloquer les plans de licenciements, toutes questions qui, entre autres, ont suscité des mobilisations d'envergure, sans obtenir de victoires, ont trouvé une perspective dans les urnes.

Pour beaucoup, les conditions très particulières de réélection de Chirac le 5 mai 2002 ont créé des illusions sur le type de politique qu'il allait mener. C'est aussi ce marché de dupes qui s'est soldé dimanche 28 mars.

L'effet Sarkozy tant annoncé, qui allait à la fois refouler l'insécurité et le vote pour l'extrême droite, s'est également révélé être un leurre.

En réalité, ce gouvernement, comme le précédent, n'a pas réglé les éléments de la crise sociale et politique qui frappent le pays et qui s'étaient manifestés le 21 avril 2002. Beaucoup de commentateurs reprennent l'idée d'un 21 avril à l'envers. Au-delà de la formule, il est à noter la violence des mouvements du balancier électoral dans des périodes très courtes et l'usure rapide des

équipes au pouvoir.

En profondeur cela traduit un rejet profond du libéralisme et des plans du MEDEF.

2. Le Front National (FN), sans enregister globalement une avancée supplémentaire significative, s'est enkysté dans le paysage politique à un niveau extrêmement préoccupant. Présent dans 17 triangulaires et dans beaucoup de cantons, réalisant des scores significatifs dans la plupart des régions, il représente incontestablement la troisième force nationale. Son implantation dans les classes populaires qui s'est élargie aux milieux ruraux en fait un des enjeux des batailles politiques à venir.

3. La gauche plurielle reconstituée a bénéficié à plein de la défaite de la droite et tente aujourd'hui d'utiliser l'affaiblissement de la droite pour marquer des points. C'est un véritable succès électoral puisque, au niveau national, elle obtient la majorité absolue sans avoir besoin du FN... Le vote utile, qui a pleinement fonctionné, amplifié par le souvenir douloureux du 21 avril et par le nouveau mode de scrutin, ne signifie pas

l'adhésion au PS ou à ses alliés et à sa politique. Le vote se situe plus dans une logique de contre-pouvoirs à la droite que d'une alternative à celle-ci. D'ailleurs, à l'exception de Montebourg, elle ne demande pas la convocation de nouvelles élections. La compétition pour le leadership et la candidature à l'Élysée a plutôt commencé dès dimanche soir alors que sur le plan du programme et des alliances, l'équipe dirigeante du PS est bien en mal de proposer autre chose que la reconduction de la stratégie jospiniste. Mais celles et ceux qui ont voté contre la droite, dimanche soir, sont susceptibles d'entrer en

action dans les semaines qui viennent, ulcérés à juste titre par le mépris chiraquien. Avec un million de voix au premier tour, les listes LCR-LO (1) nous ont permis d'affirmer une quatrième force nationale, avec des résultats plus modestes que ce qui était annoncé, expression électorale de l'aile la plus combative du mouvement social, que nous retrouverons dans les luttes à venir.

4. Cette situation est grosse de possibilités de mobilisation sociale. Le caractère précaire du maintien de Raffarin, la faiblesse de son gouvernement équilibre d'ambitions rivales, l'absence de légitimité qui

touche désormais le président de la République, ouvrent des possibilités fortes de luttes d'envergure.

Nous exigeons le retrait des mesures anti-sociales adoptées par le gouvernement : loi Fillon sur les retraites, statut des intermittents ou des travailleurs sociaux, décentralisation de personnels, privatisations et dérèglementations ainsi que les lois liberticides dont la loi Perben. D'autant que l'exécutif ne semble pas avoir modifié sa feuille de route concernant trois attaques substantielles :

la loi de mobilisation sur l'emploi dont on sait tous les risques concernant ce qui reste du code de travail, la poursuite de la déréglementation et de la privatisation des entreprises publiques en particulier de l'EDF-GDF, et sans doute ce qui va être l'enjeu décisif : la santé, l'assurance-maladie. En effet, cette



Dans une manif en juin 2003...

* Nous reproduisons ici la résolution politique adoptée par la Direction nationale de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section française de la IV^e Internationale) lors de sa session des 3 et 4 avril 2004. 1. Coalition de la Ligue communiste révolutionnaire et de Lutte ouvrière — les deux principales organisations d'extrême-gauche en France.

question condense tous les problèmes d'insécurité sociale posés par le scrutin : protection sociale, accès aux soins, développement d'un marché en lieu et place de la solidarité, privatisation rampante des hôpitaux, pression fiscale accrue pour les salariés avec l'augmentation prévue de la CSG (2)... La mobilisation pour défendre la sécurité sociale est notre priorité.

Notre orientation, d'ici la fin de l'année scolaire, est de tout faire pour relancer une mobilisation nationale contre le gouvernement : unité syndicale, relance des réseaux interprofessionnels, appels à la mobilisation unitaire...

L'échéance du premier mai représente une échéance claire de mobilisation antigouvernementale qui peut permettre de faire converger dans des manifestations unitaires l'ensemble des mouvements sociaux.

Depuis six mois, notre campagne permanente pour l'interdiction des licenciements n'a pas permis de déboucher sur une initiative nationale d'ampleur. En revanche elle a permis de tourner la LCR vers les entreprises privées, installant ce thème dans la campagne électorale. Dossier par dossier, nous poursuivons cette campagne et mettons en demeure le PS et ses alliés de bloquer dans les conseils régionaux la politique de subventions publiques aux entreprises privées.

Le verdict des élections régionales est sans appel : à travers le gouvernement Raffarin, c'est l'ensemble de sa politique qui a été désavoué. Dans cette situation, la décision de Chirac de renommer Raffarin constitue une véritable provocation. Puisque, ni le gouvernement, ni Chirac ne veulent rien entendre, il faut que, dès à présent, s'organise un vaste mouvement pour les stopper et les chasser.

La nature antidémocratique des institutions apparaît clairement. Le gouvernement n'a aucune légitimité pour poursuivre sa politique antisociale. Il a été contraint de

renoncer à son intransigeance sur certains domaines. Il faut lui imposer de revenir sur les mesures prises depuis 2002, en particulier sur la réforme des retraites et la décentralisation. C'est le peuple qui doit avoir le dernier mot. Nous n'attendrons pas 2007 ! Il faut chasser le gouvernement Chirac par la rue et par les urnes.

La dissolution de l'Assemblée nationale peut devenir un mot d'ordre d'agitation en cas d'accélération de la crise politique et/ou si un mouvement social d'ampleur se développe pour résister aux attaques du gouvernement.

Cela doit aller de pair avec l'exigence de la satisfaction des revendications du mouvement social, d'une rupture claire avec les politiques menées, de la nécessité de faire vivre en toute indépendance un pôle clairement anticapitaliste, autour des axes du plan d'urgence social et démocratique qui propose une réelle alternative aux travailleurs et à la population.

Systématiquement, nous proposons à LO de mener ensemble cette politique et ces initiatives.

5. Ces élections européennes représentent le prochain grand test national. Elles arrivent très vite après les régionales dans une situation de crise nationale et de modifications européennes produites par le résultat des élections espagnoles. Le contexte est donc plus favorable à une écoute supérieure et une participation plus forte alors même que ce scrutin pour une assemblée dotée de peu de pouvoirs mobilise peu, traditionnellement, les électeurs. Le mode de scrutin à un tour doit nous permettre de sortir du piège du vote utile : le 13 juin, il faut voter pour ses idées.

Beaucoup d'électrices et électeurs ont hésité jusqu'au bout quant à leur vote aux régionales et une partie de ceux qui nous sont proches ont voté directement pour un des partis de la gauche ex-plurielle pour faire barrage à la droite. Ceux-ci ont maintenant l'occasion de voter pour leurs idées. Ils savent bien que seules les luttes sociales et une extrême-gauche influente peuvent imposer la satisfaction des aspirations populaires.

C'est bien évidemment l'acte II de la censure contre le gouvernement qui sera au centre de notre campagne articulée à l'idée d'une rupture avec les politiques menées depuis vingt ans. Si la gauche anticapitaliste ne parvient pas autour d'un programme d'urgence sociale à incarner une alternative, à modifier le rapport de force vis-à-vis de la gauche ex-plurielle, alors il n'y aura pas de changement politique, de rupture avec les

politiques libérales.

Il s'agit dans le cadre de l'accord LCR-LO de poursuivre le mouvement de rejet du gouvernement tout en maintenant l'indépendance vis-à-vis de la gauche plurielle et en défendant des perspectives clairement anticapitalistes, internationalistes, à l'échelle européenne et nationale. Appliquer un programme d'urgence sociale et démocratique, c'est s'engager dans la mobilisation des classes populaires pour construire une autre Europe. Cela nécessite une rupture de fond avec la logique capitaliste de la construction européenne. On ne peut comme le PS ou les Verts se prononcer en faveur de la constitution européenne et prétendre incarner une alternative à la droite. On ne peut comme le PCF se prononcer contre cette constitution et prétendre demain gouverner avec ses anciens partenaires. Un gouvernement réellement au service des travailleurs, s'appuyant sur leur mobilisation et leur organisation, ne peut satisfaire les besoins de la population sans au préalable exiger une rupture dans la construction européenne. Pas de politique anticapitaliste sans rupture avec l'Europe de Maastricht.

Contre l'Europe capitaliste et des traités qui l'organisent, nous défendons la perspective d'une Europe sociale et démocratique, Europe des travailleurs et des peuples. Nous dénonçons la « Constitution » européenne dite Giscard qui inscrit dans le marbre les politiques libérales, dont le processus d'adoption a été relancé par la victoire socialiste en Espagne. Nous n'oublions pas que la construction libérale et capitaliste de l'Europe s'accélère depuis dix ans et notre responsabilité est de montrer les responsabilités des gouvernements qui se sont succédés. Dans le cadre de la profession de foi avec LO nous défendons les axes suivants en gardant une priorité sur les thèmes sociaux :

- Contre la déréglementation et les privatisations, la construction de services publics européens ;
- L'interdiction à l'échelle européenne des licenciements pour les entreprises qui font des bénéfices, la suppression des aides publiques aux entreprises privées ;
- L'unification par le haut des législations sociales : un SMIC européen, un statut unifié du travailleur en Europe comprenant l'ensemble des protections sociales, une convergence sociale progressive avec les Pays de l'Est ;
- La taxation et le contrôle des marchés financiers, la redistribution des richesses, le refus du dumping fiscal et des paradis fiscaux qui ne profitent qu'aux plus riches ;
- Une Europe écologique, une Europe sans nucléaire ni OGM (Organismes génétique-

2. La Contribution sociale générale (CSG) a été créée en 1991 par le gouvernement Rocard (PS) au nom de « l'équité ». Il s'agit en fait d'une taxe sur les revenus individuels (salaires, allocations de chômage, pensions, revenus de l'épargne etc.). En 1998 les cotisations-maladie (payées jusque là partiellement par les entreprises et partiellement prélevées sur les salaires bruts à la source) ont été transférées vers la CSG (réduction des salaires nets et des charges des entreprises). La création de la CSG, dans la lignée des ordonnances de 1967 (qui imposaient une gestion paritaire — 50 % syndicats ouvriers, 50 % syndicats patronaux — des caisses de la Sécurité sociale auparavant gérées par les seuls représentants des salariés), vise la remise en cause de la notion « salaire social » des prestations de la Sécurité sociale et sa fiscalisation (transfert du pouvoir de gestion des salariés à l'État).

ment modifiés) ;

- Pour une Europe débarrassée de la surexploitation et de l'oppression des femmes, garantissant le droit à l'avortement pour toutes ;

- L'égalité pour les homosexuels ;

- Le refus d'une Europe-forteresse, l'égalité des droits pour les étrangers, y compris non communautaires, dont le droit de vote et d'éligibilité, la régularisation des sans-papiers ;

- Contre une « Europe-puissance », contre la guerre impérialiste, pour une Europe pacifique renonçant à l'arme atomique et aux expéditions impérialistes, pour la rupture avec l'OTAN et les projets de « défense européenne », pour l'annulation de la dette du tiers-monde et la solidarité avec la lutte des peuples qui luttent pour leur émancipation.

Dans ce cadre, la mobilisation à l'occasion de la venue en France de Bush les 5 et 6 juin, est une initiative déterminante. La LCR interviendra en coordination avec les sections européennes de la IV^e Internationale.

Pour sa part, la LCR développera son combat pour une autre Europe, son refus de la « Constitution Giscard », son exigence que les peuples d'Europe décident. En France, nous mettrons toute en œuvre pour exiger la tenue d'un référendum.

Nous éditons une brochure nationale de campagne fixant les axes de l'organisation et reprenant les principaux aspects de la brochure Europe. Le cadrage de la campagne doit intervenir rapidement, y compris les aspects unitaires avec LO, pour permettre de débiter celle-ci fin avril.

6. Nous insistons sur le rejet des politiques libérales en Europe et des gouvernements qui les portent, dans les urnes et dans la rue, que ce soit en Espagne, en Allemagne, en Italie, ou en Grande-Bretagne. Ce rejet relance avec plus de force la nécessité de construire en France comme en Europe une force anticapitaliste porteuse d'une alternative de société en phase avec les mobilisations sociales, anti-guerres, les exigences mises en avant lors des FSE de Florence et de Paris. La LCR intègre dans ses axes de campagne sa volonté de construire une telle force en s'appuyant aussi sur l'expérience de la Gauche anticapitaliste européenne.

Le mois d'avril doit être utilisé pour renforcer la LCR dans la perspective du nouveau parti anticapitaliste. Intégrer réellement de nouveaux adhérents, ouvrir de nouvelles sections, prospecter systématiquement les villes où la LCR n'existe pas et où les listes ont fait un bon score. ■

Bilan de la campagne des élections régionales

Par
le BP de la LCR*

La direction nationale (DN) doit tirer les premiers enseignements des résultats des élections régionales dans le cadre suivant :

- d'une part, l'objectif essentiel de cette DN est d'analyser la nouvelle situation politique, de préparer l'organisation à intervenir sur les grandes questions sociales d'ici l'été (assurance-maladie, privatisation d'EDF, réforme du code du travail) et de nous mettre en ordre de marche pour mener la campagne des européennes.

- d'autre part, le bilan des régionales n'est qu'un bilan d'étape. Tous les enseignements de l'orientation définie au dernier congrès national seront tirés, avec le recul nécessaire, après les élections européennes (résultats électoraux, bilan de l'accord électoral avec LO, initiatives pour une force nouvelle).

Nombre de militants, sympathisants, amis, ont été déçus par les résultats électoraux des listes LO-LCR. Les interrogations, les discussions, les critiques sur les analyses et les orientations de l'organisation, lors de ces élections, sont tout à fait légitimes, d'autant que nous avons fait, globalement, une bonne campagne, que nous avons rassemblé des milliers de salariés et de jeunes dans les meetings et réunions publiques, et étendu notre implantation.

Dans tout bilan d'une action politique, il y a ce qui relève de la situation objective, de ses contraintes et ce qui relève de l'action propre de l'organisation.

Aussi faut-il examiner ce que nous avons fait à la lumière de l'ampleur du vote pour la gauche, vote qui a été utilisé pour rejeter la politique de droite. Quand il y a une telle lame de fond pour voter utile, les électeurs se tournent vers les partis traditionnels de la gauche qui par leur influence, leur implantation, leur présence dans les institutions, constituent, à leurs yeux, des instruments plus efficaces que l'extrême gauche. Dans ces conditions, nous ne pouvions augmenter le nombre de nos voix. Dans le passé, en particulier aux élections législatives de mai

1981 ou en 1997, le vote utile nous rejetait entre 1 % et 2 %. Cette fois-ci, nous avons résisté à près de 5 %. On peut et on doit discuter tous les points d'orientation et d'action de notre campagne, mais nous devons toujours prendre la mesure de notre action dans un contexte électoral marqué par l'ampleur exceptionnelle de ce « vote utile » qui ne pouvait que marquer des limites pour les résultats électoraux de la gauche révolutionnaire.

1. Les listes LCR-LO ont obtenu 4,58 % des suffrages exprimés. Deux ans après le score historique de l'extrême gauche au 1er tour de l'élection présidentielle de 2002, qui dépassait les 10 %, les résultats des régionales de 2004 apparaissent comme un net recul. Les effets des campagnes médiatiques sur la possibilité que l'extrême gauche dépasse la barre des 10 %, la dynamique des discussions avec LO et des débats dans la Ligue sur la tactique électorale, mais aussi le fait que nous avons profité politiquement de ce climat pour « sponsoriser » la campagne, ont créé une situation où nous espérions un score « en continuité » avec les 10 % du 21 avril 2002. Personne ne pensait que nous pourrions avoir 10 %, mais nous escomptions des résultats au-dessus des 5 % obtenus. Aucune déclaration de la LCR ou de ses porte-parole n'est tombée dans le triomphalisme ou le petit jeu des pronostics autour des 10 %. Nous aurions dû insister plus sur le caractère exceptionnel du score du 21 avril 2002 et les difficultés de ce scrutin des régionales de 2004. Rappelons que le scrutin du 21 avril 2002 se situait après 5 années de gouvernement Jospin, qui avait mené une politique d'austérité et de remise en cause des acquis sociaux.

Car sur la longue durée, la gauche révolutionnaire stabilise, étend et consolide son électorat.

* Nous reproduisons ici le rapport présenté par la majorité du Bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section française de la IV^e Internationale) en vue de la discussion au sein de la Direction nationale de la LCR, les 3-4 avril 2004.

France

Depuis 1995, il y a eu 8 consultations électorales : élection présidentielle de 1995, législatives anticipées de 1997, régionales de 1998, européennes de 1999, municipales de 2001, présidentielle de 2002, législatives de 2002, et régionales de 2004.

Par rapport aux dernières élections régionales (de 1998), nous progressons légèrement en nombre de voix. Il ne faut pas oublier qu'en 1998 LO ne couvrait que 70 départements et la LCR une vingtaine, l'extrême gauche avait donc été absente d'une vingtaine de départements... Les listes séparées LO et LCR obtenaient 939 000 voix en 1998, et 22 conseillers régionaux. La liste LCR-LO obtient en 2004, 1 080 000 voix. En gros, il y a stabilisation, malgré une modification du mode de scrutin qui nous était largement défavorable.

Plus globalement, sur ces 8 consultations électorales, nous en avons deux où la droite était aux commandes : les élections anticipées de 1997 et les régionales de 2004. Les élections législatives de 2002 ayant un caractère particulier, car elles se déroulaient dans la foulée de la présidentielle. En 1997, les listes séparées LCR et LO tournaient autour de 2 %. En 2004, les listes LO-LCR stabilisent un électorat à près de 5 %.

Dans les autres cas, c'est la gauche qui était au gouvernement, et c'est dans ces élections, que l'extrême gauche a obtenu de bons résultats :

- Plus de 5 % avec la candidature d'Arlette Laguiller, en 1995, après 14 années de mitterandisme ;
- 4,38 % aux régionales de 1998 ;
- 5,3 % aux élections européennes de 1999 ;
- Plus de 3 % en moyenne aux élections municipales, en additionnant les listes LO et les listes LCR (même s'il est difficile de compiler les résultats de ces élections) ;
- Plus de 10 %, à l'élection présidentielle, et ce dans des conditions exceptionnelles, suivies des législatives de juin 2002 où l'addition des résultats des candidats LO et LCR tourne autour de 2 %.

Sur la longue durée, ces résultats traduisent donc une certaine stabilité.

Il faut compléter cette analyse en indiquant, aussi, que tant la structure sociologique du vote extrême gauche que sa carte géographique se modifient.

Sur le plan sociologique, le vote « *extrême gauche* » reste stable chez les ouvriers, recule légèrement chez les employés, mais baisse considérablement chez les jeunes 18-24 ans. La crainte d'une réplique du 21 avril explique qu'une partie de l'électorat jeune aille vers le vote utile. Lors des prochaines

élections européennes, il faudra reprendre une série d'initiatives dans la jeunesse.

Sur le plan géographique, le vote « *extrême gauche* » recule, essentiellement, dans les terres du Nord et de l'Est, de l'Île-de-France, mais progresse dans les autres régions, notamment l'Ouest et le Sud-Ouest.

C'est-à-dire que les listes LO-LCR reculent plutôt dans les départements dominés par LO et progressent sûrement dans les départements où le vote LCR commence à émerger progressivement depuis la présidentielle et les législatives de 2002.

Avec le même mode de scrutin qu'en 1998, les listes LCR-LO auraient obtenu 24 conseillers — soit deux de plus, mais le rapport LO/LCR se serait modifié au profit de la Ligue.

2. Dans un scrutin particulièrement anti-démocratique qui favorisait les partis dominants et pénalisait les petites formations, le vote utile a joué à fond. La barre des 10 % apparaissait si haute, pour des formations comme les nôtres, que cela a conduit les électeurs à voter pour les partis qui, grâce à leur implantation et à leur influence, pouvaient être utilisés comme l'outil le plus efficace, pour infliger la défaite la plus cinglante possible à la droite gouvernementale. Même si l'abstention reste forte : près de 40 %.

Nous avons correctement apprécié ce mouvement de rejet, ce qui a conduit tant la Ligue que LO à concentrer le tir contre le gouvernement, à mettre l'accent sur le vote sanction contre Raffarin, à nous présenter comme l'opposition résolue. Cette position a été confirmée dès le soir du 1er tour par nos déclarations qui se félicitaient de la défaite de la droite.

Mais nous avons sous-estimé le fait que cette dynamique profiterait autant au PS et aux partis de la gauche ex-plurielle. Dans les thèses du dernier congrès, tout en indiquant que le processus de social-libéralisation affaiblissait structurellement les liens entre le PS et les mouvements sociaux, nous indiquions que, dans le cadre de l'alternance, le PS pouvait connaître des remontées électorales. Même si, du fait du bilan du gouvernement de la gauche plurielle, nous pronostiquions que cette remontée ne se produirait pas à cette élection et, donc, libérerait un espace que nous pouvions occuper.

Ce que nous avons sous-estimé n'est pas le rejet de la droite, mais la forme que prendrait cette expression. Quinze jours avant le scrutin, celle-ci semblait soit se traduire par une forte abstention, soit par un vote sanction que les commentateurs appellent « *le vote protestataire* ». C'est d'ailleurs pour

cela que nous avons centré une partie de notre campagne sur l'insécurité sociale afin d'arracher au Front national (FN) des secteurs populaires et de les « *tirer* » vers les réponses que nous proposons.

Ce que nous n'avons pas vu venir, nous et nous tous, c'est que le rejet allait se cristalliser sur le vote utile pour le PS et ses alliés. Sans doute la combinaison de la violence de la droite (qui d'ailleurs dispensait le PS d'avoir un réel programme) et le « *traumatisme du 21 avril* » ont permis dans les derniers jours l'expression de ce vote utile ; celui-ci a gagné en crédibilité dans la dernière semaine à l'aune de la « *divine surprise espagnole* » (la victoire du PSOE) en reprenant le credo du devoir civique qui pouvait réserver une agréable surprise.

Surtout que la gauche au gouvernement ou la gauche dans l'opposition n'est pas considérée de la même façon par les salariés et les jeunes. Le PS a été utilisé comme l'instrument nécessaire pour rejeter la politique du gouvernement. Le vote à gauche n'est pas un vote d'adhésion. C'est un vote « *fonctionnel* » pour battre la droite. Nous ne pensions pas que la remontée électorale du PS serait si rapide. Ce phénomène n'est d'ailleurs nullement contradictoire avec le fait qu'une grande partie des électeurs ne fasse plus la différence entre la droite et la gauche.

Cette mécanique a joué aussi pour le PCF qui, s'appuyant sur son implantation, ses réseaux, la reconstitution de certains segments de l'appareil et la réorganisation de ces forces dans certaines régions, a pu être utilisé contre la droite tout en exprimant une critique du PS. Cette capacité à limiter l'inévitable déclin s'était déjà vu lors des dernières législatives où son implantation locale et des candidatures communes avec le PS avaient permis au PC de sauver son groupe parlementaire. Aujourd'hui, il retrouve les scores de Hue à l'élection européenne de 1999. Indiquons aussi que le PCF se présentant comme force autonome et le PCF intégré directement dans les dispositifs de la gauche plurielle au gouvernement ne sont pas considérés de la même façon par l'électorat communiste.

Ces différences de perception entraîneront des tensions entre le cours de sa direction qui reste sur la ligne de « *la gauche plurielle* », comme le montrent les déclarations et les initiatives de la gauche unie pour le deuxième tour des régionales, et une aspiration de sa base à une plus grande radicalité, voire à l'unité avec la LCR et LO. Cela dit, les résultats du PCF, honorables dans certains secteurs où il est encore bien implanté, n'inversent pas une tendance générale dominée

par le recul, recul confirmé par les résultats des élections cantonales. Par ailleurs, ses résultats en Aquitaine (4,35 % contre 6,24 % il y a 6 ans), en Franche-Comté et en Alsace confirment cette tendance lourde. Notons aussi que dans cette élection, il y a eu « plusieurs PC »...

Enfin, si la massivité du vote contre le gouvernement s'explique par les résistances sociales de la grève générale du printemps, la dynamique du vote utile vers le PS et non vers la gauche révolutionnaire s'explique aussi par les limites des grèves de mai et juin, leur échec, les difficultés à gagner sur le terrain extraparlémentaire. Nombre de travailleurs radicalisés dans la lutte ont pu, pour cette échéance électorale, se détourner du vote pour l'extrême gauche et voter PS. Pour un secteur critique, c'est plus un vote par défaut. L'extrême gauche n'étant pas assez forte pour contrecarrer la droite sur le plan électoral, les couches populaires ont utilisé la gauche comme une protection électorale contre la droite. Ainsi, ce mouvement confirme que le vote pour la gauche n'est pas un vote d'adhésion en faveur des directions du PS, des Verts, et du PCF, même si ce vote va aussi conforter celles-ci et relancer les mécanismes de type « gauche plurielle ». Les « retrouvailles » de l'entre-deux tours entre Hollande, Cohn-Bendit, Fabius, Strauss-Kahn, Lemaire, Buffet et Claire Villiers rappellent que PS, PCF, Verts vont gouverner ensemble toutes les régions où la gauche sera majoritaire, sous hégémonie PS.

3. « La stratégie d'alliance LO-LCR n'a-t-elle pas fonctionné ? » Dès le dimanche soir, au-delà d'une analyse sobre des résultats, la presse s'est déchaînée avec ce type d'affirmations. Effectivement la question qu'il faut d'abord se poser, avant d'examiner tel ou tel aspect de la campagne, est de répondre à cette question : fallait-il conclure une alliance avec LO pour ces élections régionales, oui ou non ?

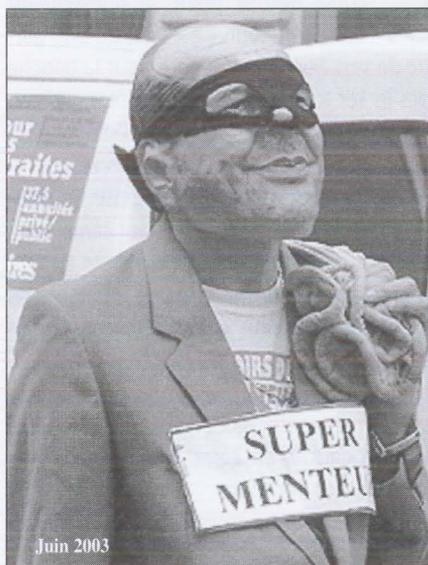
Après ces élections, notre réponse reste positive. Les considérants politiques de cet accord étaient corrects. Il s'agissait, à ces élections, de présenter une alternative anticapitaliste basée sur les revendications et mesures d'urgence susceptibles de rassembler le maximum de celles et ceux qui s'opposaient à la politique d'austérité du gouvernement Raffarin, tout en marquant leur différence avec la gauche ex-plurielle.

Une campagne de la Ligue seule nous aurait, peut-être, permis d'obtenir dans certaines régions de meilleurs résultats que LO ; mais nous aurions alors fait le choix d'une extrême gauche divisée, incapable de poser, même de manière partielle, le problème

d'une alternative politique. Et, dans ces conditions, l'addition des scores de listes divisées aurait peut-être dépassé les 5 %. Mais les uns et les autres auraient plafonné autour de... 2 %.

Nous aurions eu alors une extrême gauche divisée, avec des scores pour le coup en net recul... et une responsabilité des deux organisations dans cette division, la dynamique du vote utile jouant encore plus.

Les résultats électoraux sont moindres que ceux escomptés même si, dans ce scrutin difficile, la gauche révolutionnaire stabilise un électorat. Nous avons mobilisé 21 500 participants aux meetings communs avec des meetings impressionnants : notamment 3200 à la Mutualité, 1500 à Lille, Nantes, 1700 à Lyon, 1800 à Rennes. Nous avons organisé plus de 150 réunions publiques, dont la moitié avec LO, dans des dizaines de villes...



Nous avons visité plus d'une vingtaine d'entreprises : Euromoteurs (Caen) ; Exlever-Coventry Altadis (Nord) ; STM (Rennes, Tours et Marseille) Air littoral (Montpellier) ; BMA (chantiers de Saint-Nazaire) ; SKF ; DHL ; Maxi-Livres ; Mac'Do Virgin Mégastore (région parisienne) et participé à de nombreuses manifestations, dont le rassemblement de STM devant la Bourse où Olivier a pris la parole.

Mais cette campagne ne se résume pas à nos interventions centrales. Le stage des têtes de listes des 17 et 18 janvier a été une bonne préparation sur le contenu de notre campagne et un entraînement utile pour les passages devant les médias de nos têtes de liste. Ce qui a contribué à l'émergence de nouveaux et de nouvelles porte-parole, régionaux et départementaux, au cours de cette campagne, que ce soit dans les meetings départementaux, dans les réunions

locales ou dans les médias. Enfin, indiquons que si la parité électorale pour les têtes de listes régionales, nous avons rencontré plus de difficultés pour les têtes de sections départementales : si, au final, la parité n'a pas été totale, l'effort a été réel (26 hommes et 22 femmes). De même, la moyenne d'âge de tous les candidats LCR (41 ans) indique, là aussi, un effort soutenu pour un profil public plus jeune de la LCR. En regard de la composition sociologique de notre organisation, il faut mettre aussi à notre crédit la composition des listes LCR (51,28 % fonction publique au sens large et 48,72 % hors fonction publique).

La brochure de campagne et les autres thématiques, de même que *Rouge* avec les « dossiers arguments », ont été autant de supports efficaces dans cette campagne où, lors des meetings, nous avons enregistré beaucoup de demandes de contact.

Voilà les acquis de cette campagne, campagne militante, qui constituent un socle pour repartir dans de nouvelles batailles, sociales comme électorales, en commençant par les prochaines élections européennes.

Quelle était l'alternative ? Une alliance avec le PCF qui s'intègre directement ou indirectement dans le dispositif mis au point par le parti socialiste ?

Au congrès, nul n'a proposé autre chose : le débat portait sur les conditions de l'accord et non sur le fond et la nécessité de cet accord.

Même les plus réticents à un accord avec LO voyaient bien que l'alliance avec le PCF nous conduirait, par touches successives, à être assimilés aux coalitions de type union de la gauche dominées par le PS et son orientation libérale ou englobées dans celles-ci.

Aujourd'hui, sur la base des résultats électoraux qui montrent un recul de LO, on nous explique que l'alliance avec LO nous a pénalisés. « On était prêts à voter pour vous, LCR, mais votre alliance avec LO ne passe pas ». Cette réalité existe autour de nous. Mais cela fait l'impasse sur l'aspiration unitaire d'autres secteurs... et, surtout, sur les dégâts qu'aurait entraîné une concurrence LCR/LO et une dispersion des votes sur deux listes. D'ailleurs rappelons-nous que notre orientation unitaire à l'égard de LO a été payante, tant lors des municipales qu'à la présidentielle. On ne peut avoir un profil unitaire et, ensuite, refuser l'unité lorsque celle-ci est possible.

L'alliance avec LO nous aura permis d'apparaître comme une vraie force politique durant toute la campagne, au-delà même des espoirs déçus par les résultats.

Alors oui, l'alliance LCR-LO était la

France

réponse aux régionales, comme elle constitue la réponse pour les prochaines élections européennes, et le débat de bilan confirme, à cette étape, qu'il n'y avait pas d'alternative à cette politique.

4. Une fois clarifiée cette question, nous pouvons discuter du type de campagne qui a été menée. Ici et là, on reproche à notre campagne la centralité excessive de la question sociale. Rappelons que le débat politique des élections régionales a tourné essentiellement sur les questions sociales : emploi, pauvreté, logement, transports, école, sécurité... Thèmes que nous avons abordés lors des interventions dans les meetings, dans notre matériel de campagne, dans les émissions télé... Nous avons réagi, dans la presse comme dans les émissions télé, sur la crise politique autour de l'affaire Juppé, sur les événements de Madrid. Peut-être n'avons-nous pas été suffisamment réactifs sur des débats plus généraux, mais il n'était pas aussi évident de parler de l'atmondialisation, comme nous l'avions fait pendant la présidentielle. Les thèmes que nous avons développés correspondaient d'ailleurs aux principales préoccupations des électeurs, notées par les sondages : emploi, inégalités sociales, santé, sécurité.

Mais nous avons réussi dans cette campagne à imposer un débat sur trois questions décisives pour les luttes dans les entreprises : l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des bénéfices, la question des aides et des subventions au patronat, et la nécessité du contrôle des salariés et de la population sur la marche de l'économie.

Plus : les contacts entre Olivier Besancenot et les salariés de dizaines d'entreprises confrontées à des problèmes de restructuration ont changé certaines des relations de militants ou sections de la LCR avec des secteurs du salariat et pas seulement avec les équipes syndicales. Olivier a bien été identifié sur ces questions. Il a même été utilisé, comme Arlette ou comme les dirigeants du PC dans le temps, comme un point d'appui dans leurs luttes.

Au-delà de la question des licenciements, peut-être avons-nous manqué d'une revendication unifiante, permettant mieux à la masse des salariés de s'identifier à notre campagne ?

Le succès de notre campagne sur les licenciements et les subventions — succès que l'on constate lorsque l'on voit la manière dont certains responsables de la gauche plurielle reprennent cette revendication, en la subordonnant à des contreparties patronales — a eu un effet pervers dans les

débats télé. Ayant imposé cette question dans le débat, nous étions essentiellement interrogés sur ce point. Ce qui, dans certains cas, ne nous donnait pas suffisamment de temps pour développer d'autres questions.

Enfin, notre campagne a-t-elle été suffisamment « régionalisée » ? Il y a là un vrai problème qui était l'une des conséquences négatives de l'approche de LO sur « l'ouverture » et de sa crainte de s'engager sur des démarches qui sortaient du cadre national fixé par l'accord LO-LCR. Cela s'est senti, surtout dans les professions de foi, qui étaient centrées sur les questions nationales, LO refusant, en général, de développer les ajouts locaux et régionaux.

Il faudra faire, de manière plus détaillée, le bilan des campagnes régionales des sections de la LCR. Mais, en général, notre matériel local et régional a repris les démarches régionales.

5. Enfin, dernier point, la question du deuxième tour. Il est vrai, qu'une partie de nos électeurs ont voté pour la gauche dès le 1er tour, en arguant de notre position sur le deuxième tour. Cela a joué sur le vote d'une petite partie de notre électoral. Les listes PCF ont bénéficié de leur prise de position pour le vote à gauche au 2ème tour. Mais le vote PS comme les résultats du PCF répondent d'abord à la réalité des rapports de forces électoraux entre la gauche révolutionnaire et la gauche réformiste et social-libérale. Rien ne dit que ces rapports de forces auraient été modifiés par un appel à voter à gauche au 2ème tour. Le vote utile jouait dès le 1er tour.

Aussi, nous ne croyons pas que les électeurs aient « sanctionné » les listes LCR-LO sur cette question. Toutes les déclarations d'électeurs, qui avaient voté pour nous mais qui, cette fois, votaient pour le PS, ne manifestent pas pour autant une rupture avec la gauche révolutionnaire. De plus, soucieux d'une politique unitaire, nous n'avons jamais renvoyé dos à dos la droite et la gauche. Nous avons toujours fait la différence. Les déclarations du Bureau politique, des porte-parole de la Ligue comme d'Olivier Besancenot ont toujours fait cette différence entre la gauche et la droite.

Plus : dès le début de l'offensive du PS contre la Ligue, nous avons adressé des propositions d'unité d'action à l'ensemble de la gauche sociale et politique.

Mais nous n'avons pas donné de consignes de vote. Et nous avons eu raison.

La question des 10 % et du maintien au deuxième tour a pu nous faire apparaître comme triomphalistes. Mais rappelons aussi que la majorité de la Ligue ne souhaitait pas

en parler. Ce point nous a été imposé tant par la direction de LO que par la minorité de la Ligue.

Comme dans chaque mouvement de ce type, il y a une pression à voter à gauche pour se débarrasser de la droite. Il faut épouser ce mouvement tout en restant indépendants. Or, dans les conditions actuelles, appeler à voter à gauche aurait satisfait la majorité de l'électorat de gauche, aurait déçu une partie de notre électoral... mais nous aurait surtout désarmé dans les mois et années qui viennent, pour organiser la défiance et le combat contre des sommets de la gauche qui ne peuvent que gérer, une fois de plus, les affaires des classes dominantes, dans un cadre social-libéral.

De ce point de vue, les élections européennes seront là aussi une bonne occasion pour mesurer non seulement la stabilité (ou non) de notre électoral des régionales mais aussi notre capacité (ou non) à élargir cet électoral, lors de cette prochaine échéance.

« En effet, aux élections européennes, il n'y aura pas de deuxième tour, les électeurs ont l'occasion de voter vraiment pour leurs idées, l'argument du vote utile ne doit pas jouer. »

« Les élections européennes doivent être aussi le moyen de redonner de nouvelles forces à la gauche révolutionnaire... La droite a perdu les élections régionales ; la gauche a gagné ; mais c'est insuffisant. Pour continuer à rejeter la politique du gouvernement mais aussi pour ne pas laisser les mains libres à la gauche, il faut une extrême gauche forte ».

Ces arguments devront être utilisés pour arracher le maximum de voix pour les listes LCR-LO.

Enfin, dans le cadre des élections européennes, nous pourrions plus facilement combiner la question sociale aux questions internationales : celles de l'Europe, de l'environnement, des rapports Nord/Sud. De plus la convergence des politiques des partis de droite et des socialistes européens ne pourra être dissimulée.

Pour les prochaines élections européennes, rien n'est joué : nous pouvons rebondir, récupérer des électeurs, consolider et élargir le vote pour nos listes.

Cela dépendra aussi de notre campagne... ■

Une rencontre de la gauche radicale à Mumbai

Par
Pierre Rousset*

Une rencontre internationale de partis appartenant à la gauche radicale, anticapitaliste, s'est tenue le 20 janvier 2004, à Mumbai (Bombay), dans le quartier d'Andheri (en dehors, donc, de l'enceinte du Forum social

mondial). Ce fut un véritable succès, tant en ce qui concerne l'atmosphère très solidaire dans laquelle la réunion s'est déroulée, que l'événement politique représenté et le nombre d'organisations participantes : 48 venant de 25 Etats (5 autres partis concernés par cette initiative n'ayant finalement pas pu se rendre à Mumbai).



La réunion d'un forum social mondial offre toujours une occasion rare pour de nombreuses organisations de se rencontrer. C'est évidemment vrai pour les mouvements qui préparent ces forums. C'est aussi vrai pour ceux qui les soutiennent et qui suivent leurs activités, sans être pour autant co-organisateurs. Le FSM de Mumbai avait ceci de particulier qu'il se réunissait pour la première fois en Asie. Or, il en va des partis comme des associations, mouvements et syndicats : les rapports étaient beaucoup plus ténus entre les deux extrémités du continent eurasiatique qu'entre, par exemple, l'Europe et l'Amérique latine.

L'occasion offerte par la migration indienne du Forum social mondial était donc particulièrement précieuse. Dans cette perspective, 18 partis radicaux, anticapitalistes, d'Europe et d'Asie ont lancé, le 5 décembre 2003, une invitation à la rencontre de Mumbai. Il s'agissait en Asie-Pacifique de trois partis communistes marxiste-léninistes indiens (CPI-ML Libération, CPI-ML Drapeau rouge), de deux organisations pakistanaïses (Labour Party, LPP, et PKMP), du New Left Front (Sri Lanka), du DSP (Democratic Socialist Perspective) d'Australie, de deux mouvements sud-coréens (Pouvoir de la classe ouvrière et Tous ensemble) et de trois partis philippins : Le Parti marxiste-léniniste (MLPP, Philippines), le Parti des travailleurs (PMP) et le Parti révolutionnaire des travailleurs de Mindanao (RMP-M). L'invitation était signée en Europe par le Bloc de gauche (Portugal), la Gauche unitaire et alternative (Catalogne), la Ligue communiste révolutionnaire (France), le Parti socialiste écossais, le Parti socialiste des travailleurs (Grande-Bretagne) et SolidaritéS (Suisse).

Malgré la date tardive d'envoi de cette invitation, la réponse fut très positive. Bien que de façon très inégale, la participation s'est élargie à l'Amérique latine, avec trois composantes brésiliennes, dont Démocratie socialiste (DS, du PT), à l'Amérique du Nord avec les Etats-Unis (dont l'Organisation socialiste internationale,

* Pierre Rousset est militant de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section française de la IV^e Internationale).

Communiqué de la Rencontre internationale des partis radicaux

Une réunion internationale des partis politiques anticapitalistes radicaux s'est tenue le 20 janvier 2004 à Mumbai, en Inde, à l'invitation de 18 partis de l'Asie-Pacifique et de l'Europe. Le but premier de cette rencontre était d'aider les organisations de différents continents à prendre contact, de permettre un échange initial de vues sur ce que chacune d'entre elles attend d'un processus de coopération internationale, d'élargir et d'approfondir les liens existants, sans aucune tentative de les formaliser, et de commencer à débattre d'actions communes.

48 organisations se sont rencontrées à cette occasion, 5 autres partis ayant exprimé leur désir d'y participer n'ont finalement pas pu se rendre à Mumbai. Ainsi, au total, 53 organisations de quelque 25 États ont répondu positivement à cette initiative. La majorité des participants venaient de l'Asie-Pacifique et d'Europe, mais l'Afrique, les Amériques et le Moyen-Orient étaient aussi représentés. Les partis concernés ont des origines, des histoires et des forces différentes ; ils ne se connaissaient souvent pas avant la rencontre de Mumbai, qui s'est avérée être une occasion unique pour tisser des nouveaux liens entre organisations de continents différents et de tendances idéologiques diverses.

Les partis qui ont participé à la rencontre partagent une perspective anticapitaliste et anti-impérialiste et sont engagés dans les mobilisations de masse en cours contre la mondialisation militaire et libérale. Ils souhaitent dialoguer, affirmer leur solidarité mutuelle, agir ensemble à l'échelle internationale et contribuer ainsi à donner un nouveau contenu concret à l'internationalisme, au renforcement des luttes populaires dans le monde entier et à l'élaboration de véritables alternatives à l'ordre mondial impérialiste actuel.

Dans une atmosphère chaleureuse, la rencontre a permis un échange général de points de vue sur

de nombreux aspects des luttes actuelles : contre le militarisme et la guerre, pour les droits de la classe ouvrière et des opprimé(e)s, pour la libération nationale, l'égalité des genres et l'accès égal à la santé, sur l'environnement, pour ne nommer que quelques-uns des sujets abordés. Un sentiment commun a émergé de cet échange : l'impérialisme, dans toutes ses manifestations et à tous les niveaux, doit être combattu, défié et renversé.

La rencontre de Mumbai des partis radicaux a donné un appui total à l'appel, lancé par les mouvements anti-guerre des États-Unis et par la coordination qui s'est réunie à l'occasion du Forum social mondial, pour une journée mondiale de mobilisation le 20 mars 2004. Toutes les organisations feront de leur mieux pour assurer le succès de cette initiative pour la paix et contre l'occupation de l'Irak, en solidarité avec les Palestiniens et les autres peuples qui font face à l'occupation et à l'intervention militaire.

Un comité de « facilitateurs » a été choisi pour coordonner et poursuivre le processus qui a été commencé à cette réunion. Ces derniers proviennent actuellement d'Australie, du Brésil, de France, de Grande-Bretagne, d'Inde, d'Italie et des États-Unis.

Une deuxième rencontre des partis radicaux aura lieu dans un an à Porto-Alegre, au Brésil. Elle sera préparée par des échanges politiques, grâce à une liste e-mail, et, au cours des mois à venir, à l'occasion des rassemblements internationaux auxquels nos organisations participeront. Les discussions préparatoires se concentreront, entre autres, sur deux questions-clés :

- Nos responsabilités communes en ce qui concerne le développement mondial des mouvements contre la mondialisation militaire et capitaliste ;
- Comment la coopération internationale entre les partis radicaux peut prendre forme aujourd'hui, d'une manière différente du passé.

La rencontre internationale des partis radicaux est ouverte aux nouvelles organisations qui n'ont pas pu être intégrées au processus avant la réunion de Mumbai. ■

ISO, et Solidarité), le Canada et Québec (notamment l'Union des Forces progressistes du Québec) ; et au continent africain, avec l'Afrique du Sud et, pour le Niger, l'Organisation révolutionnaire pour la Démocratie nouvelle (ORDN). Notons encore, pour l'Europe et l'Asie, la présence de Refondation communiste (Italie), des Alternatifs (France), d'Akbayan! et d'autres mouvements philippins, du PRD indonésien et d'organisations venues de l'État espagnol, du Japon, d'Égypte...

Les organisations présentes différaient considérablement par le nombre de leurs membres et leur implantation sociale. Des pays et mouvements importants manquaient encore à l'appel. Mais la rencontre n'en était pas moins représentative de ce qu'est à l'heure actuelle la gauche anticapitaliste et révolutionnaire, de ce que sont les partis radicaux. Les origines idéologiques étaient multiples : divers courants maoïstes, trotskistes, et de nombreuses composantes qui ne sauraient être classées en « isme » (un mode de classement,

d'ailleurs, dont la pertinence est aujourd'hui plus encore qu'hier très douteuse).

Si la rencontre a été un succès, c'est qu'elle répondait à un besoin, une aspiration. L'absence d'un cadre de collaboration internationale entre partis anticapitalistes se fait particulièrement ressentir aujourd'hui, à l'heure de la mondialisation impérialiste, tant économique que militaire. Le sentiment d'urgence est toujours plus pressant. Depuis pas mal d'années déjà, la plupart des organisations concernées ont rompu avec les pires traditions sectaires qui prévalaient dans les années 1970. Des rapports de solidarité mutuelle se sont affirmés, par delà les différences de références historiques et programmatiques. Des réseaux régionaux se sont constitués comme la Conférence de la Gauche anticapitaliste européenne (GACE) et la Conférence internationale de solidarité Asia-Pacifique (APISC, initiée à Sydney). La montée en force des mouvements contre la mondialisation a créé un nouvel espace militant, très large et d'emblée international. Grâce à cela, et c'est essentiel, il devient

possible d'agir ensemble, pour aider au succès des mobilisations, et plus seulement d'échanger expériences et analyses. Face aux développements majeurs en cours, la responsabilité des partis radicaux est ainsi engagée politiquement et pratiquement.

Ce double sentiment de possibilités et de responsabilités nouvelles a dominé la rencontre de Mumbai. Un premier pas a été franchi pour reconstituer un cadre international de collaboration entre partis radicaux. Un pas initial, sans plus et sans que rien ne soit formalisé. Il était en effet clair, pour les organisations participantes, qu'il faudrait du temps pour consolider un tel processus. Bon nombre des partis présents ne se connaissaient même pas, ou si peu, avant de se retrouver à Mumbai ! Et tous réfléchissent à ce que pourrait être, demain, ce cadre international de collaboration : en quoi devrait-il différer des expériences passées d'Internationales ? Les questions sont évidemment plus nombreuses que les réponses en ce domaine. Mais une impulsion a été donnée. Le processus peut mûrir. ■

Lectures

La libération inconnue, à chacun sa résistance

de Maurice Rajsfus

La période de la Libération a été « idéalisée » et trop souvent l'arrivée des Alliés a été présentée comme le couronnement d'une insurrection généralisée se réclamant unanimement de la figure emblématique du général de Gaulle. La police parisienne aurait été exemplaire dans son passage à l'insurrection contre les occupants et le régime de Vichy. Quant aux maquisards, ils auraient tous été gaullistes et auraient été régulièrement fournis en armes par les services de la France libre. Ne parlons pas du « Parti des 75 000 fusillés », le PCF, qui aurait toujours mené une lutte héroïque contre l'occupant et ses valets. La population française, en ce qui la concerne, aurait été unanime contre le régime du maréchal Pétain.

Le livre que vient de publier Maurice Rajsfus, « *La libération inconnue, à chacun sa résistance* », remet bien les choses au point et doit absolument être lu, notamment par la jeune génération. C'est après avoir pris connaissance de tout ce qui a été écrit sur le sujet qu'il a rédigé son texte, en citant régulièrement ses sources.

Nous ne parlerons que de quelques

uns des pieux mensonges auxquels l'auteur tord le cou.

Prenons par exemple le comportement du PCF. Après la signature du Pacte germano-soviétique le 23 août 1939 il convient de ne plus stigmatiser l'occupant mais seulement le régime de Vichy qui continue à arrêter les militants du parti. Les dirigeants du PCF et *l'Humanité* clandestine ne mentionnent plus les nazis (cf. le fameux Appel au Peuple de France du 10 juillet 1940, signé par Thorez et Duclos). Il y a cependant quelques exceptions locales : c'est ainsi que Charles Tillon, membre du Comité central, alors à Bordeaux, rédige un tract violemment antinazi qu'on pourrait dénommer « *L'Appel du 17 juin* »... D'autre part, lors de la fameuse grève des mineurs de mai 1941, *l'Humanité* clandestine datée du 20 juin salue cette « *lutte revendicative* » mais précise que « *ce n'est pas dans la victoire d'un impérialisme sur un autre que réside notre salut commun* ». Écrit deux jours plus tard elle se serait exprimée différemment...

En effet, après l'invasion de l'URSS le 22 juin 1941 le PCF vire sa cuti, redevient violemment antinazi et prépare la lutte armée. D'après le colonel communiste Rol Tanguy ce n'est qu'au début de 1942 que le PCF l'organise en créant les Francs-Tireurs et Partisans (FTP) essentiellement avec des militants juifs ou étrangers membres de la MOI (Main-d'Œuvre Immigrée, structure créée au début des années 1930 pour intégrer les militants étrangers à la classe ouvrière française).

Rajsfus va longuement insister sur la méfiance qu'inspire la résistance communiste (les FTP) à de Gaulle et à ses hommes. En fait, le général surestime la nature véritablement « *communiste* » du PCF et craint qu'à l'occasion de la Libération, contrôlant nombre de maquis et de résistants urbains, il ne parvienne à prendre le pouvoir. C'est pourqu岸, grâce au BCRA (Bureau Central Renseignement et Action) lié à l'Intelligence Service, il va s'efforcer de contrôler les maquis en les faisant installer le plus loin possible des centres urbains et en ne parachutant des armes qu'aux combattants non suspects. Pour le général la Résistance, animée en grande partie par les FTP, est un véritable camp rival qui s'opposera à lui quand après la victoire il voudra mettre en place son pouvoir. On peut citer comme exemples de la stratégie gaulliste les énormes « *maquis mobilisateurs* » comme ceux du plateau des Glières ou du Vercors dont l'objectif était d'éloigner les résistants des zones urbaines et qui furent écrasés par l'armée allemande.

Si dès le début les autorités gaullistes se sont méfiées de la Résistance intérieure, elles ont tout fait, après la Libération, pour rendre son honneur à la Police dont la présence est indispensable à la survie d'un État fort : alors que l'immense majorité des policiers avait servi Vichy sans états d'âme, arrêtant régulièrement juifs et résistants, dès le 12 novembre 1944 « *les quelque 20 000 fonctionnaires de la préfecture de police de Paris ont été décorés, collectivement,*

de la Fourragère rouge, pour leur action héroïque, par le général de Gaulle ».

En effet, voyant les armées alliées se rapprocher de Paris, les flics avaient jugé qu'il était temps de retourner leur veste : ils s'étaient mis en grève le 15 août 1944 et avaient participé à l'insurrection parisienne...

L'auteur fait d'ailleurs remarquer que l'attitude de la police ne faisait que refléter celle d'une bonne partie de la population qui ne deviendra « *résistante* » qu'à la fin : « *la grande majorité de la population filait doux, se contentant de subsister* ».

Alors que beaucoup de ceux qui avaient pris les armes espéraient qu'après le départ des nazis on pourrait mettre en place un pouvoir populaire, une société plus juste, de Gaulle et le PCF se retrouvent pour les calmer : le général en tant que représentant officiel du pouvoir bourgeois, le PCF en tant que représentant non officiel du pouvoir soviétique qui avait signé en 1943 avec les Alliés les accords de Téhéran partageant l'Europe en deux. Comme devait le proclamer Maurice Thorez devant le Comité Central du PCF le 21 janvier 1945 (après son retour de Moscou...) : « *Nous qui sommes des communistes, nous ne formulons pas présentement des exigences de caractère socialiste et communiste. Nous disons cela au risque d'apparaître tièdes aux yeux de ceux qui ont constamment à la bouche le mot de Révolution* ».

On ne saurait mieux dire !

Jean-Michel Krivine

* Maurice Rajsfus, « *La libération inconnue, à chacun sa résistance* », Le cherche midi, avril 2004, 19 euros.

Rien n'était joué d'avance !

Éléments de réflexion sur le processus indien du FSM

Par
Pierre Rousset*

Toutes celles et tous ceux d'entre nous qui ont eu la chance de pouvoir se rendre au quatrième Forum social mondial ont été frappés par l'ampleur et par le caractère très populaire de la participation. « *Normal. C'est l'Inde...* », murmurent certains, comme si l'évocation de l'immensité et des multitudes de ce pays-continent suffisait à tout expliquer. Or, pour organiser le Forum de Mumbai (ou Bombay), il a fallu surmonter des obstacles nombreux et redoutables. Rien n'était joué d'avance.

On ne peut évidemment tenter d'analyser ce processus indien sans évoquer... l'Inde dans certains de ses traits les plus complexes. Selon un dicton bien connu, seuls ceux qui ont séjourné soit deux jours, soit vingt ans dans un pays peuvent prétendre en être experts. Je ne serai donc jamais expert ès-Inde. Comment, dans ces conditions, introduire une question comme celle des castes sans sombrer dans de trompeurs lieux communs ? Il ne s'agit pas ici d'un avertissement formel. L'Inde n'est pas simple à comprendre. Rien ne saurait remplacer les analyses (diverses) que les protagonistes indiens du FSM sont à même de présenter.

Quelques chiffres

Plus de 70 000 personnes se sont inscrites au forum de Mumbai, chiffre auquel il faut ajouter 40 000 entrées journalières supplémentaires, les 4 000 participants au camp jeunes, les très nombreux volontaires et les habitants de l'agglomération qui ont participé aux activités ouvertes. Plus de 130 000 personnes auraient ainsi pris part au FSM. Parmi les délégués enregistrés, 60 000 étaient indiens et 14 000 étrangers venant de 117 pays. Plus de 1 600 organisations étaient représentées, venant pour moitié d'Inde. 1 200 événements ont eu lieu dans le cadre du FSM de Mumbai (sans compter les multiples activités de rue).

Quelques semaines avant la tenue du forum, les organisateurs évaluaient encore la



participation à 75 000. Les chiffres n'ont cessé d'augmenter à l'approche de l'événement, les délégations provenant des divers États de l'Inde s'annonçant nettement plus nombreuses que prévues. C'est un signe qui ne trompe pas : une véritable dynamique était engagée.

Un pari rationnel

Quitter Porto Alegre et choisir l'Inde, c'était faire un saut dans l'inconnu. Un saut indispensable, mais sans filet de sécurité. Pour la première fois un forum de grande ampleur allait être organisé dans un pays où il était impossible de réunir les appuis financiers et institutionnels dont le mouvement avait bénéficié au Rio Grande do Sul (dans le sud brésilien), à Florence (Italie) ou à Paris-Saint Denis (France). Deux décisions de principe avaient été prises en janvier 2002 :

- amorcer la migration du FSM hors de Porto Alegre pour permettre au processus du forum social d'acquiescer véritablement sa dimension mondiale ;
- pressentir l'Inde comme première terre d'accueil d'un mouvement adolescent qui se libérait soudain de la tutelle paternelle.

Le pari indien était rationnel. Certaines conditions sont nécessaires pour qu'un forum social, au sens où nous l'entendons ici, prenne forme : une « *société civile* » vivante ; des mouvements sociaux variés et

dynamiques ; une capacité d'indépendance politique ; des traditions unitaires. L'Inde possède tout cela. Mais la plupart des organisations indiennes concernées n'ont appris qu'après coup la décision de principe prise par le Conseil international du FSM.

À Hyderabad, déjà

On touche ici à l'un des premiers obstacles qu'il a fallu surmonter. Rares étaient les Indiens qui avaient pu se rendre à Porto Alegre ou participer aux organismes du FSM. La grande majorité des militants n'avaient

* Pierre Rousset, impliqué dans les Forums sociaux, a suivi à ce titre la préparation du FSM de Mumbai et s'est rendu, pour ce faire, en Inde à six reprises entre le Forum social régional d'Hyderabad en janvier 2003 et celui de Mumbai en janvier 2004. Il est militant de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section française de la IV^e Internationale). Nous publions ci-dessous une version condensée d'un rapport qu'il a préparé sur le Forum social mondial réuni à Mumbai (Inde). Le FSM est l'objet de nombreux débats au sein de l'extrême gauche indienne. Mais ce rapport ne s'attache pas directement à ces discussions. Il s'adresse avant tout aux militants non-indiens et cherche à comparer Mumbai aux précédents forums sociaux de Porto Alegre et d'Europe. Si vous voulez recevoir le rapport dans son

Forum social mondial de Mumbai

qu'une très vague notion de ce que pouvait être un forum social. Ce n'était que dans leurs terres d'origine (le Brésil et une partie de l'Amérique latine ; l'Europe, surtout du Sud au début) que les forums sociaux étaient devenus une composante reconnue de la vie politique, une référence commune massivement partagée par de nombreux mouvements. Conséquence du coût prohibitif des voyages, dans nombre de pays, notamment asiatiques, seule une mince couche de militants avait pu intégrer l'expérience des forums sociaux.

Le problème était aggravé, en Inde, d'une sorte d'ignorance réciproque. L'activité internationale des mouvements indiens est avant tout orientée vers leur propre sous-continent, l'Asie du Sud, avec, en arrière-plan, le jeu régional des puissances : Washington, Pékin, Moscou... En Europe, rares sont les réseaux qui ont tissé des liens durables avec l'Inde. L'Asie constitue le parent pauvre de la solidarité européenne.

Contradictions au sein du peuple des Forums

Le succès d'Hyderabad était d'autant plus significatif que les convergences unitaires n'avaient rien d'évident. L'acuité des antagonismes entre mouvements de types différents constituait en effet un second obstacle de taille à surmonter. En voici deux exemples.

La question des ONG

Les rapports entre organisations non-gouvernementales (ONG) et organisations « populaires » (enracinées socialement) font souvent problème, en particulier dans le tiers-monde. Les secondes jugeant que les premières utilisent leur contrôle des flux financiers de la solidarité pour occuper une place politique bien supérieure à leur capacité propre de recrutement, à leur représentativité sociale. Autre reproche souvent exprimé : certains réseaux internationaux d'ONG tendent à remplacer, et non pas aider, les organisations locales, et affaiblissent ainsi la « société civile » nationale au nom de la « société civile » mondiale.

Bien entendu, toutes les ONG n'ont pas la même orientation. Mais en Inde, le clivage est particulièrement marqué entre les ONG qui reçoivent des financements « extérieurs », et les mouvements qui le refusent explicitement, jusque dans leurs professions de foi, considérant que c'est une garantie essentielle de leur indépendance. Cette question occupe une importante place politique. Elle est par exemple souvent abordée dans les dépliants qui présentent une orga-

Les organisations indiennes n'ont eu que fort peu de temps pour assimiler une réalité très particulière : l'expérience internationale des forums sociaux et la nature de leur démarche « inclusive ». Or, les traditions unitaires indiennes ne répondaient que partiellement à ce qui assure la dynamique spécifique d'un forum social. L'unité était surtout pratiquée entre organisations de même type : entre centrales syndicales, entre « mouvements populaires » de références gandhiennes, entre ONG, entre partis de gauche... Le FSM devait inclure un large éventail d'organisations de types très divers qui, bien souvent, ne collaboraient pas auparavant les unes avec les autres.

Un premier Forum social asiatique, régional, s'était tenu à Hyderabad (capitale de l'Andhra Pradesh) en janvier 2003. Cette « répétition générale » devait permettre de vérifier la possibilité d'organiser le FSM en Inde. Le test fut positif.

Un réseau militant peut aussi exclure de ses rangs toute association qui aurait des liens avec le « communalisme » (signifiant ici le sectarisme religieux) et qui recevrait des financements « étrangers ».

Un autre clivage prend une dimension propre à l'Inde, celui qui oppose les « mouvements populaires » aux « organisations de masse traditionnelles ».

« Organisations de masse traditionnelles »

Les « organisations de masse traditionnelles » sont liées aux partis politiques. Le lien entre syndicats et partis, par exemple, est très variable suivant les périodes et les pays. En France, avec la Charte d'Amiens, l'indépendance syndicale est affaire de principe (même quand, dans la réalité, la direction exercée par des partis est évidente). En Allemagne ou en Grande-Bretagne, il y a un lien organique reconnu entre syndicats et partis sociaux-démocrates — au point que le Trade Union Congress finance le Labour Party.

En Inde (et plus généralement en Asie du Sud), le lien entre partis et mouvements de masse est particulièrement prononcé. Tous les partis ont leur centrale syndicale, y compris le Parti du Congrès (principal parti bourgeois) ou le BJP (extrême droite hindouiste). Chaque parti est entouré de l'éventail de ses organisations de masse. C'est considéré normal au point que toutes les fonctions occupées par une personne sont indiquées sur

une carte de visite unique. Quand on explique à des amis syndicalistes indiens que, s'ils viennent en France, il vaudrait mieux avoir deux cartes de visite différentes, l'une syndicale, l'autre partidair, beaucoup ont du mal à comprendre. Ne pas indiquer son appartenance politique apparaît suspect : cela doit cacher quelque chose.

Les organisations de masse traditionnelles ne sont pas pour autant nécessairement de simples « courroies de transmission » aux mains d'un bureau politique. Dès qu'elles acquièrent un enracinement social réel, un rapport beaucoup plus dialectique s'établit entre les mouvements appartenant à un même courant. Certains d'entre eux ont une envergure suffisante pour transcender, partiellement au moins, leur affiliation politique. Mais plus qu'ailleurs, l'unité doit se réaliser entre organisations (par exemple entre diverses fédérations syndicales), et non au sein d'un même mouvement.

Il n'y a pas de « secteurs "réservés" » aux organisations de masse traditionnelles. Il existe par exemple de nombreux syndicats indépendants, aux orientations diverses, à l'échelle des agglomérations ou dans un secteur industriel spécifique. Un certain nombre d'entre eux se coordonnent au sein d'une sorte de plate-forme nationale des « syndicats démocratiques et indépendants de gauche », la NITU (New Trade Union Initiative). Mais la plupart des mouvements qui peuvent se prévaloir du titre de « All India » (effectivement implantés dans trois États ou plus) et d'une surface sociale large appartiennent à cette catégorie : fédérations syndicales, associations femmes, organisations de paysans pauvres...

« Mouvements populaires »

Un ensemble de « mouvements sociaux » et de « mouvements populaires » se sont constitués plus récemment. Ils ont pour caractéristique commune de ne pas être liés à des partis politiques et se sont, de ce fait, souvent retrouvés en opposition aux organisations de masse traditionnelles. Il ne faut pas considérer qu'ils sont nécessairement plus (ou moins) radicaux que ces dernières. Leur développement répond souvent à des bouleversements provoqués par l'évolution contemporaine du capitalisme en Inde, comme la construction des grands barrages, l'accélération de la déforestation ou la formation d'un marché agricole. Ces mouvements sont parfois, en bloc, qualifiés de « nouveaux » (un adjectif positif), par opposition à « l'ancien », terme prenant alors une connotation négative (« passéiste ») et renvoyant aux gauches communistes.

Il est pourtant bien difficile de placer tous ces « nouveaux » mouvements dans une même catégorie. La nature de leur base sociale varie considérablement. La résistance à la déforestation est généralement le fait de tribus aborigènes, les adivasis, dont c'est l'habitat vital. De même, la lutte contre les grands barrages concerne très directement les communautés villageoises et tribales condamnées à la déportation. On parle ici de populations particulièrement opprimées et exploitées. En revanche, les mouvements paysans indépendants sont souvent constitués par de nouvelles couches de paysans moyens et riches nées du développement capitaliste dans l'agriculture.

Environ 150 organisations se sont regroupées au sein de l'Alliance nationale des mouvements populaires : la NAPM. C'est, notamment, le cas de la Narmada Bachao Andolan (NBA), la plus connue d'entre elles sur le plan international pour son combat contre la construction d'une série de barrages géants. Mais ce n'est pas le cas de toutes. Le KRRS notamment, une organisation paysanne indépendante surtout implantée dans l'État du Karnataka, n'est pas membre de la NAPM (le KRRS est la section indienne de Via Campesina et a mené des actions en Europe contre les Organismes génétiquement modifiés (OGM), de concert avec la Confédération paysanne). La NAPM assure une coordination lâche entre des organisations fort diverses. Elle se fonde sur un rejet radical de la mondialisation, du communalisme et du castéisme (1) et prône le recours à des méthodes de lutte non-violente pour des alternatives. On trouve, au sein des ces mouvements, des courants politiques aux références gandhiennes : socialo-gandhiens, anarcho-gandhiens, marxisto-gandhiens, anciens maoïstes aujourd'hui gandhiens... Particularité importante, ces courants ne se constituent pas en partis.

Deux composantes

À chaque fois que de nouveaux types de mouvements sont nés, cela a posé d'importants problèmes dans les rapports avec les organisations traditionnelles. La question n'est pas propre à l'Inde. Mais ici, ces tensions ont pris une dimension particulièrement aiguë. Certains « mouvements populaires » ont introduit la critique socio-écologique du modèle capitaliste de développement alors que la gauche communiste était de tradition « scientifique ». Les rapports mouvants entre identités de caste, de classe, de communauté sont particulièrement complexes et les partis de gauche craignent qu'une dilution des références de classe

n'efface l'horizon stratégique des luttes et ne les fragmente ; alors que les mouvements populaires craignent que le contrôle par les partis des organisations de masse ne les dévitalise, ne les instrumentalise. Il ne s'agit pas ici de juger, mais de prendre en compte une réalité, produit d'une histoire singulière. Le propre d'un processus de forum social, au sens où nous l'entendons, est d'inclure un éventail représentatif des forces sociales et démocratiques du pays. Ce qui doit, entre



autres, inclure en Inde à la fois organisations de masse traditionnelles et mouvements populaires. L'un ne remplace pas l'autre.

Reprenons l'exemple des « nouveaux mouvements paysans » reflétant l'émergence récente d'une couche de paysans moyens et riches qui cultivent la terre (à la différence des propriétaires fonciers d'antan). Ils peuvent occuper des positions dominantes dans le village mais sont confrontés, via le marché mondial, à la concurrence inégalitaire de l'agro-industrie et aux effets de la mondialisation libérale. Sur des questions comme les OGM, le prix des intrants, l'Organisation mondiale du commerce (OMC), certains se retrouvent facilement dans un combat international commun avec, par exemple, la Confédération paysanne en France. Mais, ils n'organisent pas et ne représentent pas pour autant les paysans pauvres et les sans-terre (qu'ils peuvent d'ailleurs eux-mêmes employer). Ces secteurs les plus exploités restent pour l'essentiel organisés par les associations et syndicats liés aux partis.

Vocabulaire politique

Ce n'est, à ma connaissance, qu'à l'occasion de la préparation du FSM de Mumbai que s'est posée, à l'échelle fédérale et sur un projet si ambitieux, la question des convergences entre ONG, organisations de masse

traditionnelles et mouvements populaires. Ce que semble bien confirmer le vocabulaire politique utilisé en Inde, marqué par des oppositions franches de termes.

En Europe aussi, la notion de « société civile » a pu être opposée à une analyse de classe des polarités sociales. Comme le « neuf » a pu être opposé au « passé », incarné par le marxisme. Mais l'usage du vocabulaire politique a évolué, notamment pour répondre aux exigences unitaires (et à

l'entrée en lutte de nouvelles générations qui n'ont plus les mêmes références historiques que celles des années 1960-1970). Dans l'usage courant, les termes de mouvement social ou mouvements sociaux sont devenus de plus en plus inclusifs. Quand il s'agit d'introduire un débat de fond, les mots redeviennent des concepts. Mais dans la vie politique quotidienne, nous les utilisons volontairement dans un sens large, aux frontières indéfinies. Ni sur le plan théorique (il y a quelques dizaines d'années de débats marxistes sur la « société civile ») ni sur le plan politique, il n'existe de lexique militant commun à l'échelle internationale. L'une des premières conditions de la mondialisation de nos liens solidaires, c'est d'apprendre à comprendre comment parle l'autre.

L'évolution internationale désynchronisée du vocabulaire politique n'a pas manqué de provoquer quelques malentendus en Inde. Si nous disions « Vive les mouvements sociaux », certains camarades indiens entendaient « Vive les nouveaux mouvements sociaux » ou « Vive les mouvements populaires » donc... « À bas les références de classe, À bas les partis (révolutionnaires) ». Certes, cet exemple est légèrement caricatural, mais néanmoins bien réel : il a fallu changer le nom de l'Assemblée des mouve-

1. Voir en p. 38 le sens donné à ces mots.

Forum social mondial de Mumbai

ments sociaux, qui se réunit à l'occasion des forums. Elle est ainsi devenue, pour l'occasion, l'Assemblée des militants, ce qui n'a rien changé à sa réalité.

On verra, dans la suite de ce rapport, apparaître d'autres composantes du processus, d'autres lignes de clivage aussi. Mais on

perçoit déjà que bien des méfiances réciproques ont dû être surmontées pour qu'opèrent les convergences sans lesquelles le FSM de Mumbai n'aurait pu connaître le succès qui fut le sien. La situation politique en Inde a, dans une certaine mesure au moins, poussé les mouvements à l'unité.

Marché mondial et montée du BJP

L'Inde, relativement protégée du marché mondial, encaisse plus tardivement que beaucoup d'autres pays les coups de boutoir de la mondialisation libérale. Mais ce sont les fondements mêmes du cadre politico-social issu de l'indépendance (1946) qui sont aujourd'hui progressivement désintégrés. L'implosion de l'URSS a eu de profondes conséquences sur le système d'alliances internationales. L'État joue de moins en moins le rôle qui fut le sien dans le développement économique. Le Parti du Congrès, longtemps hégémonique, a dilapidé et épuisé son dynamisme initial. Les acquis sociaux sont remis en cause, les inégalités sociales et régionales se creusent à nouveau. Les effets de la mondialisation capitaliste libérale se sont donc fait sentir en Inde relativement tard et insidieusement. Mais ils contribuent (avec d'autres facteurs) à alimenter une crise plus générale, plus structurelle encore, que dans des pays qui étaient auparavant organiquement intégrés au marché mondial. Or, ce sont des forces religieuses d'extrême droite qui ont su profiter du désarroi social.

Le fondamentalisme hindouiste

Le Bharatya Janata Party (BJP, Parti indien du peuple) dirige le gouvernement fédéral depuis 1998. Il joue sur plusieurs niveaux de langage et cherche à présenter un visage « responsable ». Mais il est le front politique du fascisant Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS, Association des volontaires nationaux) et de la Vishva Hindu Parishad (Association hindoue universelle). Ils structurent, avec des milices et tout un éventail d'organisations de masse, un vaste mouvement hindouiste fondamentaliste qui se réclame de l'hindutva, « l'hindouité ». Pour assurer leur emprise, ils transforment en boucs émissaires la minorité musulmane (et parfois aussi chrétienne). Ils mettent en cause le caractère séculier (neutralité face aux religions) de l'État indien.

Les mouvements progressistes doivent donc faire face à des attaques convergentes : la contre-réforme libérale et la montée en puissance d'un hindouisme fondamentaliste d'extrême droite. C'est le troisième obstacle que je voulais mention-

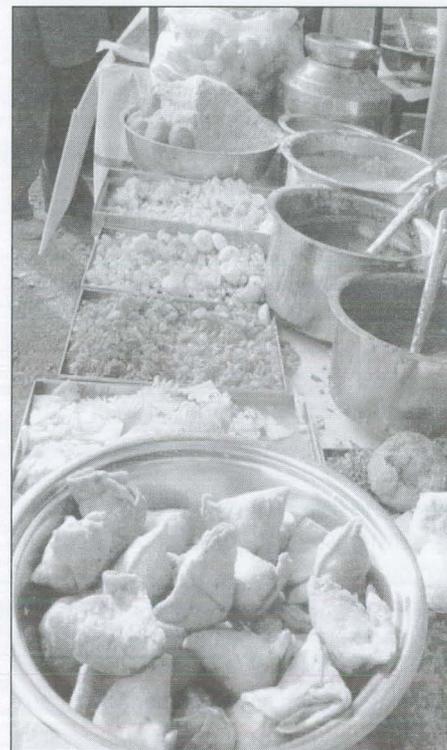
ner. Ce fut aussi l'un des principaux arguments de celles et ceux qui voulaient engager une large dynamique unitaire à l'occasion du FSM, sans s'arrêter aux clivages habituels entre ONG et mouvements, entre mouvements populaires et organisations de masse traditionnelles : il serait irresponsable, expliquaient-ils, de ne pas rassembler les forces alors même qu'un mouvement fascinant a été porté à la tête du pays !

La situation politique indienne est donc mauvaise. Pourtant, l'ambiance, au sein du forum de Mumbai, n'était pas pour autant défaitiste, bien au contraire. On touche ici à l'un des aspects les plus frappants du processus en cours, qui ne concerne pas seulement l'Inde.

Conjonctures et période

Chaque forum social se tient dans une conjoncture particulière. Le premier Forum social européen de Florence, en novembre 2002, s'est réuni dans une situation « porteuse », en réaction à l'arrivée au pouvoir de Berlusconi et à la politique de guerre impulsée par Bush ; cela explique pour une bonne part l'importance de la manifestation « *du million* » qui a conclu le forum. La situation en France, un an plus tard, lors du second FSE de Paris / Saint-Denis, était plutôt caractérisée par un « *creux de mobilisation sociale* », après d'importants mouvements de grève et des luttes dures qui n'avaient pu faire céder le gouvernement. Mais, si la manifestation parisienne a été beaucoup moins ample que celle de Florence (tout en restant significative : 100 000 participants), les deux forums étaient comparables numériquement (environ 50 000) et partageaient le même esprit dynamique et offensif.

Tous les forums sociaux auxquels j'ai participé sont caractérisés par un état d'esprit joyeux et offensif. Or, ils se tiennent la plupart du temps dans des situations difficiles : poursuite des politiques libérales, nouvelles dynamiques de guerre, victoires électorales des droites, montée des intégrismes... Le constat était particulièrement évident lors du deuxième FSM de Porto Alegre (l'Amérique latine après le 11 septembre 2001) et des deux premiers FSE en Italie (après la victoire



de Berlusconi) puis en France (après l'élection d'une Assemblée nationale particulièrement réactionnaire). C'est encore le cas en Inde (victoires électorales du BJP).

Certes, profitant des divisions entre puissances économiques (ainsi que des tensions entre bourgeoisies impérialistes et élites bourgeoises du tiers-monde), le mouvement altermondialiste a contribué à enrayer certaines offensives libérales (de l'Accord multilatéral sur l'investissement négocié au sein de l'OCDE jusqu'à la conférence de Cancun de l'OMC). Cela représente de très réels succès, concrets et politiquement fort significatifs. Des succès remarquables, même : nous n'avions rien connu de tel depuis de longues années. Pour autant, ni les forums ni les multiples mobilisations n'ont permis d'inverser les rapports de forces, de mettre un terme aux mesures antipopulaires et répressives qui accompagnent la mondialisation capitaliste. La période reste en ce sens défensive.

Foyers défensifs, esprit offensif

Face à la violence d'attaques lancées tous azimuts au nom de la marchandisation du monde, le vaste mouvement que ponctuent les forums s'affirme d'abord comme le lieu de convergence de multiples résistances, un foyer défensif (« *Le monde n'est pas une marchandise* »). Mais il y a plus. La mondialisation capitaliste exige la mise en œuvre d'un nouveau mode de domination, différent des modes (variés) de domination qui ont prévalu dans la majorité des pays durant la période précédente. Or, la bourgeoisie

internationale s'est révélée incapable de le stabiliser en lui assurant une légitimité idéologique, sociale ou démocratique. Dans ces conditions, le rejet de l'ordre libéral prend une dimension alternative et non plus seulement défensive : « *Un autre monde est possible* ». Des éléments de contre-offensive s'opposent à l'offensive généralisée menée par les possédants.

Les forums ne sont que l'une des expressions du mouvement global contre la mondialisation capitaliste, libérale et militaire. Ils remplissent, en son sein, une fonction spécifique. Ils donnent l'occasion d'être « *entre soi* », de se retrouver et de faire le point. Ils

ne sont pas pour autant coupés de l'action. Ils offrent en effet l'espace et le temps nécessaires pour collectiviser expérience et réflexion, pour faire naître un consensus sur un calendrier commun de mobilisations. Pour donner progressivement forme à une culture commune de l'alternative. Ils constituent un foyer de convergences de multiples résistances et donnent corps à la volonté de contre-offensive. Quand ils sont réussis, les forums donnent pour image celle du « *peuple rassemblé* ». Et Mumbai fut le plus populaire de tous, tant dans sa composition que dans son expression.

d'usine, un vaste espace découvert, l'ombre fort appréciable de nombreux arbres et des allées verdoyantes : une architecture prolétarienne environnée d'une touche de nature ! Ce site permettait d'organiser les activités en un lieu unique, ce qui est très important pour faire vivre cet « *entre soi* » qui est l'une des marques de fabrique des forums. Beaucoup plus que le campus de l'université catholique de Porto Alegre, il a pu devenir populaire. Les délégations militantes ont pris possession de ses allées. Les cafétérias universitaires anonymes ont été remplacées par une multitude de petits stands offrant des plats régionaux bon marché — et, décision symbolique particulièrement remarquée par les médias, Coca-Cola et Pepsi ont été interdits de vente dans son enceinte. Participantes et participants ont véritablement fait leur l'espace ainsi créé.

Pour obtenir ce résultat, il a fallu aménager profondément le site pour qu'il puisse accueillir l'ensemble des activités. S'attaquer au problème des traductions. Créer dans les environs des espaces où loger les délégations populaires venues de toute l'Inde, avec tentes et toilettes. Négocier avec le service des transports municipaux la mise en service temporaire de lignes de bus entre les lieux d'hébergement et le forum. Prévoir initialement l'accueil de 75 000 personnes, puis de 100 000, puis de 120 000, avec un budget qui ne suit pas... Il y avait mille et une raisons pour que quelque chose tourne mal. L'échec logistique semblait assuré. Et ce fut le succès. En arrière-plan, il en va ici comme du politique. Si aucun conflit au sein des équipes de préparation ni aucun problème technique (ils n'ont pourtant pas manqué) n'ont eu de conséquences trop graves, c'est que le processus indien du FSM a initié une véritable dynamique, puis a été porté par elle.

Venus de toute l'Inde

La nature de la participation au forum offre l'une des expressions les plus frappantes de cette dynamique. Des délégations très populaires sont venues des nombreux États de l'Union. Or, la dimension du pays et la pauvreté prévalante constituaient en fait un cinquième obstacle. Il faut souvent à un Indien deux à trois jours de train pour se rendre à Bombay. Comment quitter son village et son emploi une semaine durant, payer le transport et le séjour ? Comment les pauvres pouvaient-ils venir au FSM ? Et pourtant ils étaient là. Le voyage de certaines délégations a été financièrement soutenu par des réseaux d'ONG occidentales. Mais beaucoup d'autres se sont débrouillées par leurs prop-

Mumbai, point de pénétration de la mondialisation

Réunir le FSM à Mumbai ne garantissait en rien la participation populaire. L'agglomération de Bombay est dirigée par le Shiv Sena (« *l'armée de Shivaji* »), un mouvement régionaliste fondamentaliste hindouiste particulièrement réactionnaire. Mumbai, c'est aussi la capitale commerciale du pays, le point d'entrée de la mondialisation où les pouvoirs établis sont acquis à l'idéologie libérale. Certes, le forum n'a pas été organisé dans le centre financier et touristique, mais dans la banlieue ouvrière. Néanmoins, l'implantation des forces progressistes reste ici plus faible que dans d'autres régions de l'Inde.

En territoire contrôlé par l'ennemi

Bombay offrait bien quelques avantages. Mais cette ville n'a pas été choisie parce que la gauche y était forte ; plutôt pour la raison inverse : parce qu'aucune force de gauche n'y est en position hégémonique. C'était un choix unitaire. Par exemple, les bastions (Calcutta, Kerala) du principal PC en Inde, Parti communiste indien-Marxiste, ont été écartés. À Mumbai, les petites composantes (ONG...) ou les mouvements populaires étaient assurés de trouver plus aisément place à côté des organisations de masse traditionnelles, des dalits, etc. Ce choix unitaire avait un prix. Le FSM s'est, en quelque sorte, imposé en territoire contrôlé par l'ennemi. C'était un quatrième obstacle à surmonter.

plus grand que les organisateurs indiens du FSM ne pouvaient accepter le financement traditionnellement accordé par la fondation Ford aux forums mondiaux de Porto Alegre. Comme on l'a noté plus haut, il existe en Inde une grande défiance quant aux implications politiques des aides financières (un problème trop souvent sous-estimé ailleurs). Pas question donc de recevoir quoi que ce soit d'un symbole du capital impérialiste même si, à ma connaissance, il n'y a eu aucune condition politique attachée aux dons de la fondation Ford (ce qui n'est pas toujours le cas pour certaines aides d'origine plus « *progressistes* »).

La préparation pratique du FSM posait d'immenses problèmes logistiques. Le forum s'est tenu dans une zone industrielle et commerciale désaffectée. Il offrait des hangars



Finances et logistique

Le problème était tout d'abord financier. C'était la première fois qu'un « *grand* » forum ne pouvait compter sur aucune aide de la municipalité ni de l'État. Pas d'argent, pas de terrains, pas de services, pas de logements gratuits... Le problème était d'autant

Forum social mondial de Mumbai

res moyens.

Les membres d'une association femmes du Tamil Nadu ont économisé pendant des mois de petites sommes pour réunir chacune un pécule de 1 000 roupies et pouvoir faire le voyage. Par centaines et par milliers, des villageois du Bihar ou des mineurs de charbon du Madhya Pradesh ont occupé les trains, imposant leur transport gratuit et apportant avec eux suffisamment de pains indiens et d'épices pour se nourrir durant le séjour. À Mumbai, des « tentes de solidarité » ont été dressées pour accueillir les délégations de chaque État, au moindre coût : un vaste auvent protégeant de la rosée et du soleil, une toile sur le sol pour dormir, quelques toilettes construites aux abords...

Une montée d'en bas

Cette « montée » sur Mumbai est, dans une large mesure, venue « d'en bas ». En effet, même les plus grandes organisations indiennes ne sont, chacune, implantées que dans un nombre restreint d'États. Pour assurer la présence au forum de délégations importantes venues de toute l'Inde, il a fallu intégrer au processus les associations régionales.

L'Inde n'est pas seulement très grande (l'équivalent de toute l'Europe occidentale). Elle comprend deux ensembles géographiques et historiques (l'Inde du Nord, le Deccan au sud) et de nombreuses régions linguistiques. Un fort sentiment national (face au monde) se combine avec des réalités régionales très affirmées. Le Forum social mondial a été préparé par la tenue de forums dans (quasiment ?) tous les États de l'Inde, et par des forums régionaux ou locaux qui ont souvent été organisés jusqu'au niveau de base, celui des panchayat, les municipalités rurales, villages ou groupes

de villages. Ce qui a permis d'intégrer les structures populaires locales.

Dès leur origine, les forums sociaux ont été conçus comme une initiative portée par des mouvements. Le premier FSE de Florence avait décidé d'ouvrir plus largement l'espace du forum aux individus, pour favoriser la présence de secteurs jeunes ou populaires peu organisés. En Inde, ces secteurs sont arrivés par délégations collectives, drapeaux, bannières et banderoles au vent. Des contingents syndicaux remontaient à pied de la gare de chemin de fer. Les organisations d'enfants descendaient du bus. Les paysans formaient un cortège pour entrer sur le site du forum, ainsi que les tribus adivasis, en rangs serrés, brandissant arcs et flèches traditionnels...

Prise de possession

Dans ces conditions, le « petit peuple » a véritablement pris possession de l'espace du forum. Les allées étaient en permanence parcourues de manifestations de tous ordres ; elles résonnaient au son des tambours, tambourins et grelots. Elles communiquaient

par la danse, le théâtre de rue, le mime. L'expression artistique, l'action politico-culturelle, occupe une grande place en Inde. Elle aide aussi à surmonter les barrières linguistiques, comme en témoigne une Tamoule : « *Nous ne pouvons pas nous parler, nos langues sont trop éloignées. Mais quand je les vois jouer, manifester, je comprends le message, je reconnais des situations communes. Nous vibrons. Nous sommes heureux d'être ici, ensemble* ».

Le cœur politique du forum était dans les allées, bien plus que dans les salles de conférence. Une occasion de réaliser à quel point des personnalités mondialement connues étaient... parfaitement inconnues du petit peuple. Les séminaires et ateliers les plus réussis étaient souvent ceux qui étaient coorganisés avec des organisations indiennes capables d'exprimer la condition populaire, les combats en cours. L'expérience de Mumbai contribue à repenser la conception des forums : mode de préparation, organisation de l'espace, place des activités auto-organisées, importance accordée aux ateliers et séminaires, articulation entre activités « de rue » et réunions en salles.

Castes et Dalits

Dans cette « montée » populaire sur Bombay, les mouvements d'Intouchables ont occupé une place particulièrement visible. Un certain nombre d'entre eux ont organisé des marches pour la dignité, partant des quatre coins de l'Inde à partir du 6 décembre 2003. Les divers cortèges ont sillonné 15 000 kilomètres et animé quelque 250 meetings à travers le pays, avant de participer de façon très active au quatrième Forum social mondial. « *Dalit* » est le nom que se sont donné ces mouvements. Il veut dire, selon les traductions que l'on m'a données, « *les opprimés* », « *les écrasés* », « *les brisés* ».

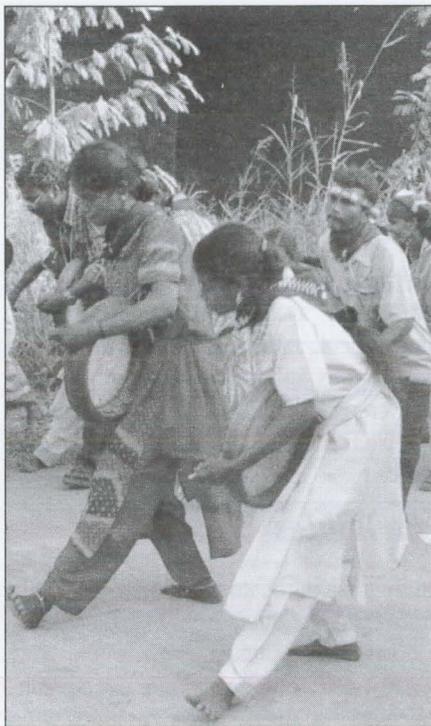
Le mot « caste » (d'origine portugaise) recouvre en fait deux notions différentes : *varna* (les « états », au nombre de quatre, dont les Intouchables sont exclus) et *jati* (il y en a des milliers, renvoyant à des activités professionnelles, qui incluent les dalits).

Intouchabilité

Le système traditionnel des castes, en Inde, reproduit des divisions sociales tout en les intégrant à une échelle de « pureté ». Trois grandes divisions en caste, trois « états », sont purs. Ils représentent les classes dominantes. Les brahmanes : les prêtres, ceux qui savent et sont représentés dans le corps humain par la bouche. Les guerriers (les épaules et les bras) et les marchands (les cuisses). Un quatrième état, déjà impur, est celui des serviteurs, du peuple, la majorité de la population : ce sont les pieds. Les Intouchables sont situés encore plus bas : ils sont la poussière sous les pieds, tellement impurs qu'ils ne sauraient être touchés.

Le système des castes apparaît immuable : chacun naît dans une caste, en fonction de ses vies antérieures, et ne saurait en changer avant sa mort et sa réincarnation suivante. Mais il existe une certaine mobilité collective : une caste (*jati*) peut se faire reconnaître un statut supérieur jusqu'à changer parfois d'état (*varna*).





Évolutions

Dans la réalité, on trouve évidemment des brahmanes pauvres et des paysans riches ou des dalits ayant fait des études supérieures. De plus, un système de discrimination positive a été établi en faveur des tribus, des dalits puis des « autres classes arriérées » (*Other Backward Classes, OBC*, le terme « arriéré » n'ayant pas de connotation négative). Tribus et dalits officiellement « répertoriés » bénéficient de quotas réservés au Parlement et dans la fonction publique. Tous les partis politiques cherchent en conséquence à présenter des candidats dalits aux élections, pour gagner des sièges réservés, et un Intouchable peut même se retrouver un jour à la tête d'un gouvernement d'État.

Les pires formes de « l'intouchabilité » ont disparu dans bien des régions. Mais les stigmates de l'exclusion n'ont pas pour autant été éliminés. Même en ville, la discrimination continue d'opérer insidieusement. Quant à l'ascension sociale, elle ne concerne qu'une petite minorité. En luttant pour leurs droits, les dalits doivent encore trop souvent faire face à des représailles violentes, parfois sanglantes, de la part des castes supérieures, des brahmanes. Les meurtres d'Intouchables n'ont pas disparu.

Une unité à construire

L'unification du combat des dalits n'est pas spontanée. Ils sont divisés en de multiples jati socioprofessionnelles. L'ensemble social que représente les dalits est lui-même structuré par un système hiérarchique inter-

ne de sous-castes. Ils parlent des langues différentes. La réponse à leur situation d'oppression a été diversifiée. Beaucoup se sont convertis à des religions qui reconnaissent leur humanité : bouddhisme, islam, christianisme... Mais d'autres se sont attachés à acquérir un statut plus élevé au sein même de l'hindouisme en adoptant des modes de vie propres aux castes supérieures (comme la cuisine végétarienne). Quant à la représentation politique des dalits, via le système parlementaire, elle est fragmentée, souvent cooptée.

Les thèmes revendicatifs de la marche des dalits sur Mumbai illustrent l'interaction des thèmes politiques et sociaux. Les mouvements dalits exigent la protection face aux agressions physiques des castes « supérieures », la défense de leurs droits sociaux face à la mondialisation capitaliste et aux politiques néolibérales, la reconnaissance de la dignité des femmes, niée par le patriarcat et le marché, le droit à un avenir pour leurs enfants. Ils dénoncent de même le sectarisme communautaire, le fondamentalisme religieux, le « castéisme » et le patriarcat, le nationalisme chauvin propre à la caste des brahmanes...

Un Dalit n'est pas seulement victime du système des castes hérité de l'hindouisme.

Identités multiples

La question ne concerne pas seulement les rapports entre combats de castes opprimées et de classes exploitées. La société indienne semble organisée par ensembles multiples qui se recoupent et se chevauchent sans se superposer : genres, classes, castes, aborigènes, communautés religieuses, régions historiques et linguistiques, États, réseaux socio-politiques... Plus on creuse, et plus les clivages apparaissent multiples, complexes. Les clivages linguistiques, par exemple, n'opèrent pas seulement entre ceux qui parlent l'hindi, le tamoul, etc. La Constitution indienne reconnaît officiellement l'existence de dix-huit langues, sans compter quelque 1 600 (?) autres langues et dialectes ! Un clivage opère aussi dans chaque région linguistique entre ceux qui parlent (uniquement ou avant tout) la langue vernaculaire et ceux qui maîtrisent l'anglais.

S'il est difficile de construire à l'échelle fédérale des organisations pan-indiennes, ce n'est donc pas seulement à cause de la dimension du pays et de la population (qui dépasse le milliard d'habitants). La diversité est une richesse. Mais c'est aussi un obstacle à surmonter, le sixième abordé dans ce rapport. Pour se développer géographiquement

C'est aussi une femme, un ouvrier agricole, un domestique, un travailleur précaire... Le combat d'émancipation doit intégrer toutes ces dimensions. Mais les rapports de castes et les rapports de classes ne sont pas des copies conformes ; les identités de castes et de classes ne se constituent pas de la même façon. Comment les articuler ?

La position traditionnelle des forces de gauche en Inde est de construire des organisations de classe, jugeant que construire des organisations de caste, c'est déjà se soumettre à un ordre « féodal » (le système des castes) que l'on combat. Mais l'affaiblissement des partis de gauche et de leurs organisations de masse a laissé le champ libre, dans bon nombre d'endroits, au développement des identités de caste sur le terrain revendicatif. Compte tenu de la situation qui prévaut aujourd'hui, quelles fonctions donner aux mouvements de classes et de castes, à quel moment, en quel endroit ? Dans quelle mesure ces modes d'organisation peuvent-ils être complémentaires ou concurrentiels ? Cela me paraît des questions fondamentales qui peuvent expliquer certains des clivages politiques en Inde. Des questions fondamentales donc, mais sur lesquelles je n'ai pas pu me faire le début d'une opinion concrète.

et représenter réellement un secteur social, toute organisation doit intégrer massivement des membres et cadres appartenant à plusieurs régions linguistiques et à de nombreuses castes (*jati*). Cela ne va pas de soi. Certains « nouveaux » mouvements n'existent que dans une région, adossés à une identité linguistique et enracinés dans une caste (*jati*), ou un groupe de *jati* « cousines », qui peuvent occuper localement une position dominante même si elles appartiennent à un « état » (*varna*) inférieur.

Tensions identitaires

La période qui a suivi l'indépendance a favorisé l'expression d'identités « unifiantes » (politiques, de classe). Le système des quotas pour les castes et tribus « répertoriés » et la politique de discrimination positive pour les « autres classes arriérées » (OBC) ont été établis au début des années 1990 dans une démarche progressiste ; conséquence (imprévue ?), la caste et la tribu adivasi sont devenues des éléments propres du jeu politique. Avec la libéralisation économique et la déréglementation, l'Inde commence à subir l'impact de la mondialisation capitaliste. Comme ailleurs, cela

Forum social mondial de Mumbai

attise les tensions identitaires. La montée du fondamentalisme hindouiste d'extrême droite met en cause l'État séculier et plonge les minorités religieuses dans l'insécurité. Première menacée, la communauté musulmane compte, malgré la partition de 1947 (indépendance du Pakistan), quelque 120 millions de membres (environ 12 % de la population). Elle est victime de provocations (destruction de la mosquée d'Ayodhya en 1992) et de massacres (dont le plus terrible a eu lieu dans le Gujarat en mars 2002).



Il me semble que la communauté musulmane n'a été que marginalement intégrée au processus du forum social. En revanche, les réseaux chrétiens (indiens, asiatiques et internationaux) ont été beaucoup plus présents. La minorité chrétienne est aussi soumise aux menaces des fondamentalistes qui prétendent reconverter de force les Indiens qui ont opté pour le christianisme : des prêtres ont été tués, des femmes tondues (la violence patriarcale prend décidément les mêmes formes en Orient qu'en Occident !), des villages brûlés. Historiquement, l'Église a gagné une influence politique par le biais de ses écoles et universités. Les églises ont assuré l'éducation de l'élite, mais aussi de dalits et adivasis qui en étaient traditionnellement privés (sans pour autant s'attaquer au système des castes qui perdure en milieu chrétien comme dans le reste de la société). L'Église est loin d'être angélique et certains de ses représentants sont aujourd'hui encore fort

inquiétants ; comme ce prêtre qui, pour prouver la supériorité du christianisme sur l'hindouisme jette dans un fleuve une statue hindoue en pierre et une croix chrétienne en bois avant de s'exclamer : « *Voyez ! La statue coule et la croix flotte* » (2).

Résistances variées

Les minorités religieuses sont aujourd'hui transformées en boucs émissaires pour faciliter la montée et le maintien au pouvoir d'une d'extrême droite hindouiste. Les castes inférieures s'affirment comme telles pour mettre en question le système même des

castes hérité du passé. Les adivasis (aborigènes) défendent leur droit à l'existence face à la destruction de leur environnement naturel et culturel. Dans le contexte présent, les résistances émergent dans des secteurs et sous des formes très variés. Elles peuvent converger. Mais ce mouvement de convergence est différent de ce qui se passait lors de la montée des luttes dans les années 1960-1970, avec une centralité initiale du mouvement ouvrier ou des luttes armées. Les forums offrent un espace où cette convergence peut se réaliser. Cette fonction semble prendre en Inde une dimension particulière.

Visibilité des invisibles

Les forums sociaux donnent l'image, a-t-on noté, du « *peuple rassemblé* ». Mais ce peuple n'est pas homogène. En son sein, la visibilité tend spontanément à être monopolisée par les couches du salariat et les mouvements qui maîtrisent le mieux la communication, qui sont le plus à même de participer aux réunions préparatoires, de voyager, qui bénéficient du meilleur rapport de forces dans la société. C'est l'une des principales critiques que l'on peut faire aux forums sociaux mondiaux de Porto Alegre. Malgré un certain nombre d'efforts et la présence, parmi les organisateurs brésiliens, de mouvements comme celui des sans-terre (le MST), les marginaux de la société (noirs et indiens, précaires...) sont restés trop marginaux dans l'espace du forum. Quant à la composition des tribunes, elle n'a pas toujours échappé au vedettariat ; au point de donner parfois une image bien conformiste, amplifiée par les médias : les personnalités se retrouvent sous le feu des projecteurs, les intellectuels et universitaires pensent, les sociologues et politologues expliquent ce nouvel objet d'étude que sont les forums. Et les militantes et militants ? Et bien, ils agissent et organisent. Mais pensent-ils par eux-mêmes ? Grave question ...

De nouvelles mesures ont été prises dans le processus européen du forum social pour donner plus de visibilité aux « *invisibles* », aux mouvements géographiquement (Europe de l'Est) ou socialement (les « *sans voix* ») marginalisés. Si bien que pour la première fois, lors du second FSE, les précaires avaient imposé leur visibilité.

Cela s'est aussi produit à Mumbai, à une échelle bien supérieure. L'axe des deux premiers forums sociaux mondiaux (Porto Alegre) était la dénonciation des conséquences sociales de la mondialisation libérale. L'axe du troisième (Porto Alegre) est devenu le combat contre la guerre et la doctrine

Bush. L'axe du quatrième (Bombay) a été la lutte contre les oppressions et la précarité.

Les organisateurs indiens du FSM avaient décidé de donner une place prédominante aux thèmes du « *castéisme* » (le « *racisme* » dans les rapports entre castes), du « *communalisme* » (les violences sectaires entre communautés religieuses) et du patriarcat. Cela a permis de donner corps au combat pour l'égalité et contre l'insécurité sociale généralisée qu'engendre le modèle néolibéral. Mais le succès politique de ces choix thématiques tient dans une large part au mouvement « *d'en bas* » qui a permis de leur donner un contenu véritablement populaire.

Secteur informel et femmes

Les syndicats ont joué un rôle très important dans la préparation politique, l'organisation pratique du forum et l'animation de séminaires et conférences. Mais la présence au forum des dalits et adivasis a assuré la participation des travailleurs du secteur informel, des précaires (les syndicats organisent surtout les salariés du secteur formel). Il n'est pas fréquent que les travailleurs de ces deux secteurs-clefs de l'économie se retrouvent dans une initiative majeure. Le secteur informel est marqué par l'état de grande pauvreté et par l'héritage des castes. Dans le secteur formel, l'État a encadré le développement de l'industrie privée et a développé un secteur public où l'emploi était relativement protégé. Aujourd'hui, la dérégulation du secteur privé est quasiment achevée et les attaques contre le secteur public se multiplient.

Les associations de femmes et les mouvements féministes ont aussi été très actifs dans le FSM de Mumbai. Le patriarcat pèse lourd en Inde, où l'inégalité sociale à la naissance entre fille et garçon s'accroît jus-

qu'au mariage, l'épouse allant vivre dans sa belle-famille, sous l'autorité de la lignée du mari. Le système de la dot pèse comme une véritable malédiction (n'engendrer que des filles peut ainsi conduire droit à la faillite !). Ce système est officiellement condamné, mais l'idéologie capitaliste contemporaine, pour qui le profit est la mesure de toute chose, favorise son maintien. Des femmes sont ainsi assassinées pour défaut de paiement.

Le patriarcat indien n'implique pourtant pas un état de subordination généralisé. Une femme peut accéder aux plus hautes positions, comme Indira Gandhi, Premier Ministre. Sa belle-fille, Sonia Gandhi, à la tête du Parti du Congrès, a imposé un quota statutaire de 33 % de dirigeantes. On attend toujours, en France, l'élection d'une Présidente de la République. L'Indienne, image du dévouement et du sacrifice à la famille, peut aussi se « dévouer » et se « sacrifier » au pays... avec une main de fer :

Limites et contradicteurs

Il y a bien entendu eu des ratés dans l'éventail des initiatives prises à l'occasion du quatrième Forum social mondial. Le camp jeunes n'a pas connu la vitalité interne de ceux de Porto Alegre. La manifestation finale a traversé le centre de Bombay en ordre dispersé. Les instances internationales du FSM sont restées trop lointaines durant la préparation du forum.

« Mumbai Resistance 2004 »

Un certain nombre de mouvements qui auraient dû s'intégrer au processus du FSM ne l'ont pas pu ou pas voulu. Des initiatives alternatives ont été prises, la plus importante étant « Mumbai Resistance 2004 ». Une sorte de contre-sommet s'est tenu à Bombay, aux mêmes dates que le FSM et dans le même quartier (de l'autre côté de la route !). MR 2004 affichait un profil très radical, dénonçant dans le FSM un « festival d'ONG » coupé des luttes. En réalité, il réunissait un éventail assez hétérogène d'organisations, pas toutes spécialement radicales, dont certaines de ces ONG tant décriées. Parmi les organisations les plus représentatives qui ont rejoint MR 2004, on trouve des mouvements paysans indépendants. Il était probablement illusoire de croire que l'unité aurait pu être d'emblée complète, tant les clivages sont multiples. Certains échecs tiennent probablement plus à des conflits régionaux et à des heurts de personnalités qu'à de grands désaccords politiques.

« Mumbai Resistance 2004 » a été por-

de 1971 à 1977, Indira a imposé l'état d'urgence.

Les femmes apparaissent très présentes, très actives dans les luttes. Ce n'est pas seulement vrai en ce qui concerne l'élite éduquée (voire anglicisée). Le tissu militant local est largement féminin. Quant au nombre d'animatrices dans le processus national de préparation du FSM, il n'était pas inférieur à ce qu'il est en Europe (le Comité indien d'organisation du forum était à 40 % féminin).

Les premiers forums de Porto Alegre ont montré que la voix des secteurs marginalisés de la société pouvait être diluée au point d'en devenir inaudible, dans un forum caractérisé par une participation massive. Le FSE de Paris-Saint Denis puis, surtout, le FSM de Mumbai ont en revanche montré que, si un seuil critique de visibilité était franchi, les forums pouvaient servir d'amplificateurs, de caisses de résonance, à l'expression de ces mouvements.

tée par une partie de l'extrême gauche indienne (qui est, pour l'essentiel, de tradition maoïste), en particulier l'aile « guerre du peuple » des Partis communistes marxistes-léninistes. Question polémique, ces partis ne font pas dans la dentelle. À les croire, 130 000 agents de la CIA se sont retrouvés à Bombay, au sein du FSM ! Mais l'extrême gauche indienne était souvent (très) critique sans être totalement hostile.

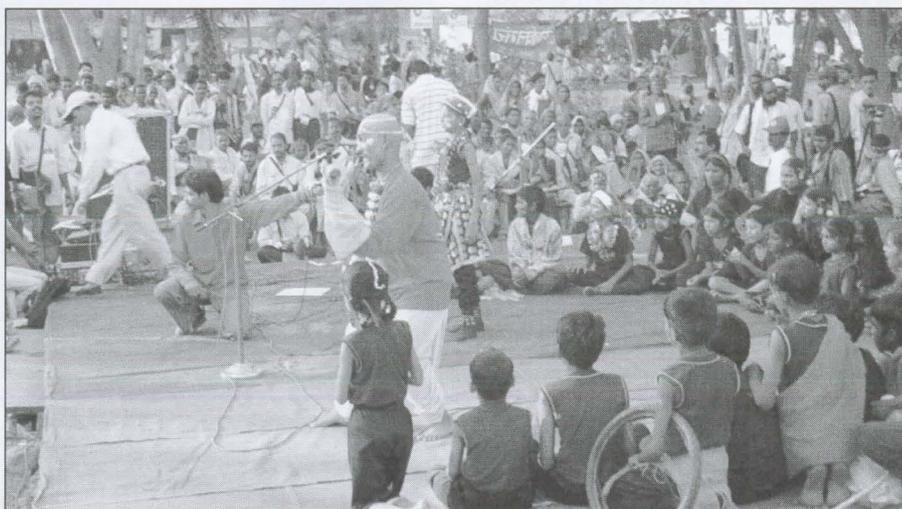
Le Parti communiste des Philippines pose, ici, un problème particulier. Il fut le seul à avoir organisé un combat très difficile face à la dictature Marcos : c'est à son honneur. Mais, dans un contexte politique différent, il a connu une crise qui s'est soldée, au début des années 1990, par des expulsions-scissions. Depuis, il connaît une évolution très inquiétante, qui l'amène à menacer de

mort (et parfois à assassiner) ses anciens camarades. Avec la Ligue internationale pour la lutte des peuples, le « bloc politique » lié au PCP a joué un rôle important dans l'organisation internationale de MR 2004. Il a contribué à lui donner un profil très sectaire. Ainsi, le président-fondateur de ce parti, Jose Maria Sison, qui vit aux Pays-Bas, a envoyé un message de solidarité à l'ouverture de « Mumbai Resistance 2004 », tourné tout entier contre le Forum social mondial. Le FSM y est présenté comme une entreprise « réformiste et contre-révolutionnaire » dont l'objectif est « de perpétuer le système capitaliste mondial » ; à savoir un « projet impérialiste qui vise à canaliser les critiques vers des propositions de "réformes" et de retouches cosmétiques de l'impérialisme ».

Pôle d'attraction

Le comité indien d'organisation du Forum social mondial a choisi d'avoir une attitude très ouverte à l'égard de MR 2004 et d'autres initiatives parallèles, jugeant qu'ils exprimaient tous l'opposition aux politiques de guerre, à l'impérialisme et à la mondialisation capitaliste. Des conférenciers ont participé aux débats des uns et des autres. L'Assemblée des militants a invité les mouvements qui n'étaient pas dans le FSM (sans succès). Malheureusement, jusqu'à la fin, c'est l'aile la plus fermée de « Mumbai Resistance 2004 » qui a parlé seule au nom de l'ensemble des composantes variées réunies dans cette initiative. On peut cependant espérer que des liens de collaboration, en Inde, se poursuivront ou se renoueront dans la période qui vient.

Il est intéressant de noter que les contradicteurs du FSM, des plus virulents aux plus modérés, sont venus à Mumbai, quitte à y organiser leurs propres initiatives. Venir à Bombay était, de la part même des « oppo-



Forum social mondial de Mumbai

sants », un hommage, peut-être involontaire, rendu au succès du forum social. Le pôle d'attraction était bien le FSM, ce qui confirme l'importance de la dynamique mobilisatrice qu'il a initiée. La tenue d'initiatives parallèles n'a jamais posé problème lors des forums de Porto Alegre ou Paris, dans la

mesure où elles participent d'un même mouvement de résistance global contre la mondialisation libérale et la politique de guerre. Le danger, à Mumbai, était que cela prenne une tournure de confrontation dure. Finalement, le succès du FSM a été tel que les choses se sont plutôt bien passées.

remarque de vieux. Je milite depuis 1965 et je n'ai jamais vu, auparavant, de processus qui réussissait à associer autant d'organisations, aussi diverses, que celui que nous vivons aujourd'hui.

Pluralisme et processus ouvert

Le processus des forums sociaux est très « *intégratif* ». En Inde, au-delà des données politiques (désectarisation à gauche, urgence face à l'extrême droite hindouiste), il reflète probablement le pluralisme propre à la société elle-même. À en croire mes livres de référence (3), l'hindouisme est une représentation du monde qui permet d'englober les différences sans les nier. Il y a une tradition de tolérance qui contraste avec la violence des affrontements sectaires que peuvent déchaîner des enjeux politiques (la partition, la confrontation Pakistan-Inde, la montée au pouvoir du BJP...). Une telle tradition de tolérance est un ingrédient démocratique. Mais elle ne pousse pas nécessairement à l'unification des luttes. La différence est légitime, mais sa reconnaissance peut conduire au « *chacun chez soi* ». Le pluralisme de la société indienne apparaît ici à la fois comme un atout à préserver et un obstacle à surmonter pour construire des résistances et des alternatives communes.

Un cadre de préparation « ouvert »

Le processus de préparation du FSM a pris, en Inde, des formes plus proches de celles qui existent en Europe qu'au Brésil. Le « *modèle brésilien* » est très spécifique. Le comité d'organisation brésilien du FSM (devenu secrétariat international) comprend huit composantes seulement. Il tient son autorité de l'équilibre constitué en son sein entre divers mouvements. Mais il y a plus. Le Mouvement des sans terres (MST) et la centrale syndicale CUT ne sont pas seuls sur le terrain ; ils bénéficient cependant d'une autorité peu contestée. Il en va de même, à l'arrière-plan politique, du Parti des tra-

vailleurs (PT) qui, sans être la seule formation de gauche, occupait une place particulière. Ce modèle « *resserré* » ne s'exporte pas dans des pays comme la France où aucun syndicat ne pourrait représenter seul le mouvement syndical dans un comité de pilotage des forums. Un problème de représentativité démultiplié par le nombre et la variété sans précédent des organisations qui s'investissent dans le processus. On comprend ainsi le rôle joué en Europe ou en Inde par les larges assemblées préparatoires et le caractère ouvert des comités d'organisation.

Bien entendu, en Inde, comme en Europe comme au Brésil, il n'y a pas égalité parfaite entre les organisations. Celles, mêmes petites, existant à Bombay (et Delhi) étaient privilégiées face à d'autres, souvent beaucoup plus importantes, mais dont les bases d'implantation étaient lointaines. Pas d'égalité non plus entre celles qui peuvent dégager des permanents ou trouver des financements, et celles qui ne le peuvent pas. On doit critiquer les inégalités persistantes qui se manifestent au sein même de notre mouvement. Mais en gardant le sens des proportions. Je me permettrai ici une

Espaces de convergences et dynamiques militantes

Une partie de l'extrême gauche indienne voit dans les forums des lieux où l'on se contente de parler (à grands frais !) sans agir. Selon la rhétorique de l'aile la plus « *ultra* », il y a d'un côté les vrais anti-impérialistes qui font Seattle et les manifestations anti-guerre et de l'autre de pâles réformistes qui tiennent des séminaires. Or, on peut en faire deux constats. Le premier, c'est qu'une grande partie des organisations qui assurent le succès des forums, jouent aussi un rôle très important dans les mobilisations militantes ; il n'y a pas séparation entre celles qui « *bavardent* » et celles qui luttent. Le deuxième, c'est que les forums ne représentent pas seulement un lieu irremplaçable d'échanges collectifs, mais aussi un formidable catalyseur d'actions.

Depuis 2001, l'un des éléments de continuité du processus international des forums est le lien dynamique qui s'est créé entre les forums, les réseaux de campagnes militantes et les assemblées de mouvements (sociaux, puis femmes et anti-guerre). Le forum assure un cadre ouvert de convergences qui permet à toute organisation d'y participer à la seule condition qu'elle respecte la Charte de principe (une charte, rappelons-le, qui contient une opposition ferme à la mondialisation capitaliste) ; ce qui fait du forum un véritable espace de liberté, d'initiatives. Les forums offrent aussi un cadre au sein duquel, et à l'occasion desquels, les organisations militant sur les mêmes terrains peuvent se connaître et se réunir pour discuter de leurs campagnes. Où les assemblées des mouvements peuvent préparer un calendrier commun d'actions internationales. L'exemple le plus frappant en ce domaine reste l'extraordinaire journée mondiale de mobilisation anti-guerre du 15 février 2003, répondant à un appel lancé en Europe à l'occasion du forum de Florence puis, à l'échelle mondiale, à l'occasion du forum de Porto Alegre.

Les forums sociaux n'adoptent aucune déclaration et aucune déclaration n'est adoptée en leurs noms, ou au nom des tous les participants. Les appels, décisions et résolutions adoptés par les réseaux de campagnes, par l'assemblée des femmes ou par celle des mouvements n'engagent que les organisations qui les signent, qui y répon-



3. Je renvoie principalement à deux livres : Max-Jean Zins, *Inde, Un destin démocratique, « Asie plurielle »*, La documentation française, Paris 1999 (c'est une courte introduction générale, une synthèse bien faite, 200 pages) et à l'ouvrage collectif sous la direction de Christophe Jaffrelot, *L'Inde contemporaine, De 1950 à nos jours*, Fayard, Paris 1997 (un ensemble de chapitres thématiques, en général très intéressants, avec néanmoins un point aveugle de taille concernant tout ce qui touche

dent. Mais si les forums n'aidaient plus à continentaliser et à mondialiser les luttes, ils perdraient beaucoup de leur sens. Afin de faciliter ce lien entre espace de liberté et actions, dans le cadre du FSM de Mumbai, des « tentes militantes » ont été mises à la disposition des réseaux pour qu'ils puissent se rencontrer. Les organisations de femmes se sont réunies, ainsi que l'Assemblée globale du mouvement anti-guerre (avec la préparation de la journée du 20 mars 2004). L'Assemblée des militants (ou des mouvements) a été, comme les précédentes, l'occasion d'une synthèse sur les échéances communes.

La Charte et les partis politiques

Les partis politiques qui, en Inde, ont soutenu le FSM ont respecté sa Charte de principe. Mais cette dernière n'en a pas moins fait débat. La nature du document n'a pas toujours été comprise : certains y ont vu le programme d'un courant dont ils cherchaient (en vain) la direction. Mais, avec la montée des résistances à la mondialisation capitaliste, on a vu naître un mouvement de mouvements ayant chacun son orientation et ses terrains d'action ; pas un nouveau courant, spécifique et homogène.

La Charte exclut la participation des organisations armées aux forums. Elle ne dénie pas le droit à l'autodéfense des populations frappées par la répression. Elle n'exclut pas les mouvements qui considèrent qu'une lutte armée de libération peut être légitime. Elle ne réduit pas l'éventail politique des forces qui peuvent se retrouver dans un forum. En écartant les organisations militaires proprement dites, elle protège de la répression étatique l'espace démocratique des forums. Ce n'est pas une question à prendre aujourd'hui à la légère.

La Charte exclut aussi les partis politiques, alors qu'elle accepte les membres de gouvernements (une véritable contradiction interne). Ce point a ouvert un débat plus substantiel. Le fond de l'affaire me paraît politique ; et il est normal que la question se pose de façon différente suivant les pays et les périodes. La France, par exemple, est l'un des pays où les rapports entre mouvements et partis s'avèrent les plus problématiques. Il y a à cela des raisons anciennes (pratiques stalinienne...) et récentes (reniements des partis de gauche au gouvernement). Vue de France, la frontière établie envers les partis apparaît plutôt comme de gauche (défiance vis-à-vis de la social-démocratie), souhaitée par les mouvements les plus radicaux. Vue d'Inde, elle apparaît comme une mesure de

droite, tournée contre les partis communistes de diverses dénominations.

Pour mener le débat sur cette question, il faut donc reconnaître la variabilité des situations ; et discuter à partir des réalités, pas des mythes. On a, par exemple, entendu dire que les Italiens avaient « introduit » les partis dans le processus, à l'occasion du premier Forum social européen de novembre 2002. La réalité, c'est qu'un parti, le PT, était très présent dans le processus brésilien dès 2001, bien plus que d'autres partis en Italie.

L'expérience indienne ne me paraît pas univoque. Le fait que les partis politiques n'étaient pas co-organisateurs du FSM, au même titre que les autres organisations, me semble avoir facilité l'unité entre organisations de masse traditionnelles et mouvements populaires. Car il y a bien deux questions distinctes.

La première concerne la présence des partis. Si les forums étaient l'équivalent d'une conférence intersyndicale, la question ne se poserait pas : les partis en seraient absents. Mais les forums s'ouvrent à toute la

France, j'ai tendance à penser que cela compliquerait plutôt les choses, au moins à l'échelle internationale. Et les critiques « de gauche » ne devraient pas oublier que c'est d'abord la social-démocratie qui bénéficierait de ce nouveau statut, tout simplement parce qu'elle a des moyens organisationnels et institutionnels incomparables, à l'échelle internationale.

Ici encore, « l'angle de vue » diffère en Inde. La social-démocratie indienne est divisée. Plusieurs partis socialistes ou socialisants ont participé au Forum parlementaire mondial de Mumbai. Mais des personnalités et des courants de référence socialiste, le seul courant qui s'est investi systématiquement dans la préparation du Forum social fut celui des socialo-gandhiens, au sein de la NAPM, et qui, précisément, ne se constitue pas en parti. Cependant, la centrale syndicale socialiste, Hind Mazdoor Sangh (HMS), a été effectivement intégrée au processus du FSM.

La gauche indienne est avant tout communiste, y compris sur le plan électoral. Le Parti communiste indien (PCI, hier pro-Moscou) connaît un déclin, bien que sa



« société civile » et à l'ensemble des luttes. Les partis (en particulier les partis militants) sont alors naturellement là. Il vaut mieux, en conséquence, définir les espaces au sein des forums dans lesquels ils peuvent être représentés, des débats auxquels ils peuvent participer en tant que tels, sans remettre pour autant en cause la dynamique d'ensemble. La pratique des forums a déjà évolué en ce domaine, tant à Porto Alegre qu'en Europe et en Inde.

La seconde concerne le statut des partis : doivent-ils être co-organisateurs des forums au même titre que les autres organisations ? Est-ce que, dans le contexte présent, cela aiderait ou compliquerait la construction des convergences unitaires ? La question est concrète. Peut-être parce que je viens de

confédération syndicale, l'AITUC (All India Trade Union Congress), reste importante. C'est le Parti communiste indien-Marxiste (PCI-M, qui devint, peu après la scission de 1964, « ni Moscou ni Pékin ») qui occupe une place charnière. Au niveau fédéral, il détient le principal groupe parlementaire de gauche. La confédération syndicale qui lui est liée est la CITU (Center of Indian Trade Unions). Les diverses organisations de masse de ces deux partis se sont investies dans le processus du FSM.

La gauche révolutionnaire en Inde est, à 90 %, d'origine maoïste. Le Parti communiste marxiste-léniniste (PCI-ML) est né d'une scission pro-Pékin au sein du PCI-M. Il s'est, depuis, divisé. Disons, en simplifiant, que les partis ML qui appartiennent à l'aile « guerre

Forum social mondial de Mumbai

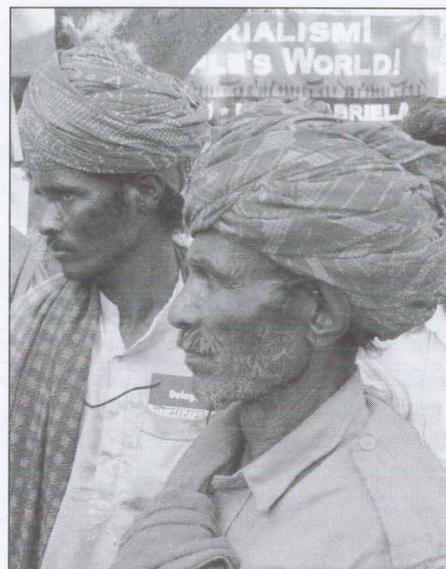
du peuple » se sont opposés au FSM et que ceux qui s'identifient à l'aile « ligne de masse » s'y sont liés, de façon plus ou moins active. Des fédérations syndicales appartenant à ces courants ont contribué à l'organisation du FSM, comme l'AIFTU (All India Federation of Trade Unions) et l'AICCTU (All India Central Council of Trade Unions).

Mais qui dirige donc ?

Qui a dirigé le processus indien du FSM ? Les ONG assurent certains. Le PCI-M, affirment d'autres. Alors, une alliance ONG/PCI-M ? Ces réponses ne sont pas très convaincantes. Loin d'être un simple « festival d'ONG », le FSM de Mumbai fut un grand rassemblement populaire. Et Bombay fut

choisie notamment parce que le PCI-M y était faible.

La question me semble mal posée. Un forum social de grande envergure n'est pas préparé sous une direction unique, mais par une combinaison de mouvements qui, chacun, marque de son empreinte le processus d'ensemble. Dans le cas indien, on peut nommer parmi les principaux acteurs des « mouvements populaires » de la NAPM, les organisations de masse traditionnelles (du PCI-M, mais d'autres aussi), des ONG, les mouvements dalits (et adivasis, bien que dans une moindre mesure), les mouvements femmes (avec une dynamique propre), des réseaux chrétiens et la montée des associations régionales.



Dynamiques asiatiques

Aux yeux étrangers de l'Occident, l'Asie semble former un tout. Vue de l'intérieur, la région se fragmente entre Asie du Sud, du Sud-Est, du Nord-Est... Aucun bloc de pays ne constitue le « centre » de l'ensemble asiatique. D'importantes délégations sont notamment venues à Mumbai de Corée du Sud (400 délégués) et du Japon (450, plus les centaines de passagers du Peace Boat qui s'est ancré à Bombay au début du forum), notamment. Les Philippines étaient aussi nombreux, ainsi que les Tibétains en exil.

Mais pour que le FSM s'enracine véritablement dans l'ensemble asiatique, il faudrait qu'il se réunisse ultérieurement aussi

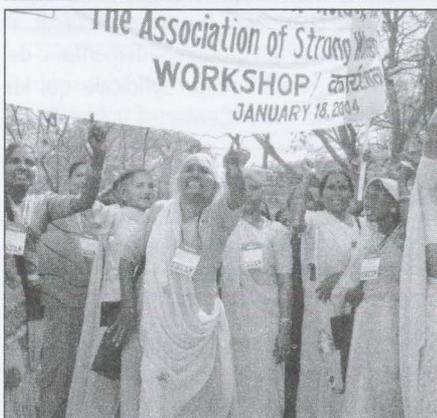
en Asie du Sud-Est et en Asie du Nord-Est.

Le Pakistan

Pour le FSM de Mumbai, la question clé était celle du Pakistan. Depuis un demi-siècle, le Pakistan et l'Inde vivent une situation de guerre froide ponctuée de confrontations militaires. Le conflit a pris une dimension nouvelle, chaque protagoniste étant doté d'un armement nucléaire opérationnel. Il était donc très important que des Pakistanais puissent participer au Forum. Mais cela n'avait rien d'évident, dans un pays gouverné par le BJP et dans une agglomération dirigée par le Shiv Sena, où le danger de provoca-

tion est constant. Les tensions indo-pakistannaises constituaient un septième obstacle à surmonter, et pas des moindres.

Le FSM s'est finalement réuni dans une conjoncture politique favorable ; la reprise des pourparlers entre New Delhi et Islamabad. Mais la frontière n'aurait pas été ouverte sans une mobilisation impressionnante au Pakistan, avec la tenue d'un Forum social pakistanais (5 000 participants, 3 000 d'entre eux déclarant vouloir se rendre à Bombay, 1 200 à 1 500 déposant effectivement une demande de visas pour se rendre à Bombay, qu'ils furent environ 450 à 650 à obtenir — ces chiffres doivent être encore vérifiés). Une forte délégation de parlementaires est aussi venue rencontrer ses collègues indiens.



Perspectives Orient-Occident

Avec Mumbai, un nouveau pas a été franchi dans l'internationalisation des forums sociaux.

Un pas qui doit permettre l'enracinement du processus en Asie, mais aussi l'intégration des réalités asiatiques au sein même du FSM. Il y a eu un renouvellement des thématiques, concernant la pauvreté, la précarité et les oppressions, ainsi que l'introduction de la question nucléaire dans la problématique anti-guerre. Il n'y a pas cette proximité « latine » qui, en Europe, facilite l'identification avec Porto Alegre. Mais nous avons rencontré en Inde une tradition politique très riche.

À l'occasion des séminaires, des collectifs de campagnes ou de réunions diverses, les contacts militants se sont considérablement élargis entre organisations de l'Ouest et de l'Est. Les « No Vox » européens ont participé aux marches des

dalits. Des syndicats ont noué des liens, travaillé ensemble sur des questions comme les privatisations et la défense des services publics. Les réseaux femmes se sont consolidés ou élargis. Les mouvements anti-guerre de plusieurs continents se sont rencontrés... C'est tout une trame militante internationale qui se tisse à travers les forums sociaux et qui contribue à donner vie à un nouvel internationalisme.

La balle est maintenant dans le camp des Européens, des Latino-américains et des instances du Forum social mondial.

C'est à eux de faire en sorte que la rencontre Occident-Orient qui s'est produite à l'occasion de Mumbai se prolonge. Que les thématiques et les organisations asiatiques trouvent toute leur place dans le processus international du FSM, dans la coordination des résistances à la mondialisation capitaliste. ■

Divisions de la bourgeoisie et bruit de bottes à la veille des élections

Par
XYZ*

Depuis un an tout le pays a été plongé dans l'ambiance électorale. Ni les représentants en charge de la justice, ni ceux de la législature, ni tout particulièrement ceux de tous les niveaux de l'exécutif — depuis le Barangay (village) jusqu'au Malacanang (le Palais présidentiel) — n'ont été épargnés par cette fièvre politicienne.

Cette passion politique des représentants publics élus a été si intense que l'étendue des dommages causés aux adversaires est devenue pour eux la mesure du succès. Les élus en place ont l'immense avantage de pouvoir puiser dans les ressources gouvernementales à leur disposition alors que les opposants doivent recourir à d'autres moyens pour résister et pour contrer les attaques dont ils sont l'objet de la part du parti dirigeant. Un de ces moyens, qui a été employé plus que jamais, c'est le recours aux candidatures des personnalités populaires. Dans l'histoire du pays il n'y a jamais eu autant d'acteurs et d'actrices ou de personnalités télévisuelles présentant leur candidature à tous les niveaux de la politique gouvernementale. Cela présente l'avantage de masquer le vide des programmes politiques de la majorité sortante comme de l'opposition bourgeoise, qui une fois en place obéiront de toute façon aux diktats néolibéraux de l'impérialisme. A un acteur on demande son autographe, non son programme...

Les coups bas de la présidentielle

Les élections de mai 2004, à la fois locales et nationales, doivent permettre d'élire plus de 50 000 représentants, depuis le Président jusqu'aux maires des villages. C'est bien sûr le combat pour la présidence — qui jouit de très larges pouvoirs aux Philippines — qui est au centre de la campagne.

La classe dirigeante tentera à cette occasion de consolider ses rangs et d'écartier tous ses adversaires pour la prochaine période. L'organisation de la campagne électorale n'a cette fois-ci pas de précédent dans l'histoire du pays. C'est même pire qu'au cours de la période qui a précédé la loi martiale. Les candidats mettent en avant non pas des programmes politiques, mais leur popularité. L'argent et non

la crédibilité des programmes des candidats semble devoir être décisif.

Chaque candidat à la présidence a fait de son mieux pour apparaître comme celui qui mettra le mieux en œuvre le projet de l'intégration subordonnée du pays dans la mondialisation capitaliste. Chacun tente de se présenter comme étant le mieux en cour auprès des maîtres impérialistes, pensant que cela assurera sa victoire.

Six candidats ont été qualifiés pour briguer la présidence ; un seul a été disqualifié comme portant atteinte à la République. Mais des signes forts semblent indiquer qu'en réalité la course à la présidence a été réduite à deux d'entre eux : l'actuelle Présidente, Mme Gloria M. Arroyo et Fernando Poe Jr., le très populaire acteur et proche ami de l'ex-président déchu Estrada.

Le gouvernement en exercice a tout tenté pour disqualifier la candidature de F. Poe, mettant en cause sa citoyenneté, rappelant qu'il avait abandonné ses études et ainsi de suite. Mais la Cour Suprême a finalement pris une décision en sa faveur, reconnaissant qu'il était citoyen philippin de naissance. La pétition lancée dans le but de lui interdire de briguer la charge présidentielle s'est ainsi transformée en boomerang, atteignant ses promoteurs (identifiés avec le parti gouvernemental), et Fernando Poe Jr. a bénéficié d'une campagne médiatique le présentant comme le principal candidat de l'opposition.

Fernando Poe Jr. est actuellement l'acteur philippin le plus populaire. Dès qu'il a formellement annoncé sa candidature, le camp de la Présidente Arroyo a commencé à se préparer pour le scénario le plus défavorable. Mme Arroyo a immédiatement nommé deux nouveaux commissaires à la Commission électorale (chargée du décompte des voix et de la proclamation des résultats) à la place des deux commissaires nommés un an plus tôt par Estrada, lorsqu'il a été forcé de démissionner, mis à la retraite d'office. Pour assurer ses arrières financiers, le gouvernement Arroyo a manœuvré dans la Chambre basse de manière à ce que le budget 2004 ne puisse être approuvé par le Congrès, ce qui reconduit de manière automatique le budget de l'année 2003. Cela signifie qu'outre les sommes déjà budgétisées pour les projets en cours, la Présidente dispose d'un pouvoir discrétionnaire lui permettant de réalouer des dépenses et de réaligner le budget,

lui laissant ainsi la liberté de s'en servir dans des buts électoralistes.

Bruits de bottes

Les milieux gouvernementaux laissent entendre que si la différence de voix obtenues par la Présidente sortante et F. Poe se situe autour de deux millions, ils pourront manipuler le résultat pour proclamer la victoire de Mme Arroyo. Mais si la différence atteint entre trois et cinq millions de voix, cela deviendra impossible. Alors une autre tactique devra être employée. On parle ainsi du scénario « Noel » — abréviation des termes « No election » (Pas d'élection).

Cela pourrait être justifié en provoquant une guerre civile ou en ayant recours à des attentats à la bombe, le plus probablement à Mindanao, attribués à Abu Sayyaf ou aux activités d'Al Qaida, ou encore en recourant à un coup d'État des officiers mécontents, ou enfin en mélangeant tous ces ingrédients factieux. Déjà certains militaires actifs ou retraités proches de l'ancien président Ramos, qui soutiennent ouvertement la présidence Arroyo, ont exigé qu'un changement de la Constitution précède les élections.

Alors que la fièvre électorale s'intensifiait, l'agitation allait croissant parmi les troupes des Forces Armées des Philippines (AFP). Deux rébellions animées par de jeunes officiers ont eu lieu au cours des huit derniers mois. Dans les deux cas il s'agissait, entre autres, du refus de voir l'armée mise au service des campagnes électorales et de l'employer pour mettre en œuvre l'hystérie antiterroriste dans les régions comme le Mindanao.

Indépendamment du résultat des élections — ou de son absence — l'armée jouera le rôle décisif. Il est important de souligner que jus-

* XYZ est un dirigeant du Parti révolutionnaire des travailleurs Mindanao (RPMM, section philippine de la IVe Internationale). Le RPMM, qui anime l'Armée révolutionnaire des travailleurs, est issu d'une scission du PCP au début des années 1990. Les pourparlers de paix qu'il a tenté de mener n'ont pas abouti, surtout depuis que l'armée des États-Unis a débarqué à Mindanao et dans la région. Il est donc contraint à la clandestinité. Mais une formation électorale qui est réputée lui être politiquement proche a obtenu un élu aux élections de 2001.

Philippines

qu'à maintenant le corps des officiers est apparu divisé. Par exemple 30 % d'officiers issus de l'Académie militaire philippine ont été identifiés comme soutenant la candidature du sénateur Panfilo Lacson, ancien général et l'un des six candidats présidentiels en lice. D'autre part l'Alliance nationaliste révolutionnaire (RAM, une organisation d'officiers d'active et de réserve) a apporté son soutien à la candidature de F. Poe par la voix du sénateur Gringo Honasan.

Grâce à son image de militaire opposé aux crimes gratuits et à sa campagne centrée sur la lutte contre la corruption, le sénateur Lacson peut être considéré également comme un candidat majeur. Outre le soutien des militaires, il bénéficie également de fortes protections dans la communauté chinoise. Il a toujours maintenu de bonnes relations avec le camp de F. Poe — les deux sont identifiés avec l'ex-président Estrada — au point que certains n'avaient pas hésité à suggérer que Lacson soit un candidat de réserve pour le cas où la candidature de F. Poe aurait été invalidée.

Mentionnons encore la candidature de Raul Roco, ancien sénateur et ancien ministre de l'éducation du gouvernement Arroyo. Longtemps en tête des sondages dans le passé (mais seulement en troisième position dans le sondage le plus récent, derrière Arroyo et Poe) il ne dispose pas d'organisation ni de ressources pour aller jusqu'au bout de la campagne. Jusque là il a fait campagne en faveur d'un gouvernement alternatif qui placerait le bien-être populaire à la première place, mais en se gardant bien d'aller au-delà de telles généralités. Il n'a aucun programme clair à opposer au programme néolibéral. Et comme les autres candidats, il est très prudent à ce sujet, craignant d'être entraîné sur un terrain miné et de provoquer la colère des dieux néolibéraux.

Turbulences économiques

Ces événements politiques ont directement affecté l'économie nationale. Les Philippines se distinguent parmi leurs voisins asiatiques par le plus bas produit intérieur brut (PIB) par tête. La monnaie philippine (le peso) a subi plusieurs dévaluations au cours des deux derniers mois pour atteindre son plus bas niveau historique face au dollar américain. Pour un pays dépendant de l'importation une telle situation est réellement alarmante.

Lorsque Fernando Poe Jr. a formellement annoncé sa candidature à la présidence, le peso a plongé. Il ne s'est pas remis depuis, atteignant le niveau de 56,3 pesos philippin pour un dollar américain. Le gouvernement Arroyo a immédiatement accusé son challenger de vouloir détruire l'économie nationale, ce qui n'a pas empêché ce dernier de caracoler en tête des sondages.

Pour bien enfoncer le clou du danger économique représenté par l'éventualité d'un gouvernement Poe, un sondage a été réalisé au sein du Makati Business Club (MBC), qui

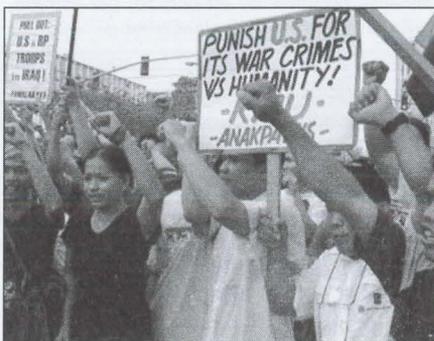
regroupe l'élite capitaliste du pays. M. Poe y a obtenu un zéro pointé alors que Mme Arroyo obtenait le meilleur score.

Mais pour les gens ordinaires cette image souligne seulement à quel point l'économie est fragile et très instable sous le gouvernement de Mme Arroyo, car la simple suggestion qu'il pourrait céder la place à déjà des effets dévastateurs. Cela signifie seulement que les « *fondamentaux économiques* » (pour peu qu'ils existent) sont loin d'être assurés sous l'actuel gouvernement. Ou que l'économie philippine est inséparable de Mme Arroyo... car comme le dit son slogan électoral « *La présidente Arroyo est toujours notre meilleur espoir* ».

Le déficit budgétaire persistant constitue un autre mauvais indicateur. L'an dernier le déficit a atteint 211 milliards, soit plus de 25 % du budget annuel. Avec la reconduction du budget 2003 pour l'année en cours on s'attend à ce que les dépenses gouvernementales dépassent la collecte des impôts, cela d'autant que le Bureau du revenu intérieur comptait percevoir 30,43 milliards de pesos en février 2004 mais que la collecte n'a finalement apporté que 28,83 milliards, soit une baisse de 5,3 %. Même les versements des travailleurs philippins émigrés qui ont atteint près de 7 milliards de dollars, soit 500 milliards de pesos (près de la moitié du budget national) n'ont pu sauver le budget gouvernemental. Et avec les élections prévues l'argent coule à flot pour acheter des voix ou influencer les électeurs.

L'endettement étranger a augmenté également du fait du déficit budgétaire. Mais l'augmentation est bien plus sensible encore, car 70 % de l'endettement étranger est libellé en dollars et chaque dévaluation du peso fait automatiquement croître la dette. Plus de 40 % du budget national est automatiquement assigné au paiement des intérêts de la dette étrangère, ce qui fait qu'il ne reste pratiquement rien pour les services sociaux de base et le bien-être populaire.

Cela, alors que plus de 50 % de la population philippine vit au-dessous du seuil de pauvreté. Les services sociaux ont quasiment disparu et si éventuellement ici ou là un service de santé ou d'enseignement a vu le jour, c'est dans l'unique but de servir à la promotion de celui qui occupe actuellement un poste électif et non pour s'insérer dans une stratégie visant à répondre aux besoins de la population et d'assurer son bien-être. On n'en parlera plus une fois les élections passées.



Avec les dépenses électorales qui inondent le pays, les prix vont augmenter certainement, alors que les salaires des ouvriers et employés stagnent depuis une longue période. Une telle situation va se poursuivre longtemps après les élections.

Pire, le taux de chômage s'accroît. Alors qu'il était de 10,1 % en octobre 2003, il a atteint 11 % en janvier 2004 (le maximum atteint fut de près de 13 % en juillet 2003). Dans la Région de la capitale nationale un ouvrier sur cinq est au chômage. Cela signifie que le programme de la Présidente Arroyo a misérablement échoué.

L'attitude « *attendre et voir* » du secteur des affaires (tant local qu'étranger) contribue encore à aggraver la situation d'une croissance qui approche le 0 %. La Banque centrale (Banko Sentral ng Pilipinas) a mentionné qu'en mars 2004 les investissements ont chuté, n'atteignant que 80,9 millions de dollars, alors qu'ils étaient à 675,8 millions de dollars en mars 2003. Cela signifie que les investisseurs, tant locaux qu'étrangers, ont suspendu leurs projets dans l'attente du résultat des élections.

Prudence de l'Église

Avec l'approche des élections le choix populaire se rétrécit à celui entre deux candidats : la Présidente en exercice Gloria M. Arroyo ou Fernando Poe Jr. La campagne de la présidente se limite à demander qu'on lui laisse poursuivre l'œuvre qu'elle a commencée durant les trois dernières années (la partie du mandat laissée par les président évincé Estrada). Il n'y a là rien qui puisse attirer les masses populaires, pour autant qu'elles soient concernées : les services sociaux sont en panne, le chômage augmente, la corruption s'est intensifiée au point que la famille présidentielle est éclaboussée... Pour sa part Fernando Poe Jr., connu comme le roi du cinéma philippin et dont la seule qualification c'est que presque tous ses films sont des grands succès, croit qu'il doit agir maintenant en président, pour récompenser les cinéphiles. Selon lui, c'est la plus grande performance de sa vie. Il a récemment déclaré que, s'il est élu, il demandera la renégociation de la dette extérieure. Immédiatement le commerce et le marché se sont effondrés et cette annonce a été aussi vite démentie par ses pairs. Ses conseillers lui ont vertement reproché de s'être ainsi engagé en terrain miné.

Les deux principaux candidats manifestent leur intention de poursuivre la politique néolibérale. Cela n'a rien de surprenant : les conseillers économiques de Fernando Poe Jr. sont les mêmes qui conseillaient le président évincé Estrada.

Devant ce choix limité l'Église maintient une attitude indépendante et appelle ses ouailles à voter selon leurs consciences. Seul le cardinal Sin de Manille, retiré, a indirectement soutenu Raul Roco, mais il ne pèse plus désormais. Comme le secteur des affaires, l'Église

adopte une prudente attitude d'attente, consciente que si elle se prononçait en faveur d'un candidat qui ne l'emporte pas elle en payerait les conséquences. Et si l'un des candidats en lice — Bother Eddie Villanueva — est le fondateur du Mouvement Jésus est le Seigneur, les églises ne lui accordent pas leur soutien public pour autant.

Les médias jouent gagnants

Comme dans les autres élections les mass-médias ont par contre fait preuve d'une grande activité, bien sûr très partisane. Les grands politiciens ont massivement investi dans les activités de lobbying pour garantir la publication de leurs points de vue et pour que les sondages leurs soient favorables.

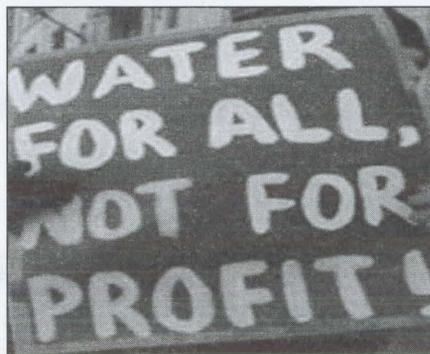
La question de la vice-présidence est devenue décisive depuis que l'intervention directe du peuple a permis de changer le leadership du pays. C'est, bien sûr, le signe de la faiblesse des institutions démocratiques et un acte qui était contestable du point de vue constitutionnel. Mais il est aussi possible d'interpréter la Constitution pour s'en servir en vue de la succession.

C'est dans ce contexte que le plus grand réseau de télévision du pays ABS-CBN a imposé ses candidats. Les deux candidats à la vice-présidence auprès de la présidente Arroyo et de Fernando Poe Jr. viennent ainsi tous les deux d'ABC-CBN. Le géant médiatique, qui a par ailleurs des intérêts à préserver dans les secteurs industriels vitaux du pays, comme l'électricité, l'eau et la construction etc., joue ainsi gagnant sur tous les tableaux...

Les classes moyennes ont été divisées. Ceux qui veulent le changement, car ils sont frappés de plus en plus durement par la politique économique néolibérale de la présidente Arroyo, doivent choisir entre F. Poe — qui n'a pas de programme économique —, R. Rocco — dont le programme économique se résume à son slogan « *Alliance de l'espoir* », mais qui manque de ressources et n'ira sans doute pas jusqu'au bout — et le général retraité et actuel sénateur P. Lacson, qui promet de supprimer les crimes et la corruption, mais dont la formation dit l'opposé de ce qu'il expose. Un choix difficile en effet.

L'attitude des partis révolutionnaires

Les partis et les groupes progressistes et révolutionnaires ont essayé de tirer un maximum d'avantages de cette situation. Clandestins pour la grande majorité d'entre eux, ils ne peuvent participer aux élections qu'en mettant en avant des « *partis électoraux* ». Les surprenants succès de quelques uns de ces partis lors des élections législatives de 2001 (plusieurs député(e)s considérés comme proches des organisations clandestines siègent au Congrès) ont convaincu cette fois-ci la majorité des partis révolutionnaires et progres-



sistes de s'engager dans la lutte électorale pour obtenir plus de sièges dans l'élection à venir et une présence plus importante des institutions bourgeoises. Certains d'entre eux ont même consacré plus de temps et de moyens à la lutte électorale qu'à la construction des mouvements sociaux, alors que d'autres ont utilisé les élections pour leur activité de propagande et pour se procurer des ressources.

A l'exception du MLPP (Parti marxiste-léniniste des Philippines), qui refuse de participer aux élections par principe, tous les partis politiques clandestins ont mis en place leurs propres « *partis électoraux* » pour pouvoir présenter des candidats.

L'importance de la participation électorale des partis venant de la tradition maoïste-stalinienne, qui considéraient il y a peu encore les élections comme un abandon de la voie révolutionnaire, a créé une surprise. C'est certainement un phénomène nouveau. Les petits avantages et les privilèges d'élus peuvent aider à la construction des partis, voire à leur reconstruction. Le danger d'intégration dans le système réactionnaire a été éclipsé par ces avantages. Un ou deux partis issus de la tradition démocratique nationale ont même poussé jusqu'à concentrer toute leur énergie sur la seule lutte électorale. Et souvent les mouvements sociaux ont été subordonnés à la lutte électorale.

Le Parti communiste des Philippines, maoïste et stalinien, a intensifié ses offensives armées. Mais même lui a créé six formations électorales. Outre l'utilisation des élections pour la collecte de fonds en exigeant de tous les candidats, qu'ils soient des politiciens gouvernementaux ou des membres de l'opposition, qu'ils payent des « *permis de faire campagne* » (« *Permit to Campaign* » : PTC) dans les zones où opèrent ses forces armées, ses cadres et ses militants placardent des affiches pour leur propres candidats. Il faut souligner que lors des élections précédentes le PCP avait établi des liens avec la Présidente Arroyo nouvellement installée. Il avait réussi à rassembler sur son parti électoral plus de voix qu'il n'en fallait pour obtenir trois sièges au Congrès (à savoir le maximum de sièges autorisés par parti sur ce type de liste). Il voudrait en obtenir plus cette fois-ci.

Tous ces partis présentent des candidats en vue de « *gagner* » et ne comptent pas se limiter à utiliser la tribune électorale pour leur propagande. Étant donné les profils des présiden-

tielles et leurs programmes, aucun groupe progressiste ou révolutionnaire n'a ouvertement fait campagne pour eux. Cependant récemment il est devenu clair que les partis électoraux liés au PCP et à sa Nouvelle armée populaire ont soutenu d'une manière subtile la candidature de F. Poe et de sa candidate à la vice-présidence Loren Legarda. La raison en est évidente : en cas de victoire d'un président faible, ils comptent avoir un accès à l'entourage de la présidence et, à travers Legarda, accéder aux pourparlers de la paix et revendiquer la plus grande partie du fonds de l'indemnisation des victimes des violations des droits de l'homme sous la dictature Marcos.

Tous ces groupes et partis ont pris leurs précautions et se sont préparés aussi pour le scénario « *Noel* ». La Présidente en exercice ne s'est en effet pas limitée à asseoir son influence sur la Commission électorale et sur la Cour suprême, elle a également pris en main les Forces armées. Depuis un an l'armée a été soumise à un carrousel de nominations sur la base de la fidélité des généraux à la présidente, assurant ainsi sa profonde réorganisation.

La « *menace terroriste* », qui pèserait particulièrement sur les élections à Mindanao, a été régulièrement mise en avant pour préparer le scénario « *Noel* » ou du moins s'assurer un contrôle des opérations électorales et du décompte des voix. Ces secteurs peuvent être ainsi déclarés comme des « *points chauds* » et les bulletins seront comptabilisés dans les camps militaires...

Même les pourparlers de paix avec divers groupes révolutionnaires (Parti communiste des Philippines / Nouvelle armée populaire, Front de libération Moro — MILF-BIAF, Parti révolutionnaire des travailleurs Mindanao / Armée révolutionnaire des travailleurs, etc.) ont été repris de manière occasionnelle pour que la présidente en exercice puisse s'en prévaloir et gagner de la sorte quelques voix supplémentaires.

Pour sa part, le Parti révolutionnaire des travailleurs Mindanao (section philippine de la IVe Internationale) a renforcé son intervention sur les divers fronts — parlementaire, électoral, international, des mouvements de masse, de lutte pour la paix et de lutte armée. Il a préparé ses adhérents et ses structures à jouer un rôle dirigeant dans les événements qui se succèdent rapidement dans le pays.

Les groupes et partis révolutionnaires se sont eux-mêmes préparés à participer et à remporter les élections, même si c'est avec des orientations et objectifs divers. Indépendamment du résultat électoral, les aspects fondamentalement négatifs de la politique néolibérale et de la mondialisation capitaliste auront été cette fois-ci mieux expliqués. La base matérielle pour l'intensification de l'activité révolutionnaire devient plus fertile. Les partis ouvriers véritables ne laisseront pas passer cette opportunité sans accélérer le pas pour renforcer le projet socialiste dans le pays. ■

Mindanao, mars 2004

Le mouvement ouvrier et l'écologie urbaine

La Builders Labourer's Federation de l'État de New South Wales

A
la mémoire de John Loh,
syndicaliste de la Builders Labourer's
Federation de New South Wales et animateur
des boycotts écologistes, puis organisateur du
syndicat CFMEU. Mort à Melbourne
le 24 novembre 2003.

Par
John Tully*

Une des grandes ironies de la vie est que le régime qui est à l'origine de catastrophes environnementales comme celle de la mer d'Aral ou de Tchernobyl ait continuellement republié les textes avisés et profondément écologiques de Friedrich Engels (1), qui disait que nous devons améliorer notre compréhension des lois de la nature et cesser de nous comporter avec elle comme des conquérants n'en faisant pas partie, faute de quoi elle finirait par prendre une terrible revanche sur nous. Compte tenu des désastres écologiques dont ils ont été responsables, on peut se demander si les bureaucraties staliniennes de l'URSS ont jamais ouvert ce livre.

De façon évidente, Marx et Engels ont développé une conscience écologique bien avant que ce mot ne fut consacré (2). Leur pénétrante perspicacité a été hélas oubliée par le mouvement ouvrier pendant des dizaines d'années, dont la majorité a succombé à la croyance des bienfaits du progrès à tout prix. C'était particulièrement le cas en Union Soviétique. Le syndicaliste australien Jack Munday, un des pionniers de la jonction entre le mouvement ouvrier et le mouvement écologique, s'en plaignait en disant que les militants ouvriers ont encore souvent « une grande ignorance de la gravité de la crise écologique » (3).

C'est le grand mérite des syndicalistes du bâtiment en Australie d'avoir, il y a trente ans, mis du vert sur leur drapeau et affirmé que l'écologie concernait autant les travailleurs que les questions de salaires et de conditions de travail. Munday demandait : « A quoi sert d'être seulement augmentés si c'est pour vivre dans des villes où il n'y a pas de parcs, pas d'arbres et dont l'atmosphère est empoisonnée par la pollution et assourdie par les bruits de centaines de milliers de transports individuels ? » (4).

Le mouvement des boycotts écologiques (connus sous le nom de « green bans ») a été l'exemple d'un mouvement environnementaliste de la classe ouvrière probablement le plus radical au monde (5). A son moment le plus fort, il a retardé des développements néfastes représentant des milliards de dollars et a sauvé des grandes zones de la ville de Sydney, empêchant la démolition de rues, de parcs et de quartiers entiers. On croit même que l'expression « vert », utilisée pour désigner le militantisme écologique, a pour origine ces luttes. Comme l'a dit en 1997, le vénérable sénateur australien vert Bob Brown (6) : « Petra Kelly (7) (...) a vu à Sydney les boycotts verts que les syndicats imposaient contre les développements indésirables. Elle a ramené en Allemagne l'idée et aussi le terme. Aussi loin que l'on remonte c'est donc de là que vient l'expression "vert" qui a été reprise ensuite par les écologistes européens ». Jack Munday et les aut-

res dirigeants du mouvement des boycotts verts étaient des écologistes urbains efficaces et radicaux. Bien qu'ils aient été ensuite battus par une coalition de représentants syndicaux corrompus, de promoteurs immobiliers avides, de bandits et de politiciens minables, leur message n'a pas été oublié et l'on peut dire que leur monument est aujourd'hui constitué par les édifices, les parcs et les zones de bushland (8) qu'ils ont réussi à sauver pour les générations futures.

Origines de la Builders Labourer's Federation

Le syndicat qui a été à la pointe du mouvement des boycotts écologiques est la Builders Labourer's Federation (Fédération des ouvriers du bâtiment, BLF) et en particulier sa branche de l'État de New South Wales (NSW-BLF), centré sur la ville de Sydney (9). Cela peut paraître surprenant car, pendant des dizaines d'années, avant que des militants de gauche ne prennent le contrôle du syndicat dans les années 1960, la BLF a été le petit cousin méprisé des autres syndicats de la construction. Ce syndicat prenait en charge les ouvriers non qualifiés de l'industrie du bâtiment pour tous les types de métiers du gros œuvre, comme les coffreurs, les perceurs avec marteaux-piqueurs, les monteuses, les grutiers, les terrassiers, les experts en explosifs, les signaleurs de grues (dogmen)... Cependant, suite aux change-

* John Tully est membre du groupe Socialist Democracy en Australie et sympathisant depuis longtemps de la IV^e Internationale. Monteur et « dogmen » dans les années 1970 et 1980 il a souvent été délégué syndical de la BLF. Cet article est une contribution au débat au sein de la IV^e Internationale sur l'importance de la question écologique au sein du mouvement ouvrier.

1. Friedrich Engels, Dialectique de la nature. Éditions Sociales 1975. (Publié à Moscou en 1934 puis en 1954 et réimprimé cinq fois jusqu'en 1976.)

2. Voir par exemple John Bellamy Foster, Marx's Ecology, Materialism and Nature, Monthly Review Press, New York 2000.

3. Jack Munday, Green Bans and Beyond, Angus and Robertson, Sydney, 1981, p.148.

4. Ibid. p.143.

5. Parmi les livres sur les boycotts écologiques on

peut citer : le livre semi-biographique de Jack Munday cité ci-dessus ; Pete Thomas, Taming the Concrete Jungle, The Builders Labourers' Story, NSW Branch of the BLF, Sydney 1973 ; Meredith Burgmann et Verity Burgmann, Green Bans, Red Union — Environmental Activism and the New South Wales Builders Labourers' Federation, University of NSW Press, Sydney, 1998. Il faut aussi mentionner le film de Pat Fiske, Rocking the Foundations : History of the New South Wales Builders Labourer's Federation, 1940-1974, Bower Bird Films, Sydney 1985.

6. Bob Brown, sénateur vert de Tasmanie, a été un dirigeant de la lutte pour empêcher le parc de rivière Franklin en Tasmanie d'être submergé au début des années 1980. Il a pris position fermement contre la guerre impérialiste et s'est engagé dans la défense des droits de l'homme pour les

réfugiés, les Aborigènes et les autres groupes opprimés.

7. Petra Kelly est une des figures dominantes dans le développement du parti Vert allemand.

8. Le « bushland » est une zone désertique typique qui couvre une grande partie de l'Australie. Le sol est très salé et seulement quelques plantes et animaux spécialisés s'y rencontrent. Les Aborigènes ont appris à y survivre.

9. La BLF, dont le nom complet est Australian Building Construction Employees and Builders Labourers' Federation (Fédération australienne des employés et ouvriers du bâtiment), était organisée comme une fédération avec une branche dans chaque État ou région de l'Australie. La branche de l'État de New South Wales de la BLF (NSW-BLF) a été en pointe du combat des boycotts écologiques.

ments technologiques qu'a connu cette industrie, une grande partie de leur travail a fini par devenir aussi qualifiée que celui des artisans traditionnels qui étaient organisés dans des syndicats séparés.

Dans les années qui suivirent la deuxième guerre mondiale, des millions d'immigrés ont débarqué en Australie, nombre d'entre eux en provenance de l'Europe du sud ou de l'est. Beaucoup ont été attirés par les légendes qui couraient sur les rues pavées d'or mais peu ont fait fortune sur la grande île-continent « *d'en bas* ». La plupart devinrent des bêtes de somme dans les usines, les mines et les moulins qui se sont multipliés durant le boom d'après-guerre. Beaucoup devinrent ouvriers du bâtiment. Ils faisaient les travaux les plus durs, sales et dangereux que les gens natifs d'Australie étaient réticents à faire. Vers 1960 environ 70 % des adhérents à la NSW-BLF étaient des immigrés.

Pendant des dizaines d'années le syndicat avait été dirigé par des gangsters, des éléments corrompus incluant des avocats démis de leur fonction ou des bandits apolitiques. Un des responsables était connu pour utiliser les cotisations syndicales à des beuveries prolongées. De tels personnages n'avaient aucun intérêt à faire obtenir de meilleurs salaires et conditions de travail pour leurs adhérents, ils ne souhaitaient pas non plus voir une forte organisation du syndicat sur le lieu de travail qui aurait pu ébranler leur pouvoir (10). De nombreux syndiqués ne savaient pas — ou très peu — parler l'anglais, mais cela ne posait pas de problème aux bureaucrates, qui ne prenaient pas la peine de traduire les comptes-rendus car, de toute façon, ils se moquaient de leur opinion. Dans cette situation, les adhérents du BLF ne gagnaient qu'une fraction de ce que touchaient les charpentiers, les plombiers, les électriciens et les autres métiers qualifiés de l'industrie. Les gangsters ne se souciaient guère non plus des questions de santé ou de sécurité et les accidents du travail provoquaient une véritable hécatombe chez les ouvriers du bâtiment.

La base s'empare du syndicat

Les militants de base n'ont pu prendre le contrôle du syndicat qu'après plus de dix ans de luttes. L'un d'entre eux était un jeune homme nommé Jack Munday. Né dans le nord du Queensland d'une famille catholique irlandaise pauvre, Munday est arrivé à Sydney en 1951 pour jouer au rugby dans l'équipe de Parramatta (banlieue ouest de Sydney). Un peu plus tard, après avoir exercé quelques autres métiers, il comme- ça à

travailler comme ouvrier du bâtiment et rejoignit le syndicat puis le Parti Communiste d'Australie (CPA).

Dans les années 1950 et 1960, le CPA était encore une force sociale dont il fallait tenir compte, même s'il avait déjà perdu le contrôle du Conseil australien des syndicats (ACTU), qu'il exerçait au cours des années 1940 (11). Le CPA était en fait une force contradictoire. Au moment où la guerre froide faisait rage, à la fin des années 1940 et au début des années 1950, il s'était servilement aligné sur l'Union Soviétique et il avait été aussi jusqu'à truquer les élections pour maintenir son emprise sur les syndicats qu'il contrôlait. Cependant, parmi ses meilleurs militants, nombreux étaient ceux qui continuaient à faire confiance à sa direction. Dans les années 1960, la direction du CPA abandonna en grande partie son vieux sectarisme dogmatique l'ayant coupé de la majorité des syndicalistes qui soutenaient maintenant le Parti travailliste (ALP, Australian Labour Party). Cette tactique porta ses fruits et, quand les militants chassèrent les gangsters, une réelle unité s'était forgée entre des communistes comme Jack Munday et des membres du parti travailliste comme Bob Pringle et Mick McNamara. Munday devint secrétaire du BLF-NSW en 1968.

Bien que le syndicat ait eu une activité militante du temps des prédécesseurs immédiats de Munday, celle-ci augmenta dès qu'il devint permanent à temps complet. Les nouveaux dirigeants se rendirent compte que les syndicats organisant les métiers traditionnels du bâtiment avaient été touchés par la déqualification. Au même moment, la qualification des adhérents de la BLF s'était améliorée et sa vieille image de syndicat composé d'assistants d'ouvriers très spécialisés et de simples manœuvres devint dépassée. Ce phénomène augmenta le poids industriel du syndicat mais ne se refléta pas dans les payes versées aux adhérents de la BLF qui restaient bien inférieures à celles des ouvriers qualifiés traditionnels.

Munday, Pringle et Joe Owens, un autre organisateur important, étaient donc déterminés à changer cette situation. En 1970 le syndicat se lança dans une campagne de grèves dures, réussissant à arrêter l'industrie par des piquets de masse à une échelle jamais vue jusqu'alors dans le bâtiment. Les patrons, qui n'étaient pas habitués à voir une participation massive de syndicalistes à une grève, s'avouèrent vaincus au bout de cinq semaines et concédèrent d'importantes augmentations générales de salaires et, ce qui est plus important, fixèrent le salaire des adhérents de la BLF à un minimum de 90 % de celui des ouvriers qualifiés. A cette occa-

sion les syndicalistes firent l'expérience du contrôle ouvrier, occupant des chantiers, éliminant leurs propres contremaîtres, organisant des sit-in et des reprises de travail en réponse aux lock-out, aux mauvaises conditions de travail et aux licenciements. Les ouvriers de la BLF avaient trouvé là une nouvelle solidarité et leur dignité. Harry Connell, un militant de vieille date, rappela qu'avant la prise de contrôle par la gauche du syndicat, les manœuvres auraient répondu sans amour-propre si on les avait interrogés sur leur travail « *Oh, je ne suis qu'un simple manœuvre* ». Après ce mouvement ils auraient répondu fièrement « *Je fait partie des gars de la BLF !* ».

Il est caractéristique que la direction consciencieusement ne chercha pas à imposer quoi que ce soit à ses membres. La BLF-NSW s'est investie dans des méthodes radicalement démocratiques qui n'avaient rien à voir avec le stalinisme rigide du CPA des années quarante et du début des cinquante, époque où le syndicat était dirigé d'une main de fer.

La BLF-NSW avait en horreur la bureaucratie enracinée et introduisit des méthodes radicales pour s'assurer que le contrôle du syndicat reste dans les mains de ses adhérents.

Dans la BLF-NSW, toutes les actions et les orientations devaient être décidées au cours des assemblées générales des syndiqués. Les représentants syndicaux étaient là pour servir les adhérents et non le contraire comme dans d'autres syndicats australiens. Les représentants syndicaux australiens avaient tendance à faire les mêmes horaires que les employeurs. Munday insista au contraire pour qu'ils aient les mêmes horaires que les ouvriers.

Peut-être plus important encore, les salaires des représentants syndicaux étaient au même niveau que les salaires des adhérents. Le syndicat imposa une limite au mandat syndical : après un maximum de 6 ans de détachement payé, les représentants devaient retourner travailler dans l'industrie. De telles mesures scandalisaient souvent les représentants des autres syndicats, qui étaient effrayés à l'idée de perdre leurs confortables sinécures si de telles pratiques commençaient à se répandre. Munday a dit que cette politique « *a cassé la barrière qui*

10. Pour des informations sur cette période, cf. Paul True, *Tales of the BLF : Rolling the Right*, Militant International Publications, Parramatta 1995.

11. Le Conseil australien des syndicats (ACTU, Australian Council of Trade Unions) regroupe la très grande majorité des syndicats de l'Australie, quelles que soient leurs orientations politiques.

existait entre les représentants et les travailleurs » (12).

Aux côtés des mouvements sociaux

Sous la direction de Munday le syndicat a commencé aussi à s'impliquer dans des luttes allant au-delà de la traditionnelle question des salaires et des conditions de travail.

C'était au temps de la guerre du Vietnam, où des centaines de milliers de personnes manifestaient contre l'engagement de l'armée australienne aux côtés des USA (13). C'était l'époque du soulèvement de mai 1968 en France, quand des jeunes à travers le monde « montaient à l'assaut du ciel » à la recherche d'une nouvelle société.

Cet esprit radical se refléta au sein du CPA, particulièrement après que les forces du Pacte de Varsovie aient envahi la Tchécoslovaquie en août 1968 pour mettre fin au Printemps de Prague qui avait cherché à donner un « visage humain au socialisme ». Si en 1956, quand l'armée soviétique écrasa les conseils ouvriers en Hongrie, le CPA resta fidèle à Moscou malgré la perte de nombreux de ses membres, cette fois-ci, il condamna publiquement l'invasion. Un petit groupe pro-Moscou scissionna mais de nombreux membres du parti saluèrent le changement soudain et adoptèrent les nouvelles idées dans l'enthousiasme. Munday lui-même rend hommage à ce changement radical de politique et d'attitudes de la direction du parti communiste : « *Je suis sûr qu'aucune de nos innovations n'aurait été possibles s'il n'y avait pas eu ce changement dans le CPA, même si nous, nous avons été encore plus loin que son courant principal* » (14).

Les dirigeants de la BLF mobilisèrent leur syndicat dans le mouvement anti-guerre et l'engagèrent dans d'autres causes comme la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud. Ils encouragèrent les femmes à travailler

dans le bâtiment, un secteur qui était jusque-là réservé aux hommes, gagnant une importante bataille sur le site du Summit quand des femmes se remirent au travail sur un chantier fermé par le patronat avec le soutien de leurs collègues masculins. En 1973, Denise Bishop fut élue à la direction et devint ainsi probablement la première femme au monde dirigeante d'un syndicat du bâtiment.

Les travailleurs étant en grande partie immigrés, le syndicat prit également des mesures pour que ses dirigeants parlent deux langues, ce besoin ayant été jusque là ignoré.

Dans une autre cause célèbre, la BLF-NSW refusa de travailler sur le chantier d'une résidence d'étudiants de l'université de Macquarie quand le Conseil représentatif des étudiants les contacta à propos d'étudiants homosexuels qui avaient été exclus. C'est probablement le premier exemple d'une action de ce type dans le monde et elle obtint satisfaction. L'homophobie a de profondes racines en Australie et on peut mesurer l'envergure de cette direction à sa capacité à convaincre ses membres d'entrer en action sur cette question, malgré quelques doutes initiaux (15). Le syndicat a pu s'impliquer sur ce type de questions car sa direction avait auparavant su gagner le profond respect de la majorité de ses membres par son engagement dans l'amélioration des salaires et des conditions de travail, et aussi en redonnant une dignité à des hommes qui étaient traités comme des esclaves ou des outils jetables après usage. Présage de ce qui allait se passer ensuite, une des critiques les plus bruyantes de ce type d'action a été celle du secrétaire fédéral du syndicat, Norm Gallagher, un membre du Parti communiste maoïste d'Australie, marxiste-léniniste (16).

Comme ses partis frères dans le monde, le CPA n'avait aucune tradition militante sur les questions d'environnement. Plus généra-

lement, on peut dire la même chose du mouvement ouvrier dans son ensemble et aussi de nombreuses sections de ce mouvement, y compris ceux qui se considéraient comme révolutionnaires ou communistes, jugeaient les boycotts écologiques comme des « *diversions à la lutte de classe* » ou comme des capitulations devant des « *idées petites-bourgeoises* » étrangères à la classe ouvrière. Dans un de ces fameux emportements, Norm Gallagher, le secrétaire fédéral maoïste du BLF méprisa le soutien important dont bénéficiait le BLF-NSW en disant qu'il n'était que celui « *de résidents, de nanas, et de pédés* » (17)

L'arme du boycott environnemental

Quand les idées écologiques commencèrent à émerger dans les années 1960, avec la publication de livres comme *Silent Spring* (Printemps silencieux) de Rachel Carson, elles se heurtèrent à des attitudes profondément enracinées considérant la nature comme un ennemi qu'il fallait soumettre ou maîtriser et qui optaient pour la croissance économique illimitée quelles qu'en soient les conséquences.

C'est encore à la direction du BLF-NSW qu'il faut attribuer le grand mérite d'avoir réussi à obtenir le soutien des syndiqués aux nouvelles idées écologiques radicales. La direction comprit qu'il serait faux et inefficace d'essayer d'imposer des actions militantes à ses membres en défense de l'environnement. Par des débats au cours d'arrêts massifs du travail ou de réunions sur le lieu de travail, les représentants de la BLF convainquirent les membres de lancer une bataille tous azimuts contre le droit jusqu'ici sacré des constructeurs et des promoteurs de remodeler Sydney comme il leur plaisait. Au cours des années 1960, Sydney, comme de nombreuses autres villes du monde, subit des changements radicaux. Il y avait des fortunes à faire au moment où des vieux bâtiments et des sites étaient détruits et remplacés, souvent par des gratte-ciel modernes, car le prix du terrain dans le centre-ville atteignait des niveaux astronomiques.

Le nombre d'adhérents à la BLF-NSW crut très fortement durant cette période passant de 4 000 à 11 000, en partie à cause de ce boom dans l'immobilier et en partie aussi à cause de la politique intensive de recrutement qui était menée. Au cours de ce grand boom, les promoteurs ne se sentaient pas concernés par les destructions qu'ils engendraient : des rangées de maisons datant de l'époque géorgienne (1720-1830), des flèches de l'époque victorienne, des dômes,

12. Munday, op. cit. p.56.

13. Les syndicats australiens ont une longue histoire de mobilisation politique et sociale. Durant la première guerre mondiale, par exemple, ils organisèrent une lutte tenace contre la conscription. En 1938, les dockers refusèrent de charger de la ferraille d'acier à bord du SS Dalfram, en partance pour le Japon, en expliquant qu'il servirait à faire des bombes et des balles qui seraient utilisées contre le peuple chinois. Dans les années quarante, les dockers et les marins étaient au premier

plan du mouvement de solidarité avec la révolution indonésienne contre le colonialisme hollandais, imposant une interdiction réussie de l'accostage des navires hollandais dans les ports australiens. Après que le gouvernement australien ait envoyé des troupes pour soutenir les Américains au Vietnam en 1964, les syndicats maritimes refusèrent de charger ou d'appareiller les bateaux pour l'Indochine.

14. Ibid. p. 79. Rétrospectivement, je suis convaincu que les jeunes militants anti-staliniens qui entrèrent en politique à cette époque

et évitèrent le CPA ont perdu une importante occasion de se lier aux éléments radicaux au sein du CPA et de construire une organisation qualitativement plus forte et unie.

15. Munday, op. cit. p. 106.

16. Le CPA ML était un petit groupe fermé qui a quitté le CPA au moment du conflit sino-soviétique du début des années 1960.

17. Cité par Meredith Burgmann et Verity Burgmann, op. cit. p. 54.

des parcs, de bijoux art-déco, tout cela fut abattu par les démolisseurs. Des « jaunes » étaient utilisés au cours d'opérations nocturnes pour mettre à bas des édifices répertoriés au patrimoine. La BLF-NSW se rendit compte aussi, comme Leonie Sandercock l'a dit plus tard, que « les planificateurs modernes [sont devenus] des voleurs de mémoire. (...) Faustiens dans leur ardent désir d'effacer toutes les traces du passé au nom... du progrès », ils ont « tué des communautés entières, en les chassant, en démolissant leurs maisons, en les dispersant dans les lointaines banlieues ou en les laissant sans logement... » (18).

Le syndicat et ceux qui le soutenaient ne s'opposèrent pas systématiquement à tous les changements, reconnaissant qu'il y avait une place pour un renouveau urbain de façon à rendre les villes vivables pour leurs habitants. Ce à quoi ils s'opposaient c'était à l'affirmation gratuite que tout ce qui était bon pour les promoteurs était forcément bon pour l'environnement, la ville et ses habitants.

Les actions de la BLF étaient impressionnantes et efficaces. Le Guardian de Manchester considérait que Jack Munday était « le conservateur le plus efficace d'Australie » et écrivait que « les classes moyennes sont un peu embarrassées d'avoir à se tourner vers des prolétaires communistes bourrus pour protéger leurs maisons, leurs biens ainsi que leurs théâtres et pubs de l'invasion des appartements, des bureaux et des autoroutes. Et pourtant elles prennent contact avec eux... ». En fait, il s'agissait souvent de maisons et de bâtiments ouvriers mais le syndicat répondait aussi à toute demande d'aide authentique d'où qu'elle vienne.

Les « green bans »

C'est en 1971 que pour la première fois le syndicat est intervenu sur une question environnementale en s'opposant à la construction d'un nouvel ensemble d'habitations luxueuses à Hunters Hill. Le Kelly's Bush, que le groupe A.V. Jennings souhaitait détruire pour réaliser ce projet, était la dernière parcelle de 5 hectares de bushland naturel sur le port de Sydney. Les résidents avaient fait une forte campagne, faisant du lobby auprès des députés, des cabinets ministériels et d'autres personnes au pouvoir mais n'avaient pas réussi à faire arrêter le projet. Le gouvernement de l'État le soutenait fermement et, en désespoir de cause, les résidents se tournèrent vers la BLF-NSW pour obtenir son soutien.

La BLF-NSW organisa un meeting massif

de 600 de ses membres qui votèrent à leur grande majorité la résolution de s'opposer au projet en refusant d'y travailler. D'autres boycotts s'ensuivirent rapidement et c'est à cette époque qu'un syndicaliste utilisa le terme « boycott vert » pour décrire ces actions syndicales de sauvegarde des bushlands naturels et des parcs. Le terme fut élargi pour parler des boycotts pour sauver les édifices et bâtiments présentant un intérêt historique.

Le plus important des boycotts a été peut-être celui qui a été imposé à la zone des Rocks par la BLF-NSW et ses alliés du syndicat des conducteurs de bulldozers et de la FEDFA (19). Les Rocks, situés juste à l'ouest du Circular Quay et sous les arc-boutants sud du pont du port de Sydney, sont l'enceinte la plus vieille d'Australie, datant de 1790. Elle contient de nombreux édifices de valeur et c'est là qu'habitait une communauté très soudée d'ouvriers dans des rangées de maisons attenantes bénéficiant souvent de loyers réglementés. En 1972, le gouvernement régional dévoila son grand projet pour le réaménagement de cette zone urbaine. Les habitants devaient être expulsés et leurs maisons détruites. On prévoyait d'élever à la place un grotesque gratte-ciel commercial de 500 millions de dollars de l'époque. Si le gouvernement avait pu avoir les mains libres, une communauté aurait été tuée, ainsi qu'une mémoire collective de plus de 160 années et l'une des plus belles zones urbaine d'Australie.

Inspiré par le succès qu'avait obtenu la lutte du Kelly's bush, le comité d'action des résidents se tourna vers les syndicats. Le boycott se mit alors en place, les résidents et des membres du syndicat firent un piquet pour empêcher les jaunes de travailler, occupèrent les immeubles susceptibles d'être démolis et firent des manifestations au cours desquelles ils furent arrêtés en masse. Ils finirent par remporter une impressionnante victoire et les Rocks furent sauvés.

Encouragés par son succès, le syndicat imposa une série d'autres boycotts à la demande de résidents, de communautés et des groupes de sauvegarde qui avaient été frustrés par les autorités. Il y a eu les « green bans » (boycotts verts) contre des projets immobiliers dans le Parc Centennial — le poumon des quartiers est de la ville — et dans les jardins botaniques de Sydney sur le front du port. Ce dernier boycott empêcha la construction d'un parking souterrain par le conglomérat d'assurances AMP, qui aurait endommagé les arbres et les plantes du parc et aurait entraîné la destruction immédiate d'un certain nombre de figuiers géants de Moreton Bay.

D'autres boycotts furent engagés contre la démolition d'un certain nombre d'édifices publics comme le Théâtre Royal, la belle église congrégationaliste en vieux grès de Pitt Street (qui devait être remplacée par un parking en béton de plusieurs étages), contre une section d'un échangeur de l'ouest, la voie rapide de l'est, ces deux derniers projets auraient occasionné la destruction de milliers de maisons, et pour finir contre un réaménagement monstrueux dans le quartier central de Woolloomooloo, du côté du port, réputé être l'endroit « le plus Sydney de Sydney ».

L'attaque des bourgeois et des bureaucrates

En 1972-1973, le syndicat eut à faire face à une alliance de patrons, de promoteurs, de politiciens et de représentants syndicaux de droite, tous scandalisés par l'empiètement du syndicat sur les prérogatives du capital. A cette époque, un article bien informé publié dans le *Courier-Mail* de Brisbane déclarait que la BLF-NSW « avait réalisé le nombre incroyable de 36 boycotts sur des projets d'une valeur 3 milliards de dollars (12 milliards de dollars australiens en valeur d'aujourd'hui) parce que ces projets signifiaient la destruction d'édifices historiques ou mettaient en danger des parcs dans la ville de Sydney » (20). Les résidents et les piquets syndicaux de Victoria street à Woolloomooloo étaient harcelés et intimidés par la police. Des hommes de main, entraînés au karaté et armés se cachaient dans les rues avoisinantes. Juanita Nielsen, une militante importante du syndicat disparut et ce n'est un secret pour personne que les hommes de main des entrepreneurs malhonnêtes l'ont fait disparaître. La BLF-NSW et ses supporters devaient aussi affronter le gouvernement régional corrompu dirigé par le premier ministre Robin Askin, qui a depuis été démasqué comme un escroc. Pendant 12 jours en août 1972, le *Sydney Morning Herald*, la voix de la classe dominante locale, ne publia pas moins de cinq éditoriaux attaquant le BLF-NSW. L'un d'entre eux s'esclaffait au sujet « d'une poignée de syndicalistes menés par le bout du nez par le membre d'un parti dont le but est le désordre social et le renversement d'un gouvernement

18. Leonie Sandercock, "Towards cosmopolis : utopia as construction site" in S. Campbell et S. Fairstein (eds), *Readings in Planning Theory*, Blackwell, Oxford 2003 (Second Edition), p. 402.

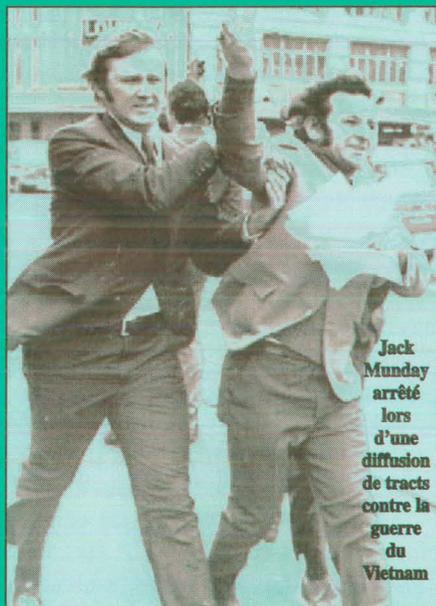
19. The Federated Engine Drivers' and Firemen's Association, un syndicat des pompiers et

démocratique... » et un autre disait que « bien sûr, la grande masse des syndicalistes concernés ne sont que les dupes de leur direction... ». Peu de temps après, le gouvernement d'Askin portait plainte contre Jack Munday pour mépris de la Cour. Auparavant, Askin et des membres de son gouvernement avaient traité les dirigeants de la BLF de « traîtres à ce pays » et avaient fait des déclarations hystériques sur le syndicat qui était responsable « de combats et versait du sang dans les rues de Sydney » (21). Les vautours tournoyaient.

Si elle était restée seule, la classe dominante aurait eu beaucoup de mal à détruire le syndicat. La direction maoïste de la fédération a fait le travail pour elle. En 1974, le secrétaire fédéral, Norm Gallagher, décida d'écraser la branche de NSW et de remplacer tous ses représentants par ses propres larbins. L'association des grands entrepreneurs (MBA) et le gouvernement Askin se sont fait un plaisir de l'aider, empêchant les organisateurs de la branche NSW d'accéder aux sites et licenciant les membres de la BLF-NSW qui refusaient d'adhérer à la nouvelle branche. Quand les grutiers, membres de la FEDFA, se mirent en grève Gallagher dépêcha des jaunes pour les remplacer et il y eut ainsi un flot constant de travailleurs venant de tous les États pour prendre le travail des ouvriers du bâtiment qui soutenaient Munday. Gallagher refusa de débattre à une assemblée générale des ouvriers de la BLF-NSW en disant qu'il n'y aurait « que des résidents et des pédés ».

On apprit plus tard que la plupart des dépenses occasionnées par les interventions de Gallagher avaient été payées par les patrons y compris peut-être les salaires des meurtriers armés appelés à la rescousse pour intimider les loyalistes de la BLF-NSW. Certains de ces mercenaires étaient logés

dans les motels les plus luxueux de la ville avec des prix de nuits d'hôtels allant bien au-delà du salaire hebdomadaire des ouvriers de la BLF. Le chômage était en hausse dans le bâtiment à cette époque et il devenait clair que la BLF-NSW ne serait pas capable de résister bien longtemps. Le coup de grâce fut donné en mars 1975 quand le bureau de la branche NSW dans la maison du commerce de Sydney fut cambriolé et ses archives volées, selon des sources sûres par un criminel professionnel à gages. Peu de temps après, la direction du BLF-NSW conseilla à ses adhérents de rejoindre la nouvelle branche de Gallagher et d'y continuer le combat à l'intérieur. Ils acceptèrent le cœur gros. Hélas, la plupart des dirigeants du BLF-NSW furent mis sur liste noire et ne purent jamais



Jack Munday arrêté lors d'une diffusion de tracts contre la guerre du Vietnam

plus travailler dans le bâtiment. Plus tard, regrettant ce qu'il avait fait, Les Robinson, devenu président de la fédération, admit : « Je pense que nous avons détruit une organisation courageuse et cela n'a fait aucun bien à la fédération. » (22)

L'héritage de la BLF

La BLF-NSW a péri mais ses exploits alimentent encore les légendes et sont une inspiration pour tous ceux qui veulent reconstruire le mouvement ouvrier en tant qu'un mouvement de conscience de classe profondément démocratique et dévoué à des actions sociales et environnementales comme partie intégrante de la construction d'un monde nouveau.

Depuis ces événements, d'autres syndicats sont parfois intervenus sur le terrain écologique, mais probablement sans autant de panache et de militantisme que la BLF-NSW. A la fin des années 1970 et au début

des années 1980 l'ACTU interdit l'extraction et l'exportation de l'uranium « yellowcake » (23) jusqu'à ce que des représentants syndicaux, de mèche avec le premier ministre travailliste droitier Bob Hawke, (24) sabotent cette action de l'intérieur. A certaines occasions, les dockers ont boycotté les cargos transportant des bois rares des forêts tropicales de l'Asie du Sud-Est et des ouvriers de la construction ont stoppé la construction de pipe-lines pétroliers à travers des zones écologiques sensibles. Plus récemment, dans mon quartier, des syndicats ont imposé un boycott sur le réaménagement d'un vieux site industriel pollué par de l'arsenic jusqu'à ce qu'il soit déclaré propre par des experts indépendants. De telles actions ne sont pas rares aujourd'hui.

Munday est convaincu que le syndicalisme environnemental se serait développé encore plus si la BLF-NSW n'avait pas été détruite. Rétrospectivement, après trente ans, l'histoire de la BLF-NSW continue à épater et à inspirer ceux qui l'entendent.

L'idéologie capitaliste considère que les travailleurs sont des brutes qui ne sont intéressés qu'à la satisfaction de leurs intérêts les plus immédiats. Les boycotts écologiques ont montré le contraire. C'est l'exemple éclairant d'un syndicat ouvrier dont les membres ont su s'opposer et se considérer comme des citoyens au plein sens du terme.

A travers l'histoire, les ouvriers du bâtiment ont toujours été considérés comme des bêtes de somme qui n'avaient pas leur mot à dire sur ce qu'ils construisaient ou démolissaient. Le mouvement des boycotts écologiques a remis en cause tout ça, et pendant quelques années nous avons pu entrevoir que ces travailleurs, désaliénés du produit de leur travail, pouvaient être avant tout des hommes. « Nous ne sommes pas que des animaux qui construisons des choses ou qui les abattons », insistait Joe Owens (25). Aujourd'hui, quand nous disons qu'un « autre monde (meilleur) est possible » dans la lutte contre le néolibéralisme déshumanisant et destructeur de l'environnement nous ne devons pas oublier les luttes du syndicats des ouvriers du bâtiment du NSW.

Jack Munday doit avoir le dernier mot : « Les écologistes avec une perspective socialiste et les socialistes avec une perspective écologique doivent trouver les conditions pour s'attaquer aux problèmes très vastes qui concernent la survie de l'homme... Mon rêve, et celui de millions d'autres, pourra alors devenir réalité : un monde socialiste avec un visage humain, un cours écologique et un corps égalitaire » (26). ■

21. Ibid. p. 119.

22. Meredith Burgmann et Verity Burgmann, op. cit. p. 274. Ironiquement, les partisans de Gallagher furent quelques années plus tard eux-mêmes chassés de leur travail par des rivaux en collusion avec le gouvernement et des employeurs. Gallagher fit de la prison pour avoir accepté des commissions secrètes des patrons et des syndicats rivaux absorbèrent la BLF.

23. Le « yellowcake » est le concentré d'uranium obtenu sur les lieux d'extraction à partir des roches. L'Australie possède environ 30% des réserves connues d'uranium dans le monde.

24. Bob Hawke a été auparavant président du Conseil australien des syndicats (ACTU). Sa direction avait alors gagné le surnom de « brigade du feu » à cause de son habitude d'éteindre les luttes pour sauver les patrons.

25. Dans le film de Pat Fiske, *Rocking the Foundations*, op. cit.

26. Munday, op. cit. p. 148.